

STYLE QUAND LA MODE FÉMININE RETOMBE EN ENFANCE

HISTOIRE

COMMENT MATIGNON EST DEVENU LA MAISON DU CHEF DE GOUVERNEMENT PAGE 16



MOYEN-ORIENT

Israël se dirige vers une occupation durable de la bande de Gaza page 9

BIRMANIE

Les Rohingyas pris dans le feu croisé de la guerre civile

Paris 2024 veut ranger proprement l'immense puzzle PAGE 12

FINANCES

Budget, déficit, dette : Barnier sous surveillance de Bruxelles page 22

JUSTICE

Avantages fiscaux : Apple remboursera 13 milliards d'euros à l'Irlande PAGE 23

VOILE

Solitaire du Figaro Paprec: escale à La Turballe PAGE 32

CHAMPS LIBRES

- Quel parcours pour Michel Barnier, vingt-sixième premier ministre de la Ve République?
- ·La chronique de Bertille Bayart
- L'analyse d'Éric de La Chesnais
- Un grand



FIGARO **OUI** FIGARO **NON**

Réponses à la question de mardi :

Michel Barnier doit-il faire entrer des personnalités de gauche au gouvernement?



VOTANTS : 236186

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr

Pensez-vous que le gouvernement Barnier parviendra à améliore a situation budgétaire de la France?

CLAUDIE PIERI OT-BRIDGEMAN IMAGES

Les macronistes accordent un soutien minimal à Barnier

L'ex-majorité présidentielle, soucieuse d'obtenir des garanties sur la composition et les priorités du prochain gouvernement, marque sa distance avec le nouveau premier ministre.

Cinq jours après une passa-tion de pouvoirs ponctuée de coups de griffes entre Gabriel Attal et Michel Barnier, le nouveau premier ministre est allé mardi soir à la rencontre

des parlementaires macronistes, emmenés par son jeu-ne prédécesseur. L'occasion pour l'ex-majorité de fixer ses conditions au soutien du futur gouvernement, certains parlementaires refusant d'exclure le vote d'une motion de censure. L'aile gauche de la macronie s'inquiète notam-ment des positions affichées par Michel Barnier en matière

d'immigration, sujet historique de discorde au sein du camp présidentiel. Et redoute une mainmise des Républi-cains sur la composition du gouvernement. Sur une ligne

de crête. Gabriel Attal défend une «logique de construc-tion», tout en revendiquant le «droit d'être exigeant» sur la ligne politique qui sera suivie par le nouvel exécutif.

→ LA PRUDENCE DE LA DROITE, PRÊTE À REJOINDRE BARNIER SANS SIGNER DE CHÉQUE EN BLANC À MACRON → IMMIGRATION : LE BLOC CENTRAL FIXE DÉJÀ SES LIGNES ROUGES AU PREMIER MINISTRE → LE NFP REFUSE EN BLOC DE PARTICIPER AU FUTUR GOUVERNEMENT «MACRONO-LEPÉNISTE» PAGES 2, 4, 6 ET L'ÉDITORIAL



Six cent mille personnes, soit près de la moitié de la population du Timor oriental, ont assisté à la messe du pape, mardi à Dili. Ce mercredi, François est attendu à Singapour, ultime étape de son long périple en Asie et en Océanie. PAGE 11

Immigration: l'Allemagne décide de rétablir les contrôles à toutes ses frontières

L'Allemagne a décidé d'ins-taurer des contrôles à toutes ses frontières, y compris avec la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, au nom de la lutte contre l'immigration illégale et le terro risme. Controversée à Bruxel les et dans plusieurs capitales européennes, la mesure re-couvre un enjeu politique majeur pour la coalition d'Olaf Scholz après une série d'attaques terroristes et la victoire de l'extrême droite dans deux Länder de l'Est. **PAGE 8**



Saturation migratoire

mmigration. Dès que le mot clignote dans le carrousel de l'actualité, les es-prits s'enflamment. À peine Michel Barnier l'a-t-il prononcé qu'il est déjà accusé de faire le jeu de l'extrême droite. Des ministres démissionnaires se bouchent le nez, parlent de «lignes rouges» à ne pas franchir. Quant à la gauche, réfugiée dans ses postures morales et droits-de-l'hommis-tes, elle continue à refuser de voir la réalité. tes, eie Confinie a l'etiset uvoi la l'etaite. Raison pour laquelle une grande partie de l'électorat lui tourne le dos. La pression migratoire explose : 500 000 arrivées dont un tiers d'illégales ont été enregistrées en 2023, soit deux fois plus que dix ans auparavant. Mais si la générosité de notre État-providence de l'éléctrice par le des centres de l'éléctrices ce est de plus en plus coûteuse, l'intégration, elle, est un échec cuisant. Dans la population, la colère gronde et l'insécurité culturelle n'est

pas qu'un sentiment... La France peut-elle continuer ainsi? Ailleurs en Europe, beaucoup de responsables politiques, de gauche comme de droite, semblent comprendre qu'une rupture est en train de se produire. Partout, une saturation migratoire s'exprime vivement. Si l'origine des récentes émeutes anti-immigration en Grande-Bretagne reste à éclaircir, le nouveau premier ministre travailliste, Keir Starmer, a promis de s'attaquer sérieusement aux racines du mal. Jusqu'à suivre l'exemple de Giorgia Meloni? Dénigrée à son arrivée pour son populisme, la présidente du Conseil italien obtient de bons résultats sur ce front : le nombre d'entrées ir-régulières dans son pays a diminué de 65 % depuis janvier. Au Danemark, c'est un gouvernement socialiste qui conduit l'une des politiques d'asile les plus restrictives du continent. Même l'Al-

Partout en Europe, la colère gronde

lemagne vient de rom-pre avec l'angélisme de Merkel. La coalition du social-démocrate Olaf Scholz va rétablir les contrôles à toutes ses

frontières et expulser les réfugiés condamnés en justice. Ce sont des réponses à l'attentat islamiste qui fit trois morts, fin août, près de Düsseldorf et à la montée de l'extrême droite aux récentes élections locales

En France, la création d'un ministère de l'Immigration est-elle souhaitable? Michel Barnier ne l'envisage pas et elle ne changerait rien aussi longtemps que des mesures courageuses ne seraient pas adoptées. Cela suppose une révolution de la volonté.





SOLUTIONS AUTOMATISÉES POUR ENTREPÔTS INTELLIGENTS

(0810181920 mecalux.fr



Entre Michel Barnier et les députés macronistes, une première approche à tâtons

Le premier ministre a rencontré mardi les parlementaires emmenés par Gabriel Attal, soucieux d'obtenir des garanties.

relation entre Michel a relation entre Michel Barnier et le camp prési-dentiel, c'est comme un diner dans «un restaurant où on mange dans le noir», à entendre Gérald Darmanin. Une «expérience étonnante, mais qui va être positive, peut-être, on n'en sait rien», s'est amusé mardi midi le ministre démissionnaire de l'Intérieur à l'heure du déieuner, dans le parc d'un lieu dédié aux mariages et aux récep-tions, à Rosny-sur-Seine (Yvelines). C'est dans ce cadre champêtre que le nouveau premier ministre et une cen-

induveat preime infinistre une cen-taine de sénateurs et députés de Renaissance, dirigés par Gabriel Attal, ont doucement allumé la lumière. Contraints de travailler avec ce repré-sentant des Républicains (LR) sans sentant des Republicains (LA) Sains connaître son programme de gouver-nement, ils ont échangé avec lui au terme de leur journée de rentrée, à huis clos - fait rare pour un événement d'habitude censé mettre en scène la proximité entre le chef du gouvernement et ses troupes.

Cette année, plongés dans l'incerti-tude d'une future coalition entre la droite et la macronie, sanctionnée aux législatives anticipées, Michel Barnier et Gabriel Attal se testent. Le premier promet «respect» et «dialogue» à ses interlocuteurs, à grand renfort de rencontres - il doit se rendre mercre-di aux rentrées des parlementaires d'Horizons et du Mouvement démorate (MoDem), puis jeudi auprès des

Républicains.

Le second présente son groupe de 97 députés comme le plus important de la majorité en construction, incontour an hajorite en construction, incontour-nable pour faire adopter des textes de loi. «Pas une majorité ne peut s'écrire sans nous», a-t-il lancé mardi matin à ses troupes. L'ancien chef du gouvernement a évoqué le «devoir» d'«être dans une logique de construction», sans «blocage stérile», mais aussi le «droit d'être exigeant». «Nous avons le droit de dire que notre soutien ne doit pas être tenu pour acquis et qu'il passe par des engagements forts sur notre programme législatif, sur nos idées et nos valeurs », a-t-il fait valoir, quelques heures avant de recevoir son successeur

« Nous avons le droit de dire que notre soutien ne doit pas être tenu pour acquis et qu'il passe par des engagements forts sur notre programme législatif, sur nos idées et nos valeurs >>

Gabriel Attal Mardi, s'adressant aux députés Renaissance

Macronistes comme Républicains reconnaissent qu'ils devront consentir à des concessions dans un futur goucamp espère en faire le moins possible. La difficulté est de «montrer que c'est un gouvernement d'alternance, sans faire table rase», résume Bergé, ministre déléguée démission-naire chargée de l'Egalité femmes-hommes. De son côté, le président LR du Sénat, Gérard Larcher, a plaidé dans Le Figaro, lundi, pour une nette dans Le Figaro, lundi, pour une nette modification de cap : «Ce gouverne-ment ne peut pas être la réplique de la séquence précédente. Les Français ont exigé un changement de politique.»

Alors que la préparation du budget 2025 fait figure de première épreuve, la ligne économique semble partagée entre les deux camps, attentifs à ne pas augmenter les impôts et à ne pas abroger la réforme des retraites. Le positionnement proeuropéen ne fait pas débat non plus. Mais les crispa-tions pourraient se concentrer sur les sujets régaliens, à commencer par l'immigration.

l'aille gauche du camp Macron, qui daidait pour la nomination d'un premier ministre issu de la gauche, 'inquiète d'un gouvernement qui ne devrait sa survie qu'au refus du Ras-semblement national (RN) de le censurer. Autre motif de tensions, les pro-positions avancées par Michel Barnier



Gabriel Attal et Michel Barnier, lors de la passation de pouvoirs, le 5 septembre, à Matignon.

lors de la primaire de la droite de 2021. Le gaulliste proposait une «pause» de trois à cinq ans sur l'immigration et la limitation de l'aide médicale d'État (AME) aux soins les plus essentiels.

«Ce sont des lignes rouges pour beaucoup d'entre nous», prévient le député Ludovic Mendes. À l'image d'une «vingtaine» de ses collègues, a une «vingtame» de ses collegues, selon son décompte, ce transfuge du Parti socialiste (PS) s'interroge : «Je n'arrive pas à comprendre pourquoi Barnier est là. Il donne plus de gages à la droite et à l'extrême droite qu'à la gauche et au centre. Je ne sais pas si je suis

cne et au centre: e ne saus pas si je suis dans l'opposition ou dans la majorité. » «Je ne m'engagerai pas sur une page blanche, ce n'est pas ma tasse de thé, insiste aussi la députée Renaissance Stella Dupont, qui a voté contre la loi stern Pipmigration, en décembre der-nier. Ce gouvernement est en train d'être bâti sans feuille de route, c'est to-talement inhabituel et incohérent. »

Pour tenter de mettre d'accord ses collègues parlementaires, Gérald Dar-manin a proposé la possibilité d'une démission en bloc, en cas de grave dé-saccord dans la coalition gouvernementale : «Si nous avons des ministres mentale: « Si nous avons des ministres de chez nous au gouvernement, je souhaite que nous nous accordions sur le fait qu'en cas de franchissement de nos lignes rouges le groupe puisse leur demander de quitter le gouvernement, et qu'ils s'engagent à le faire ». Une idée qu'il a exposée la veille à Gabriel Attal et à laquelle souscrit Élisabeth Borne.

Le locataire de l'Hôtel de Beauvau fait partie de ceux qui ambitionnent

fait partie de ceux qui ambitionnent l'an partie de ceux qui aiminionnemi de rester au gouvernement, fût-ce sous la coupe de Michel Barnier. C'est également le cas de Stéphane Séjour-né (Affaires étrangères), reçu mardi matin à Matignon, de Sébastien Le-cornu (Armées), de Catherine Vautrin (Travail) et d'Aurore Bergé (Égalité femmes-hommes). D'autres parle-mentaires de l'aile droite de Renais-sance aimeraient être nommés, comsance ameratent etre informes, com-me Benjamin Haddad, Constance Le Grip et Jean-Baptiste Lemoyne. Quant au centriste François Bayrou, il plaide pour renouveler le profil des ministres issus de son parti, le Mou-vement démocrate (MoDem).

Mais la surveillance restera vive dans l'ex-majorité macroniste, pro-mettent nombre de ses représentants, mal à l'aise à l'idée d'exercer le pouvoir avec des personnalités LR comme le sénateur Bruno Retailleau ou le dé-puté Laurent Wauquiez. «On ne vo pas envoyer trois copains au gouverne-

ment et les laisser franchir l'ensemble des lignes rouges», avance la députée (Renaissance) Céline Calvez. Laquelle insiste: «Il ne faut pas s'interdire la censure de Michel Barnier. Nous vou-lons la stabilité politique, mais pas à n'importe quel prix.»

Un tabou, la censure, que n'osent pas briser la plupart des cadres du camp présidentiel, au nom de la «responsabi-lité». Ne servit ce que pour embrers de la lité. Ne servit ce que pour embrers de la contraction de

lité». Ne serait-ce que pour espérer pe-ser au maximum dans les futurs arbi-trages, certains plaidant déjà pour des mesures en faveur du pouvoir d'achat et pour une loi sur le « grand âge »

Gabriel Attal lui-même a transmis à son successeur une série de dossiers qu'il juge prioritaires, dont un projet d'exonération de cotisations pour « désmicardiser» la France, un autre sur la smicardiser» la France, un autre sur la justice des mineurs et un plan sur le lo-gement. Sur un ton aigre-doux, Michel Barnier a fait valoir sa marge de manœuvre-jeudi, lors d'une très fraîche passation de pouvoirs à Matignon : «Vous me permettrez d'ajouter ma propre valeur ajoutée », lui a-t-il lancé

« II ne faut pas s'interdire la censure de Michel B arnier. Nous voulons la stabilité politique, mais pas à n'importe quel prix »

Céline Calvez Députée Renaissance des Hauts-de-Seine

«Il va falloir que tout le monde de «It va Janoir que tout le monde ac-vienne plus humble, peste un député macroniste, sous couvert d'anony-mat. À commencer par Gabriel Attal, qui ne cesse de dire "moi je, moi je, moi je" à longueur de journée. C'est à cause de ce genre de comportement que nous ac ce genre us comportent que nous n'arrivons pas à réunir ou à discuter avec d'autres forces politiques. » C'est le risque d'une profonde divi-sion que court le camp Macron, rat-

sion que court le camp macron, rat-trapé par le clivage entre gauche et droite qu'Emmanuel Macron a long-temps voulu remettre en cause. «Pour l'instant, nous sommes tous unis, esti-me cet élu. Mais les fractures pour-raient bien arriver. Sur certains débats, notamment sur les sujets migratoires, je sens que ça va être très compliqué.» Gabriel Attal a promis à ses troupes que leur discussion de mardi avec Michel Barnier n'est qu'«une première rencontre, qui en appellera d'autres» Entre quasi-inconnus, ce sera san doute nécessaire.



CONTRE-POINT PAR GUILLAUME TABARD

Après Matignon, Attal doit se «réinventer» à l'Assemblée

ne image à préserver, une place à trouver. Après un parcours éclair qui a fait de lui le premier ministre le plus jeune que la France ait connu, Gabriel Attal doit apprendre à s'inscrire dans le temps long. Et garder le statut d'acteur majeur de la vie politique maintenant qu'il ne bénéficie albus. que maintenant qu'il ne bénéficie plus

que mantenant qu'in e benencie pius du piédestal de Matignon. Sur le plan de l'image, le président du groupe Ensemble pour la Républi-que ne passe pas de la lumière à l'ombre. Le baromètre Verian-Epoka/ Figuro Magazine de la rentrée le crédite de la meilleure cote d'avenir devant Édouard Philippe et Jordan Bardella. Mais rien de plus précaire qu'un capital d'image. Ce qui a propulsé Attal en tête des sondages, c'est la fulgurance de son ascension – ministre de l'Éducation nationale à 33 ans, premier ministre à 34; mais c'est aussi la rapidité de son action – l'interdiction de l'abava dès son artrivée Rue de Grenel. Figaro Magazine de la rentrée le crédil'abava dès son arrivée Rue de Grenella la réponse à la crise agricole dès son installation à Matignon. C'est enfin une ligne claire – autorité, choc des savoirs, le travail avant l'assistanat – qui aurait pu, avec le temps, ancrer le

macronisme à droite.

Mais privé de temps, par sa promotion d'abord, par la dissolution ensui te, il se retrouve privé d'un bilan substantiel. Il est resté à l'aube des promesses. Et si la campagne législati-ve qu'il a menée a permis à l'ex-majo-rité de limiter la casse, son identité po-litique a été brouillée par son invitation implicite à voter LFI au nom du barramiplicite à vote Les au noin du barta-ge au RN; ou par son abandon de la ré-forme de l'assurance-chômage. Com-me si, après avoir gouverné à droite - il avait aussi promis à LR de réformer

avant aussi promis à Lis de reformer l'AME -, il voulait tomber à gauche. Lui qui avançait sabre au clair doit désormais se convertir à l'équilibris-me. D'abord pour préserver l'unité de son groupe, entre une aile droite ravie du choix de Michel Barnier, notamment sur la question de l'immigration, et une aile gauche qui aurait préféré travailler avec Bernard Cazeneuve.

D'où cet engagement à « tout faire pour que ça marche » et ce rappel, en guise d'avertissement, qu'« aucun vote ne peut se gagner sans nous ». Comme le RN, Gabriel Attal veut lui aussi placer le nouveau premier ministre «sous surveillance», même si c'est de l'intérieur de la majorité. La relation Barnier-Attal commence donc sous le signe du rapport de force parce que, avec 97 députés, Ensemble ne veut ni moins peser ni moins obtenir que Les Républicains avec 47 députés.

Le quatrième premier ministre d'Emmanuel Macron a également des défis de plus long terme. Devenu pré-sidentiable en décrochant Matignon, il pense à 2027. Sans pouvoir se déclanpense a 2027. Sans pouvon se declar-rer aussi explicitement qu'Édouard Philippe. Or réaliser l'union du bloc central derrière lui sera plus compli-qué encore qu'assurer l'unité du groupe derrière le futur exécutif. Il lui groupe dernier e num execun. num faudra d'abord s'imposer comme pa-tron, de droit ou de fait, du parti Renaissance, alors qu'Élisabeth Borne s'est déjà déclarée candidate et sem-ble bénéficier du soutien d'un Gérald Darmanin qui n'entend pas laisser Gabriel Attal avancer en solitaire. Il lui faudra ensuite fédérer tout le bloc central, voire la droite avec lui, alors qu'Édouard Philippe part avec une longueur d'avance et que François Bayrou n'a renoncé à rien. Le député des Hauts-de-Seine ne pourra pas se contenter de jouer les vigies du gouvernement Barnier, il doit dès maintenant réfléchir à un projet qui, pas plus que celui du maire du Havre, ne pourra se contenter de n'être «massif» que dans les mots. ■

Écoutez Guillaume à 8h10 dans la Matinale de David Abiker





La prudence de la droite, prête à rejoindre Barnier sans signer de chèque en blanc à Macron

Emmanuel Galiero

À la veille de leurs journées parlementaires, les LR veillent à ne pas apparaître comme des soutiens automatiques du président.

a confiance des Républicains accordée à Michel Barnier depuis les premières heures de sa nomination à Matignon laisse peu de doute sur la probabilité d'en voir un certain nombre atterrir prochainement au gouvernement. Mardi matin, au lendemain des confidences accordées par le président du Sénat au Figaro, il semblait évident pour beaucoup que cette participation de la droite était bien sur les rails et que chacun devait se préparer à l'éventualité. Gérard Larcher a l'impression que le premier ministre a fait «siennes» les propositions du pacte législatif LR: « Je crois que nous pourrons participer au gouvernement. Cela me paraît logique, car le dialogue que nous avons instauré avec Michel Barnier est fluide et je ne doute pas qu'il puisse nous apporter les garanties nécessiries» assure-il

chei barmer eis judae et je ne doute pus qu'il puisse nous apporter les garanties nécessaires », assure-t-il. Parallèlement, quand le premier ministre a arrêté une position générale, dès lundi soir, en confirmant sa présence à toutes les rentrées parlementaires auxquelles il serait convié, son invitation à celle de la droite apparaissait à nombre d'élus comme une «évidence». À ceci près que rien n'était encore décide, ni rédigé formellement, mardi matin. L'explication, empreinte de prudence, est dans le prolongement des conditions posées par Les Républicains sur les conditions de leur participation au gouvernement. Après leur échange avec le premier ministre vendredi dernier, Laurent Wauquiez, président du groupe la Droite républicaine à l'Assemblée, comme Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat, avaient indiqué qu'ils attendraient de revoir Michel Barnier avant de s'engager. Leur analyse est simple : nul doute que le nouveau premier ministre a la volonté d'agir en s'appuyant sur les orientations portées par la droite, mais il faudra être certain qu'il aura les moyens de mener une politique offensive, sans être empêché par l'Elysée.

La droite répète ce message pour ne pas apparaître comme un soutien automatique du macronisme, jugé responsable de toutes les difficultés du pays. Cette précaution est d'ailleurs posée à la veille d'un débat budgétaire qui s'annonce très compliqué au Parlement, voire périlleux pour l'hôte de Matignon,



alors même que la France est dans le viseur de la Commission européenne pour déficit budgétaire excessif, avec un risque de sanctions chiffrées en milliard évuros. D'où la vigilance constatée du côté du groupe présidé par Laurent Wauquiez (DR) concernant la présence du premier ministre aux journées parlementaires de la droite. «Michel Barnier avait été convié avant sa nomination, comme tous les anciens députés du département, selon l'usage, et il avait décliné pour des raisons d'agenda. Maintenant qu'il est premier ministre, une venue acterait le fait que nous sommes dans la majorité. C'est prématuré à ce stade, une telle orientation n'a pas été actée par le groupe », précisait- on mardi matin.

«Baisers mortels»

Il reste encore un peu de temps avant le grand rassemblement d'Annecy où députés et sénateurs se retrouvent jeudi. Mais quid de Michel Barnier? Malgré les réserves exprimées, plusieurs figures LR n'avaient aucun doute sur la présence du premier ministre. Pour Antoine Vermorel-Marques, député LR de la Loire, c'est plus qu'une évidence. « Quand on a un premier ministre LR, on ne se pose pas la question de savoir si l'on entre au gouvernement, car, dans l'opinion publique, on est au gouvernement. C'est même

nous qui en sommes le chef l S'interroger n'a aucun sens.» Le parlementaire ne souhaite pas que les I.R apparaissent hésitants sur le sujet. Un collègue abonde: «Nous sommes 47 à l'Assemblée, nous avons Matignon et nous nous demandons s'il faut inviter un premier ministre qui a toujours été fidèle à notre famille politique et que nous avons poussé pour le poste! Les Renaissance, eux, sont moins cons. Ils ont compris qu'il fallait l'inviter...» S'il est vrai que le parti présidentiel a finalement décide de recevoir Michel Barnier, cela fut acté après un imbroglio interne qui a viré au casse-tête.

Chez les députés LR, on estime qu'une majorité d'élus sont d'accord avec l'idée de rejoindre le gouvernement Barnier, mais sans unanimité. Éric Pauget (Alpes-Maritimes) croit que certains ont besoin de temps pour «digérer» la situation. «Le jeudi matin nous étions dans l'opposition, le jeudi soir dans la majorité. C'est une réalité institutionnelle. Mais Macron, c'est fini, et nous avons enfin l'occasion, depuis 2012, de montrer que les bans sont chez nous», soutient-il

las obns sont chez nous», soutient—II. Au-delà des divergences d'analyse encore perceptibles, la droite est confrontée aux critiques de ceux qui dénoncent une nomination à Matignon, injustifiée au regard du poids numérique des LR à l'Assemblée. La gauche

monte au créneau sans retenue sur ce thème et même Dominique de Villepin juge la situation politique «houle». «Voilà Michel Barnier, issu d'un parti qui a fait 5,4 % au premier tour des législatives, qui a 47 députés, qui est soutenu, avec des conditions, par le parti présidentiel rejeté et battu par les Français», a mis en garde l'ex-premier ministre de droite, en conseillant à son successeur à Matignon de se méfier des «baisers mortels qui risquent de l'étouffer». Il le presse de s'affranchir nettement des lignes rouges de l'Élysée s'il veut durer et avoir une chance de réussir.

«Point d'équilibre»

La difficulté de la situation n'est niée par personne à droite. Les LR défendent leur position actuelle en faisant d'abord valoir que la somme de leurs députés et sénateurs les hisse en tête des forces politiques, avec un total de 178 parlementaires. Ensuite, ils invitent leurs rivaux à ne pas colblier que si aucune majorité n'est possible à l'Assemblée aujourd'hui, tout doit se jouer sur un « point d'équilibre», que certains situent entre la droite et le centre, là précisément oi Michel Barnier devra trouver des appuis pour faire passer ses réformes. Un député, sollicité pour rejoindre le gouvernement, prévient : « Le niveau de responsabilité »

des uns et des autres ne dépendra pas du premier ministre, et il reste à savoir s'il arrivera à ouvrir des portes, dans une logique à l'allemande ou à la belge, où personne n'a de majorité, mais où personne, aussi, n'a envie d'être inutile.»

aussi, n'a envie d'être inutile. »
Sur cette voie très étroite pour Matignon, la droite veut croîre à des avancées possibles sur plusieurs sujets comme la sécurité, l'agriculture, l'éducation ou le handicap. Et, si la partie se révèle plus difficile sur d'autres urgences, comme l'immigration, elle se dit qu'il faudra peut-être attendre la prochaine présidentielle pour trancher. En attendant, malgré la multitude de questions restant posées, parmi les LR prêts à jouer à fond la carte Barnier, certains espèrent décrocher les ministères clès pour pouvoir peser le plus fortement possible sur une ligne politique de rupture. À les entendre, même si la droite devait prendre le risque, de gouverner avec des macronistes dans quelques jours, les réalités d'une situation politique totalement inédite imposent d'accorder un soutien total au nouveau prener ministre. Une éminente voix LR résume ainsi la situation : « Personne ne cherche à se renier, mais les circonstantes nous obligent. Nous n'avons plus le choix. Ce sera le rendez-vous de la responsabilité » ■

Immigration : le bloc central fixe déjà ses lignes rouges au premier ministre

Wally Bordas et Martin Lagrave

hypothèse a fait frémir toute l'aile gauche du camp Macron. Lundi soir, l'évocation par tour du ministère de l'Immigration, presque quinze ans après la suppression de ce portefeuille institué par Nicolas Sarkozy, a monopolisé le débat politique. Au point d'obliger Matignon à réagir, certes mollement, par la voix de l'entourage du premier ministre, qui s'est content d'indiquer que Michel Barnier entendait «traiter avec sérieux le sujet de l'immigration». Pas suffisant pour éteindre le début d'incendie au sein du camp présidentiel. Car, alors que les parlementaires du bloc central – no-tamment au MoDem et à Renaissance – souhaitent «juger sur pièces» l'action du nouveau premier ministre, une telle rumeur les a interrogés sur la future ligne politique qu'entend porter le chef de gouvernement.

Il faut dire que le sujet, ô combien sensible dans l'ex-majorité, a replongé de nombreux députés dans l'épisode traumatique du projet de loi (PJL) immigration de la fin 2023. En décembre dernier, le durcissement du projet de loi imposé par la droite, puis son adoption grâce aux voix du Rassemblement national, avaient provoqué une crise d'une ampleur inédite dans les rangs macronistes. À l'Assemblée, d'abord, où l'alle gauche avait failli faire sécession, mais aussi au gouvernement, où quatre ministres avaient menacé démissionner avant qu'Aurélien Rousseau (Santé) ne claque la porte au nom de ses convictions. Source de malaise depuis les premiers jours du macronisme, la question migratoire n'a eu de cesse de fragiliser le sacro-saint «dépassement» en réveillant régulièrement le clivage droitegauche. En avril 2018, la premier fracture au sein de la majorité avait d'ailleurs été déclenchée par la loi asile-immigration de Gérard Collomb, entraînant la fronde d'une partie des députés LREM.

deciencine par a no asue-miningration to Gérard Collomb, entrainant la fronde d'une partie des députés IREM. Six ans plus tard, alors que le nouveau chef du gouvernement ne provient pas des rangs du bloc central, les contestations de parlementaires pourraient s'exprimer de manière bien plus débridée. Surtout dans un contexte où les déclarations passées du premier ministre ressurgissent. En 2021, alors candidat à la primaire des Républicains, l'ancien commissaire européen plaidait pour un «moratoire sur l'immigration». Devant les parlementaires IR, l'ex-négociateur du Brexit avait même préconisé un retour de la «souveraineté juridique» de la France sur le sujet. Des propos aux accents eurosceptiques qui avaient fait des déçus à Bruxelles, et provoqué l'indignation de l'ancienne majorité présidentielle.

Plus libre que jamais

Aujourd'hui, de nombreux élus mettent en garde Michel Barnier: «Le programme du candidat ne pourra pas être le programme du premier ministre», affirme Bastien Marchive, député macroniste (apparenté Ensemble pour la République) des Deux-Sèvres. Son collègue centriste Richard Ramos abonde: «Le Mo-Dem, je le rappelle, a toujours considéré qu'il fallait une immigration mais une immigration choisie», avant de fixer une ligne rouge sur «l'aide médicale d'État» (AME). L'étu du Loiret qualifie ce gouvernement de «yaourt à date limite de consommation» «On pourrait penser que c'est Marine Le Pen qui sifflera la fin de la

récréation en mettant un terme à sa bienveillance à l'égard du premier ministre, mais le plus grand risque, c'est la fracture du bloc central », conclut-il.

Hasard du calendrier, Michel Barnier était attendu mardi soir à Rosmy-sur-Seine, pour la journée parlementaire du parti présidentiel Renaissance. Avant la prise de parole du premier ministre, l'inquiétude était palpable au sein de l'aile gauche de l'ex-majorité. Et la thématique de l'immigration au cœur des discussions. «Nous avons déjà beaucoup fait sur le sujet, nous avons voté une loi l'année dernière, appliquons-la. Un moratoire sur l'immigration n'a aucun sens puisque nous avons besoin d'une immigration de travail aujourd'hui en France», considère Roland Lescure, ministre démissionnaire de l'Industrie et vice-président macroniste de l'Assemblée.

Le député Ludovic Mendes va encore plus loin : «Si sa nomination pousse certains dans notre camp à mettre encore plus la barre à droite, ça va être difficile. Quand je vois les prises de parole de certains macronistes qui parlent d'"insécurité culturelle", qui est une théorie d'extrème droite, ça me dérange énormément », fustige-t-il, alors que le concept en question a été créé par feu le héraut de la gauche républicaine Laurent Bouvet. Objectif de l'élu, dénoncer l'interview accordée lundi au Figaro par ses collègues Charles Rodwell et Mathieu Leévre, à qui il s'en prend indirectement : «Ce sont des personnes qui sont persuadées d'avoir raison et qui oublient un peu l'Histoire de notre pays. »

l'Histoire de notre pays. »
Figure de l'aile gauche macroniste depuis plusieurs années, Stella Dupont ne
dit pas autre chose. Celle qui a longtemps
hésité avant de rester apparentée au
groupe EPR se sent désormais plus libre
que jamais dans son positionnement. Et
elle ne compte pas faire de cadeau au
nouveau premier ministre. «Michel Barmier? Nous allons regarder son positionnement de près. Ses propositions lors des
primaires de la droite suscitent mon inquiétude. Que le retour d'un "ministère de
l'uniformigration" ait également été évoqué
ususi. Cela me paraîtrait un peu ambitieux
de vouloir rassembler en faisant ça », prévient celle qui fut l'une des parlementaires de l'ex-majorité à voter contre le
projet de loi immigration de Gérald Darmanin. Le ton est donné. ■



Le NFP refuse en bloc de participer au futur gouvernement « macrono-lepéniste »

La volonté de Michel Barnier de nommer « des gens de gauche » ministres s'est pour l'instant heurtée à un mur au sein du Nouveau Front populaire.

l ne s'agissait manifestement pas d'une blague, mais les cadres du Nouveau Front populaire rient à s'en tenir les côtes. Dès sa nomi-nation à Matignon, le nouveau premier ministre issu des Républicains, Michel Barnier, a fait savoir qu'il était ouvert à ce que «des gens de gauche » deviennent ministres. Message gauche » deviennent ministres. Message aussitôt relayé sur BFMTV par son vieil ami et lointain prédécesseur, Jean-Pierre Raffarin, qui s'est attiré une ré-ponse sarcastique du patron du Parti so-cialiste, Olivier Faure : «Impatient de voir à auoi ressemble la gauche selon Raffarin », a-t-il publié sur X. « Bon coura-ge! », a abondé Manuel Bompard, bras droit de Jean-Luc Mélenchon, sur France 2. Il n'empêche, après plusieurs en-tretiens téléphoniques, Michel Barnier a dit vouloir poursuivre certains échanges dans son bureau. Avec la droite LR, d'abord, dont Gérard Larcher a annon-cé dans Le Figaro qu'elle allait vraisemce dans Le riguro qu' ene anna transent-blablement participer au gouverne-ment. Mais avec une partie de la gauche, aussi, où l'exécutif n'a pas renoncé à quelques prises de guerre. «Je n'y crois pas et je pense que toute

«ye n y crois pus et je pense que toute personne qui rentrerait dans ce gouver-nement ne pourrait pas être considérée comme une personne de gauche », a déja tranché Manuel Bompard. À l'unisson des autres partis du NFP, qui craignent assez peu de voir leurs membres franchir le Rubicon. Il y va des socialistes, ainsi que l'ont tour à tour affirmé Olivier Faure et François Hollande. Il y va aussi des Verts, où la priorité accordée à la



Les représentants du Nouveau Front po par Emmanuel Macron, en vue de la no opulaire sortent de l'Élysée, le 23 août, après avoir été consultés omination d'un premier ministre. ABDUL SABOOR/REUTERS

«dette écologique» ne convainc pas Ma-rine Tondelier : «C'est juste impossible, ça n'aurait pas de sens», a-t-elle ba-layé. Quant au secrétaire national du laye. Qualit au secretaire national du Parti communiste français, Fabien Roussel, il assure au Figaro qu'il n'ima-gine pas sa formation «participer à un gouvernement qui vit grâce au soutien de l'extrême droite».

Reste que certaines ambitions per sonnelles pourraient toujours contre-venir au mot d'ordre des partis, com-me cela s'est déjà vu pour un maroquin ministériel par le passé. Mais il faudrait ministèriel par le passe. Mais il faudrait alors affronter une coalition de gauche à couteaux tirés, prête à répudier le moindre transfuge qui se rendrait coupable de connivence avec ce que les mélenchonistes appellent déjà le «ma-

crono-lepénisme». Parmi ceux qui, à gauche, ont tourné le dos à LFI et plai-dé pour le compromis voire la coali-tion, aucun ne semble vouloir monter à bord du navire. Interrogés à tour de bras par la presse, Raphaël Glucks-mann, Carole Delga, Loig Chesnais-Girard, Jérôme Guedj, Anne Hidalgo, Hélene Geoffroy, Nicolas Mayer-Rossignol, et d'autres encore, ont tous prévenu qu'il n'en était pas question. Bernard Cazeneuve, sollicité par le chef de l'État lui-même pour entrer au gouvernement, a décliné aussi.

gouvernement, a occime aussi.
«C'est à se demander qui il a appelé», se gausse encore un chef à plume du NFP. Il existe bien l'option d'un ancien baron en retrait de ses mandats électifs : l'ex-premier ministre Manuel

Valls s'est par exemple dit «ni ouvert ni fermé» dans Politico, tandis que l'ancienne finaliste de la présidentielle Ségolène Royal maintient à demi-mot goiene Royal mainteni a demi-miot son offre de service - après avoir pour-tant prêté allégeance à Jean-Luc Mé-lenchon. Sans oublier une autre piste qui aurait été sérieusement envisagée pour Bercy, selon Politico : le patron de la HATVP, Didier Migaud. Il faut dire que cet ancien élu local et député PS s'est spécialisé sur la question des fi-nances publiques jusqu'à diriger, entre 2010 et 2020, la Cour des comptes. Mais là aussi l'affaire aurait fini en eau de boudin, les conditions du haut fonc-

tionnaire étant jugées intenables. Rien n'aurait de toute façon assuré à ces personnalités, retirées de longue

date du jeu politique, le soutien de dé-putés de gauche qui les ont peu ou pas connues. Or l'unique but de la manœuvre du nouveau premier minis-tre est justement de se tourner vers la gauche pour tenter de renforcer sa très fragile majorité. Et desserrer ce faisant la menace du Rassemblement national na menace du Rassembienent nauonar, qui n'exclut pas de renverser le gouver-nement au moment du budget. Dès lors, s'arroger l'abstention bienveillante de députés du NFP sur une probable mo-

« Je pense que toute ersonne qui rentrerait dans ce gouvernement ne pourrait pas être considérée comme une personne de gauche »

Manuel Bompard Coordinateur de La France insoumise

tion de censure pourrait, sait-on jamais, lui permettre de s'en sortir. «Il n'y a aucun scénario où Michel Barnier paraucin scenario ou Michel Barmer par-vient à récupérer la gauche dans les trois prochains mois, même les plus anti-LFI», note froidement un député macroniste, qui estime qu'il ne faut pas sous-estimer le niveau de détestation du président de la République à gauche. Lequel parie sur «un profil vieux, soi-disant de gauche, parce qu'il va bien falloir dire que c'est équilibre».

Quitte à s'exposer davantage aux

Quinte à s'exposer davantage aux railleries de la gauche, qui refuse pour l'instant ne serait-ce que de rencontrer le nouveau premier ministre et promet de le censurer aussitôt que l'occasion se présentera, c'est-à-dire début octobre. presentera, c'est-a-dire debut octobre.

« Nous nous rendrons à Matignon après le
discours de politique générale si la motion
de censure à laquelle nous nous associons
n'aboutit pos», prévient un socialiste,
qui a récemment décliné une invitation de l'exécutif. Les communistes, cepende l'exécutif. Les communistes, cepen-dant, ont fait exception en annonçant qu'ils s'y rendraient. «Nous viendrons avec les mesures que nous attendons» « affirme Fabien Roussel, qui espère «un dialogue franc» même s'il se dit «sans illusion». Une façon de se présenter en «homme de dialogue», selon ses propres mots, et de se différencier dans une coa-lition de plus en plus belliqueuse. [©] lition de plus en plus belliqueuse.

Pascal Canfin: «Le PS doit dire qu'il ne s'associera pas automatiquement à une motion de censure RN»

Propos recueillis par Loris Boichot

député européen Renais e depute europeen Renais-sance et ex-patron de WWF France, Pascal Canfin, estime que le chef de l'État aurait dú «laisser quelques semaines» à une personnalité du Nouveau Front popersonnalité du Nouveau Front po-pulaire (NFP), bloc arrivé en tête en nombre de sièges, pour «négocier une majorité». Selon cette figure de l'aile gauche du camp Macron, la participation de Renaissance au futur gouvernement de Michel Barnier doit gouvernement de Michel Barnier doit «dépendre des orientations politiques» du nouveau premier ministre. Il appelle socialistes et écologistes à «dire formellement qu'ils ne s'associeront pas automatiquement à une motion de censure qui serait initiée par le Rassemblement national (RN)», afin que «l'étau se desserre» et que le centre gauche retrouve « une véritable influence » ble influence»

I.F. FIGARO. - La nomination de Michel Barnier à Matignon a surpris une partie du camp Macron. Vous aussi? PASCAL CANFIN. - Je regrette que l'his-

toire ne se soit pas passée autrement. Emmanuel Macron aurait du employer la méthode en vigueur dans toutes les autres démocraties parlementaires européennes: nommer comme préfigurateur, et non comme premier ministre une personnalité issue de l'alliance poliune personnaite issue de l'aliance poin-tique arrivée en tête en nombre de siè-ges, en l'occurrence le NFP, et lui laisser quelques semaines pour négocier une majorité. Cette personnalité serait peut-être parvenue à la constituer, ou peut-être, pas et alors on serait passé à être pas, et alors on serait passé à d'autres options. Mais c'eût été le scéna-rio le plus logique et le plus conforme au «front républicain».

L'appui de Renaissance est crucial pour assurer un minimum de stabilité au futur gouvernement Barnier. Le parti présidentiel doit-il clairement l'aider?





«La balle est dans le camp d'une partie de la gauche et du constate le député européen Renaissance Pascal Canfin

Si c'est un gouvernement dont la colonne vertébrale est essentiellement LR, je ne vois pas pourquoi Renaissance devrait automatiquement le soutenir. Il devrai automatiquement le soutent. In n'y aurait pas de justification politique à cela. La plupart des députés Renais-sance ont bénéficié du «front républi-cain» constitué pendant l'entre-deux tours des législatives anticipées. Or LR n'a pas participé à ce «front républi-

Michel Barnier assure pourtant que son gouvernement «*ne sera pas seulement de droite*», en se disant prêt à travailler avec « des gens de gauche » a travaller avec «ues gens de guiche». Si cette ouverture est respectée, souhaitez-vous que Renaissance participe au gouvernement? Tout dépend des orientations politiques proposées par le premier ministre. Sur l'Europe, sur la planification écologique, sur l'immigration... Renaissance devra juger sur pièces.

Ouelles sont clairement les « lignes

on ne peut pas laisser la société française continuer à se polariser en permanence. Au lieu de repartir sans cesse des clivages et des lignes rouges, notre responsabilité politique est justement d'engager la dé-polarisation des débats et la mise en dy-namique de compromis.

Cela passera par des méthodes démoceia passera par des interiodes deino-cratiques qui permettent de redonner régulièrement la parole aux citoyens, comme les référendums à questions multiples, et de construire de l'intelli-gence collective et du consensus, comme les conventions citovennes. Une conventions citoyennes. Une convention citoyenne sur l'immigration serait pour moi un moyen efficace de dépolariser ce débat.

Comprenez-vous vous que les socialistes et les écologistes, votre ancien parti politique, veuillent renverser le gouvernement de Michel Barnier dès sa

déclaration de politique générale, attendue début octobre?

attendue deuti cotore / Je comprends la censure de principe des socialistes et des écologistes. Leur position est de dire : la logique institu-tionnelle n'a pas été respectée. Je l'en-tends. Mais ensuite, une fois cette pretends. Mais ensuite, une rois cette pre-mière étape passée, je pense qu'il est essentiel que les socialistes, voire les écologistes, disent formellement qu'ils ne s'associeront pas automatiquement à une motion de censure qui serait initiée par le RN. Si écologistes et socialis-tes disent cela, alors la menace que fait actuellement peser le RN diminue for-tement et l'étau se desserre. Cela redonnerait une véritable influence au centre gauche. En seront-ils capables après la séquence du discours de poli-tique générale? La balle est dans le camp d'une partie de la gauche et du premier ministre, qui devra donner les gages nécessaires, par exemple en ma-tière de justice fiscale ou sur l'écologie.

La gauche peut-elle accepter d'aider le nouveau premier ministre,

d auter le nouveau premier ministre, malgré les positions fermes qu'il a tenues lors de la primaire de la droite en 2021, notamment sur l'immigration? Il y a Michel Barnier et Barnier Michel. Michel Barnier, c'est le proeuropéen, celui qui a négocié le Brexit et s'est monteti di all'ant sur la régulation du sec-teur financier à l'échelle européenne après la crise financière de 2009. Barnier Michel, c'est l'homme de la primaire de

Monea, e est i nomine de la primaire de 2021. Celui qui a défendu sur l'immigra-tion des mesures équivalentes à celles du RN et anti-européennes. Quand, en 2022, il défend la remise en cause de la primauté du droit commu-nautaire sur le droit national, il sait par-fettement en els varientes la étatrifaitement que cela reviendrait à détruire la construction européenne, puisque plus personne ne serait tenu de respecter les engagements pris par tous. Est-ce que le nouveau premier ministre sera Michel Barnier ou Barnier Michel? Les prochaines semaines permettront de ré pondre à cette question. ■





PARTENAIRE OFFICIEL

COMBINONS NOS ÉNERGIES POUR VOUS FAIRE AVANCER



La nouvelle Suzuki Swift Hybrid sera présente sur le stand Suzuki au Village étape finale de La Turballe du 11 au 15 Septembre.

Ne manquez pas ce magnifique événement de la Solitaire du Figaro Paprec pour la découvrir !



Consommations mixtes Suzuki Swift (WLTP): 4,4 à 4,9 I/100 km. Émissions CO2 cycle mixte (WLTP): 98 à 111 g/km.

Berlin peine à imposer le refoulement des immigrés illégaux à ses frontières

Pierre Avril Correspondant à Berlin

La CDU ainsi que les alliés d'Olaf Scholz et les pays voisins critiquent l'initiative du gouvernement.

ans un geste d'une amans un geste d'une am-pleur inédite s'agissan-de sa politique migratoi-re, le gouvernement al-lemand avait annoncé lundi soir le rétablissement général des contrôles policiers avec ses neuf pays frontaliers. La mesu-re était censée permettre le «renvoi ef-ficace» de réfugiés en situation irrégulière. Vingt-quatre heures plus tard, l'initiative a été rejetée par une partie de la coalition au pouvoir, l'opposition conservatrice CDU et deux pays voisins que sont l'Autriche et la Pologne.

Dans l'urgence de l'attentat de Solingen, revendiqué par l'État islamique et commis par un demandeur d'asile qui avait échappé à la surveillance des autorités bulgares, Olaf Scholz avait à cœur d'afficher une unité politique nationale face au «terrorisme islamique» tetà la menace de «la grande criminali-té». Son parti a été sévèrement battu lors des élections régionales du ler sep-tembre, tandis que le parti d'extrême droite AfD est arrivé en tête en Thuringe. Le chancelier espérait recueillir l'assentiment de la CDU, aujourd'hui dans l'opposition. Mais le président du parti conservateur, Friedrich Merz, lui

a refusé ce coup de pouce politique. La proposition d'expulsion des de-mandeurs d'asile illégaux, formulée lors d'une table ronde, mardi à Berlin, ions a une table rollide, liardia a Berlini, «ne wa pas assez loin», a estimé le négociateur de la CDU, Thorsten Frei. Ce dernier souhaitait des refoulements plus systématiques, laissant aux policiers une plus grande marge de manœuvre. Le parti conservateur, qui ambitiante de caracité par participar de la conservateur, qui ambitionne de revenir au pouvoir en 2025, a tiré prétexte des désaccords profonds des trois membres de la coali-tion sur la politique migratoire.

de la «forteresse Autriche»

«Le gouvernement n'arrive pas à se mettre d'accord sur des mesures efficamettre d'accord sur des mesures effica-ces», a critiqué Friedrich Merz, qui a lui-même hésité jusqu'à la dernière minute avant d'associer son parti aux discussions gouvernementales. De fait, les Verts ont fait part de leurs «ques-tions» relatives à l'annonce de la mi-nistre Nancy Faeser. «Nous sommes prêts à discuter de tout ce qui est légal, faisable et efficace», a limité le prési-dent du parti Omid Nouripour. Reflet des propres atermoiements de

Reflet des propres atermoiements de la ministre de l'Intérieur, Nancy Faeser, la ministre de l'interieur, Nancy Faeser, ses services s'interrogent sur la capaci-té de Berlin à convaincre la Commission européenne. Seule une «menace réelle et suffisamment grave» pesant sur la population et les institutions permettrait de justifier des mesures de refoule ment. Et de fait, le FDP et les Verts ont une nouvelle fois étalé leurs divisions. Le simple rétablissement des contrô-

les aux frontières - qui contredit l'es-

prit du principe de libre circulation en prit du principe de libre circulation en vigueur dans l'espace Schengen – doit garder un caractère « proportionnel », a rappelé mardi l'exécutif communataire, tout en s'abstenant « d'évaluer » à ce stade, l'initiative allemande. Déjà deux des principaux voisins de l'Alle-magne, l'Autriche et la Pologne, ont rejeté ce projet. À Vienne, le parti conservateur au pouvoir (ÖVP), qui af-

frontera le verdict des urnes le 29 sepirontera le verdict des tirnes le 29 sep-tembre, propose dans la campagne électorale le renforcement de la «for-teresse Autriche», associée à la sup-pression des soins médicaux pour les demandeurs d'asile et au recours massif aux expulsions, à l'image de l'Alle-magne. L'ÖVP est distancée dans les sondages par le parti d'extrême droite FPO, dont les projets se veulent encore plus radicaux. La CDU rhénane prend

pius radicaux. La CDU rhenane prend justement exemple sur Vienne pour vanter ses projets migratoires. Pour sa part, la Pologne, qui fait oc-casionnellement face à une immigra-tion transitant par la Russie et la Biélorussie, a jugé «inacceptable» l'initiative allemande. Le premier ministre libéral Donald Tusk, dont les relations avec Olaf Scholz se détériorent depuis quel-

ques mois, a dénoncé «une suspension à ques mois, a demonce «une suspension a grande échelle de l'accord de Schen-gen». Il y a un an, alors qu'elle était candidate pour présider la région de Hesse (Francfort), la ministre Nancy Faeser avait déjà rétabli des contrôles aux frontières de la Pologne et de la Ré-publique tchèque, dont les résultats restent aujourd'hui mitigés. Elle avait été sèchement battue. ■



La Hongrie menace d'envoyer des cars de migrants à Bruxelles

Anne Rovan Bruxelles

🕽 affaire est jugée suffisamment sérieuse pour mettre les responsables politiques belges et la Commission européenne en ébullition. « C'est quelque chose qui est évidemment inaccep-table », a réagi mardi un porte-parole de l'exécutif européen.

La Hongrie menace depuis quelques semaines d'envoyer des miques semaines a envoyer des mi-grants à Bruxelles, où siège la Com-mission, que Viktor Orban accuse de vouloir «désintégrer l'Europe» avec sa politique migratoire. Mais ce qui semblait n'être qu'une énième provocation a pris un tour nouveau en fin de semaine dernière lorsque le vi-ce-ministre hongrois de l'Intérieur, Bence Retvari, a tenu une conférence de presse devant une flotte de bus

parfaitement alignés et faisant appa-raître en lettres lumineuses le trajet envisagé, à savoir "Roszke-Brusszel". Roszke, qui est situé dans le sud de la Hongrie, non loin de la frontière avec la Serbie, est un point de passage de la route des Balkans. «Si Bruxelles veut des migrants illégaux, Bruxelles peut les avoir», a déclaré le ministre, parlant d'«un aller simple» à la fois gratuit et volontaire.

Pression migratoire

supplémentaire

Alors que les capacités d'accueil de leur capitale sont totalement satu-rées, les responsables politiques bel-ges ont immédiatement réagi, s'étripant aussi au passage. Pour la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, Nicole de Moor, il n'est pas question que la Belgique accepte ces transports de migrants «qui sont instrumentalisés de cette manière »

Philippe Close, le bourgmestre so-cialiste de Bruxelles a demandé au gouvernement fédéral de bloquer les bus à la frontière. «Combien de temps allons nous tolérer ces provocations d'un pays que nous subventionnons?» a-t-il interrogé sur X. Une remarque qui lui a valu une réponse au vitriol du chef de file des libéraux francophones Georges-Louis Bouchez. «Ce n'est pas vous qui voulez accueillir tous les mi-grants dans votre grande générosité? La Hongrie a raison de montrer à cette gauche bien pensante les effets réels de sa politique. Vous refusez les renvois des sans-papiers, le recours à Frontex et le push back (refoulement de mi-grants, NDLR)... Et vous vous plaignez après? Quelle indignité. »

Pour l'heure, les bus hongrois n'ont pas quitté le pays et il semble peu vraisemblable qu'un tel trajet soit faisable puisque les États membres parmi ceux qui seraient traversés bloqueraient immédiatement les véhicules à leurs frontières. Y com-pris l'Allemagne qui va fermer toutes ses frontières (lire ci-dessus)

ses irontieres (une ci-aessus). En réalité, Budapest ne digère pas l'amende de 200 millions d'euros as-sortie d'une astreinte de 1 million d'euros par jour qui lui a été infligée en juin par la Cour de justice de l'UE, en réponse à sa violation persistante des règles d'asile de l'Union. Ces rè-gles veulent qu'un État membre ins-truise systématiquement les demandes d'asile des migrants susceptibles des d'astie des migrants susceptibles d'y prétendre ou se charge de ren-voyer ceux qui ne l'obtiendraient pas. «Les Hongrois, soit ils refoulent les demandeurs d'astie soit ils les lais-sent passer vers d'autres pays», résume, désabusé, un diplomate euro péen en déplorant que les choix de Budapest ne crée de la pression mi-gratoire supplémentaire pour les autres États membres.

Des drones ukrainiens frappent Moscou, faisant un mort

Alain Barluet Correspondant à Moscou

Les forces de Kiev s'efforcent de maintenir la pression en Russie par des attaques massives d'engins sans pilote en périphérie de la capitale.

our la première fois une attaque de drones ukrainiens en direction de Moscou fait un mort, une femme de 46 ans, dans la nuit de lundi à mardi à Ramenskoïe, une ville située à cinquante kilomètres au sud-est de la quante kilomètres au sud-est de la capitale. Cinq autres personnes ont été blessées lors de ce raid de drones qui a frappé trois immeubles d'habitations proches de la gare de cette cité de la grande périphérie de Moscou. Les autorités russes ont affirmé avoir abattu vingt drones qui visaient Ramenskoïe. En tout, cent quarantequatre drones auraient été neutralisés durant la même nuit autour de la sés durant la même nuit autour de la capitale - à Podolsk, Domodedovo et Kolomna -, cette attaque ayant été 'une des plus massives, tout en étant

aussi éloignée du front, distant d'environ six cents kilomètres.

Moscou et sa région ont été la cible de plusieurs attaques de drones depuis fé-vrier 2022, mais c'est la première fois que l'une d'entre elles se solde par un bilan aussi lourd. Au total, cette même nuit, neuf régions russes ont été prises pour cibles. À Ramenskioë, les frappes ont eu lieu vers 4 heures du matin, au niveau des 11° et 12° étages d'un immeuble dont des 11º et 12º etages d'un immeuble doin les balcons ont pris feu. Des centaines d'habitants ont été évacués pour laisser la place aux démineurs. Trois aéroports de la capitale ont été provisoirement fer-més et une quarantaine de vols déroutés.

Selon la chaîne Telegram Mash, les Ukrainiens auraient utilisé des drones de type Lyuti, capables d'emporter des charges explosives de cinquante kilos

sur mille kilomètres. Ramenskoïe trouve à proximité d'un aéroport militaire et concentre des entreprises de pointe. Selon le général Aitech Bizhev, commandant en chef adjoint de l'armée de l'air, l'objectif de ce type d'attaque aérienne d'envergure (la dernière re-monte au l^{er} septembre), outre de pro-voquer la panique dans la population, aurait pour but d'épuiser les systèmes de défense aérienne russes

Une nuit d'angoisse

Pour Pavel Aksionov, expert militaire russe collaborant à la BBC, les Ukrai-niens, qui ont fait de la production de drones une de leurs priorités, peuvent désormais mettre en œuvre simultané-ment cent cinquante drones, ce qui met sous pression accrue la défense aérienne

russe, plus coûteuse et plus longue à prorusse, pius contieuse et pius ionigue a pro-duire que les engins sans pilote. Par ailleurs, «dans des zones d'habitation ré-sidentielle dense, on peut s'attendre à ce que les dommages soient causés soit par le drone lui-même, soit par les débris du missile utilisé pour l'abattre », concède le général Bizhev

general BIZDEV.

Tandis que les troupes ukrainiennes
sont toujours dans la région frontalière
de Koursk, où elles ont fait incursion le de Koursk, ou eles ont lat nicursion le 6 août dernier, Moscou gagne régulière-ment du terrain dans le Donbass, qui reste l'épicentre des combats. Les forces russes revendiquent jour après jour la prise de villages en direction de la ville de Pokrovsk, un important nœud logispour les troupes ukrainiennes Mardi, le ministère de la Défense a ainsi dit avoir conquis trois petites localités et

la ville de Krasnohorivka, qui fut longia vine de Krasiniorityka, qui uli long-temps une place forte de l'armée ulkrai-nienne, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Donetsk. D'après Sergueï Choïgou, dont une interview a été diffusée mardi sur une

chaîne fédérale. l'offensive ukrainienne chaîne fédérale, l'offensive ukrainienne de Koursk visait à «contraindre» Moscou à négocier et à redéployer des troupes combattant dans l'est de l'Ukraine mais ce plan a échoué, a affirmé l'exministre de la Défense limogé en mai dernier. À Ramenskoïe, après une nuit d'angoisse, on n'est pas rassuré pour autant, bien au contraire. «Je pense que (des drones) arriveront encore, que ça ne s'urrêtera nsa lès », sompire avec angoisse s'arrêtera pas là », soupire avec angoisse une habitante, interrogée par l'AFP et dont l'immeuble est proche de celui touché dans la nuit de lundi à mardi. ■

petits pas, Israël entre dans une nouvelle phase de sa guerre dans la bande de Gaza. Sur le terrain, les combats se poursuivent. Mardi matin, plusieurs dizaines de personnes sont mortes dans le bombardement d'un camp situé dans la zone d'al-Mawassi, dans le sud du territoire palestinien dans le sud du territoire palestinien. L'armée israélienne a annoncé avoir «frappé un centre de commandement du Hamas » implanté au cœur de cette zone, dite «humanitaire». Après plus de onze mois d'une guerre

Après pius de onze mois d'une guerre amorcée par l'attaque terroriste du 7 octobre 2023, le bilan dépasse désormais les 40000 morts, selon les décomptes du Hamas. Les «Forces de défense israéliennes» ont totalement remodelé la bande de Gaza : déplacements de popu-lation, destruction des infrastructures, ouverture de nouvelles routes. L'armée a prouvé à de multiples reprises sa capacité à intervenir où et quand bon lui semble. Mais, par-delà le fracas des bombes. les grandes lignes d'une stratégie politi-que sont en train d'émerger. Rédactrice en chef au journal *Haaretz*,

Rédactrice en chel au journal Haaretz, stitué sur la gauche de l'échiquier politi-que israélien, la journaliste Noa Landau la résume par la formule suivante : «Transformer la Cisjordanie en Gaza, et Gaza en Cisjordanie.» C'est-à-dire ap-porter dans les villes de Cisjordanie les techniques de combat urbain développées depuis près d'un an dans la bande de Gaza, comme cela a été le cas ces der-niers jours à Jénine, Tulkarem ou Tubas. Et appliquer dans la bande de Gaza les méthodes de prise de contrôle progressive du territoire, mises en place en Cisjordanie depuis la guerre de 1967. Cette stratégie, si elle était suivie à la let-tre, conduirait à une annexion progressive de la bande de Gaza et, dans le

même mouvement, à sa colonisation.

Or les fondements d'une prise de contrôle durable du territoire sont déjà en place. C'est ce qui explique l'impasse des négociations avec le Hamas. Au cœur des débats ces derniers jours, le cœur des debats ces derniers jours, ie «corridor de Philadelphie» : séparant l'Égypte de la bande de Gaza, cette étroite bande de terrain s'étend sur 14 kilomètres. Au mois de mai, l'armée rakionettes. Au mois de mai, i armee israélienne en a pris le contrôle. Désor-mais, le premier ministre Benyamin Netanyahou refuse d'en retirer ses troupes. D'après lui, c'est par des tunnels passant sous cette frontière «po-reuse» que le Hamas se fournit en armes et en argent. Pas question de quitter «Philadelphie» ni de laisser le mouvement terroriste se réarmer

Une zone tampon d'un

à deux kilomètres de largeMais il y a plus que cela, affirme
Netanyahou, répondant à ses opposants et aux militaires selon lesquels il serait facile pour l'armée de quitter le corridor et d'y revenir à tout moment. «Revenir? Ce n'est pas uniquement une question mi-litaire. C'est une question militaire, politique et stratégique. Et nous avons pris cetmartelé le premier ministre lors d'une conférence de presse tenue en anglais, pour les médias internationaux. Netanvahou sait qu'il marque un point auprès de son opinion : les précédents du Sud-Liban, évacué en 2000, et de la bande de Gaza, évacuée en 2005, ont laissé de très mauvais souvenirs en Israël.

En se maintenant dans le corridor de Philadelphie, l'armée israélienne achève l'encerclement total de la bande de Gaza De fait, elle contrôle le territoire et y ac-croît progressivement son emprise. Elle v a créé une zone tampon d'un à deux



Israël se dirige vers une occupation durable de la bande de Gaza

Le maintien de l'armée israélienne le long du «corridor de Philadelphie», à la frontière avec l'Égypte, signifie que tout le territoire est sous son contrôle pour une occupation de long terme.

kilomètres de large, en rasant toutes les habitations le long de la frontière, côté palestinien. Elle a également tracé une route coupant la bande de Gaza en deux : route conpair la baltiet de deza en deux et le corridor de Netzarim, du nom d'une ancienne colonie israélienne évacuée en 2005. Les négociations avec le Hamas butent sur cette route, car elle permet de contrôler les mouvements de population entre le nord et le sud du territoire. Pour l'instant, des centaines de milliers de Palestiniens, évacués du nord, ne peu-vent rentrer chez eux. Tant qu'il n'y aura pas de cessez-le-feu, l'armée israéest vouée à tenir cette route

À la fin du mois d'août, une nouvelle phase a été enclenchée. Cette fois-ci, elle est administrative. Elle s'est concrétisée par la nomination du lieutenant-colonel Elad Goren au poste de « chef des efforts humanitaires et civils ». Promu brigadier

général, cet officier a été placé sous l'autorité d'une organisation militaire connue sous le nom de «Cogat», l'acrocomme sous le nom de « Oogaa », 1 acro-nyme anglais pour « Coordinateur des activités du gouvernement dans les ter-ritoires. » En Cisjordanie occupée, le Cogat est tout-puissant dans les zones B et C, sous administration israélienne. Cette nomination indique que la bande de Gaza est désormais de son ressort.

Un seul objectif: rester au pouvoir

Poursuivant ce mouvement, Benyamin Netanyahou a ensuite demandé à l'arnée israélienne de se préparer à distri-buer l'aide humanitaire dans le territoi-re. Cette décision a été interprétée comme le signe d'une volonté, à terme, d'écarter progressivement les agences de l'ONU, dont l'UNRWA, très présente dans la bande de Gaza et accusée de complaisance à l'égard du Hamas. C'est aussi un moyen efficace de s'assurer le

aussi un moyen encace de s'assurer le contrôle de la population. Pour Netanyahou, cette stratégie ré-pond à des impératifs politiques. Dans la presse israélienne, le premier minis-tre est régulièrement accusé de n'avoir qu'un seul objectif : rester au pouvoir. Cette obsession, assurent ses détrac-teurs, dicte toutes ses décisions. Céb-re éditorialiste du journal centriste Yedioth Ahronoth, Nahum Barnea estime que Benyamin Netanyahou n'a, en réalité, aucune stratégie. «Dans ce gouvernement, les seuls qui aient une vi-sion sécuritaire sont Smotrich et ses amis», affirme-t-il.

Tous deux à la tête de petits partis suprémacistes juifs, Bezalel Smotrich et Itamar Ben Gvir sont des membres clés de la coalition de Netanyahou. Ce sont de fervents partisans de la colonisation. Ministre des Finances, Bezalel Smotrich ministre des l'anances, pezalei sinorica dispose également d'un portefeuille au ministère de la Défense, où il est en charge de l'administration civile de la Cisjordanie. Ce poste lui a permis d'accroître significativement le contrôle

israélien du territoire palestinien. Dans une récente interview à la chaîne de télévision N.12, il a livré sa conception des négociations : parler au Hamas «avec des tanks, des avions et des soldats» et ne pas quitter le corridor de Philadelphie. Itamar Ben Gvir, le minisrimateiphie: italial bell'ovil, le limis-tre de la Sécurité nationale, ne cache pas lui non plus son refus de toute négocia-tion avec le Hamas. Selon lui, Israël doit prendre le contrôle de l'aide humanitaiprendre le controle de l'adde numanitatier afin d'exercer une pression maximale sur le Hamas, en privant le territoire d'électricité et de pétrole. Tous deux font ouvertement pression sur Benyamin Netanyahou. Ils savent que leur base électorale fait bloc. Les plus radicaux de ces « sionistes religieux » sont prêts à re-venir coloniser la bande de Gaza.

Cette position ne fait pas l'unanimité au sein du gouvernement de Benyamin Netanyahou Son ministre de la Défense, Yoav Gallant, est le seul membre du cabinet à s'être opposé officiellement à un maintien de l'armée dans le corridor de Philadelphie. Gallant estime que cela empêche la conclusion d'un accord avec le Hamas, auquel il accorde une importance de premier plan, afin de ra-mener les otages encore en vie. Mardi, il nest allé plus loin en affirmant que la branche militaire du groupe terroriste «n'existe plus» dans la bande de Gaza, où, selon lui, l'armée israélienne mène désormais une guerre de guérilla. Comme en Cisjordanie.

Un centre humanitaire frappé à Mawassi

avoir mené une frappe sur «*un centre* de commandement du Hamas» situé dans la zone dite «humanitaire» d'al-Mawassi, dans le sud de la bande de Gaza. Selon un responsable de la défense civile dans la bande de Gaza, une quarantaine de personnes auraient trouvé la mort. Une vidéo publiée sur «Gaza Now», une boucle d'information réputée proche du Hamas, montre d'énormes cratères, qui auraient été causés par le largage de « plus de 30 tonnes de bombes, de missiles et de harils d'explosifs » affirme cette chaîne Ces accusations sont récusées par l'armée israélienne, qui affirme avoir utilisé des «munitions précises»

afin d'éliminer « des terroristes directement impliqués dans l'exécution des massacres du 7 octobre.» L'armée israélienne accuse réquilèrement le Hamas d'installer ses structures militaires dans des bâtiments protégés : hôpitaux, écoles. Ce n'est pas la première fois qu'elle frappe au cœur des zones qu'elle a qualifiées elle-même de «sûres» et où elle a appelé la population à se déplacer. En juillet, un puissan bombardement, également dans la zone d'al-Mawassi, avait tué Mohammed Deif, le chef de la branche armée du Hamas. D'après les autorité palestiniennes, environ 90 personnes avaient alors trouvé la mort.



La Hongrie, improbable courroie de transmission entre l'Iran et l'État hébreu

Albert Kornél Budapest

e n'est pas un secret, la Hon-grie de Viktor Orban est un fervent soutien de l'Israël de Benyamin Netanyahou. Mais ce que l'on sait moins, c'est qu'elle en-tretient dans le même temps de solides liens diplomatiques avec la République d'Iran. Au point de servir de terrain de d frain. Au point de servir de terraint de rencontre entre les deux parties au bord de la guerre depuis le bombardement, le 1^{ex} avril dernier, d'un consulat iranien à Damas en Syrie, qui a tué plusieurs hauts responsables iraniens?

L'hypothèse s'appuie sur une drôle de visite à Budapest, en mai dernier, celle de l'ancien président iranien Mahmoud Ahmadinejad (2005–2013) à l'invitation

de l'Université nationale du service public, pour une obscure conférence sur l'évolution de l'homme et de sa relation à la nature. Organisé le 7 mai en catimi-ni, l'événement serait passé tout à fait inaperçu s'il n'avait pas fait l'objet d'un article dans la presse iranienne, repéré par Euronews

L'information a échaudé l'allié israé-lien. Cette visite «offense et piétine gra-vement la mémoire des quelque 600000 citoyens juifs hongrois qui ont été assassinés pendant l'Holocauste», a réagi l'ambassade d'Israël. Embarrassé, le gouvernement hongrois s'est réfugié derrière la liberté académique et a nié tout caractère officiel de la visite, de même que tout contact entre M. Ahma-

dinejad et un représentant hongrois.

Le premier ministre Viktor Orban, forcément au courant, aurait-il pris le

risque de s'aliéner deux de ses principaux alliés, Benyamin Netanyahou et Donald Trump, en accueillant un ennemi déclaré d'Israël? Selon de récentes informations du journal économique HVG, la conférence universitaire n'était en réalité qu'un prétexte pour une rencontre secrète, la veille. Le 6 mai, Mahmoud Ahmadinejad s'est rendu à une réunion privée, avec le protocole réservé aux chefs d'État et dans un véhicule blindé, mais sans la présence d'officiels hongrois.

«Relation avec les mollahs»

De quoi «renforcer davantage les soup-çons selon lesquels Budapest a fourni un lieu neutre pour une visite derrière laquelle se trouve une question irano-israélienne», écrit HVG, dont les sour-ces diplomatiques estiment que cela n'a

pu se faire qu'avec le feu vert des plus pu se iaire qui avec le feu vert des pius hautes autorités iraniennes et israé-liennes. Qui a bien pu rencontrer Ahmadinejad le 6 mai à Budapest ? Cela reste encore un mystère. Depuis cet épisode, la Hongrie a bel et bien fait office d'intermédiaire. Le

5 août, le ministre israélien des Affaires Saout, le filiment les facher des Affaires étrangères, Israël Katz, a fait savoir que l'Iran avait pris la décision d'attaquer Israël. Et selon le journal *Jerusalem Post*, c'est par l'intermédiaire du ministre c'est par l'internettaire un finistre hongrois des Affaires étrangères, Péter Szijjarto, que le message de l'Iran avait été délivré à Israël. À ce jour, cette atta-que ne s'est pas produite. Le chef de la diplomatie hongroise

avait confirmé avoir été le messager de la République islamique d'Iran, justi-fiant : « Nous ne pouvons pas permettre à Israël de subir une nouvelle attaque teren même temps, tout doit être fait pour empêcher le déclenchement d'une guerre

régionale majeure.»

Après une «mission de paix» pour l'Ukraine très décriée qui a conduit Viktor Orban à Kiev, Moscou, Pékin puis à la rencontre de Donald Trump au début du mois de juillet, la Hongrie ap-paraît donc sur un autre théâtre inter-national brûlant. «Les efforts d'Orban pour cultiver une relation avec les mollabs pour cauter une reataon avec es moutais reflètent probablement sa nature anti-conformiste, son dédain pour ce qu'il per-çoit comme l'hypocrisie ouest-européen-ne dans ses relations économiques avec les régimes autocratiques, et ses fantasmes romantiques sur les affinités hongroises avec les peuples persans et d'Asie centrale », résume le politologue Dalibor Rohac dans la revue National Review. ■

En Birmanie, les Rohingyas pris dans le feu croisé de la guerre civile

François Camps Phnom Penh

Dans l'État d'Arakan, les combats entre l'armée régulière et les rebelles réveillent les tensions ethniques au préjudice de cette minorité musulmane.

uhammad* n'oublie-ra jamais la soirée du 6 août 2024. Après de aout 2024. Après une première tenta-tive infructueuse, la veille, de traverser le fleuve Naf, lui et sa famille ont vu la mort en face. «Nous nous approchions du rivage auand un échange de tirs a du rivage quand un echange de tirs a commencé entre l'armée birmane et l'Ar-mée d'Arakan. Avec un groupe d'une trentaine de personnes, nous avons trou-vé refuge derrière un muret, mais la si-tuation a rapidement dégénéré», relate l'homme de 35 ans, joint par téléphone par *Le Figaro*.

Le groupe tentait de se rendre au Bangladesh pour fuir Maungdaw, l'une des principales villes de l'État d'Arakan des principales vines de l'act a l'aractic également appelé Rakhine), dans l'ex-trême ouest de la Birmanie. Depuis dé-but juillet, la cité est encerclée par l'Armée d'Arakan (AA), une milice ethnique bouddhiste en guerre contre la junte militaire au pouvoir, qui pilonne



quotidiennement la ville pour la re-prendre à l'armée birmane. Sur place, la population civile, majoritairement issue de la communauté musulmane rohin-

gya, dit être «régulièrement visée par les tirs de l'AA» et craint pour sa survie. Pour le petit groupe de civils caché derrière le muret, ce jour-là, la situation a soudainement basculé quand l'armée a soudanteine basculer a mec quant ra mec birmane a commencé à reculer. «Six soldats de l'AA se sont approchés de nous. L'un d'eux s'est adressé aux autres en arakanais (une langue proche du birman, parlée par cette communauté bouddhiste, NDLR) et leur a ordonné de "descendre ces fils de pute" », se rappelle Muhammad.

Les minutes qui suivent sont effroyables. La femme de Muhammad et l'un de ses deux fils parviennent in extremis à trouver refuge en retrait, près d'un étang. Mais Muhammad, sa fille, son autre fils et sa belle-sœur sont moins autre ins et sa oene-seeur sont mons chanceux. «Dans la précipitation, nous nous sommes rués vers la rivière», expli-que-t-il. À découvert, ils sont des cibles faciles pour les soldats de l'AA: la fille de Muhammad est blessée par balle à de Muhammad est biessee par balle à l'épaule, lui à la main. Le fils et la bel-le-sœur disparaissent dans la cohue. «Ils sont probablement morts, mais je n'ai pas retrouvé leur corps. Je veux croire qu'ils sont encore en vie», raconte le père de famille, la voix vacillante

Par chance, Muhammad et sa fille de 8 ans ont survécu et ont depuis trouvé refuge à Cox's Bazar, au Bangladesh. Pour s'échapper du lieu du massacre, ils ont patienté de longues heures, sans bouger, dans le limon de la berge. «J'ai dit à ma fille de faire la morte et surtout, de ne pas pleurer. L'Armée d'Arakan patrouillait le long de la riviè re pour recenser le nombre de morts. Ils

re pour recenser le nombre de morts. Is en ont compté 19. »
Sept ans après les violences génoci-daires perpétrées à leur encontre, les Rohingyas sont à nouveau en grand danger dans l'Ouest birman, pris dans le danger dans l'Ouest birman, pris dans le feu croisé de la guerre civile dans la-quelle a plongé la Birmanie après le coup d'État de février 2021. Depuis novembre 2023, la reprise des combats entre l'ar-mée birmane et l'AA a fait ressortir les tensions ethniques latentes sur ces ter-res où cohabitent bouddhistes et musul-mans. En 2017, le nettoyage ethnique orchestré par l'armée avait poussé plus de 1 million de Rohingyas à fuir au Bangladesh voisin

La situation est devenue réellement



en avril, et de Maungdaw en juin, où réside la majorité des 600000 Rohin-gyas encore présents en Birmanie. Elle a empiré les 5 et 6 août derniers avec deux attaques de grande ampleur contre des civils, manifestement or-chestrées par l'AA. Dans un rapport publié mardi, l'ONG de défense des droits humains Fortify

Rights documente les violences «indis rigins documente les violences «indis-criminées et disproportionnées de l'Ac contre des civils rohingyas» perpétrées ces deux jours le long du fleuve Naf.

« En 2017, nous sommes restés en Birmanie malgré les attaques contre nous. Mais cette fois, c'en est trop, nous n'avions pas d'autre choix que de partir »

Une mère rohingya qui a fui au Bangladesh

La veille de la tuerie vécue par Muhammad, des drones et des tirs de mortiers ont visé un groupe de plumorriers ont vise un groupe de pui-sieurs centaines de Rohingyas rassem-blés sur la berge dans l'espoir de rejoin-dre le Bangladesh. En croisant les témoignages de plusieurs survivants et témoins, l'ONG conclut que «la direction d'où provenaient les drones et les attaques implique clairement l'AA comme responsable du massacre des civils rohin-gyas au bord de la rivière». La frappe, qui aurait tué plus de 100 personnes, est l'une des plus sanglantes depuis le dé-but de la guerre civile. Des bateaux traversant le fleuve ont également été pris pour cibles, causant la noyade de leurs

fin des cas de violences sexuelles à l'en-contre des civils piégés sur la berge. S'il est difficile d'établir des bilans

précis dans cette région du monde, inle haut-commissaire des Nations unies aux droits humains, Volker Türk, a fait savoir le 23 août qu'il s'inquiétait savoir le 25 aout qu'il s'inquetain «d'une reprise des atrocités à l'encontre des Rohingyas», soulignant que cette communauté «est prise au piège entre l'armée (…) et l'Armée d'Arakan, sans possibilité de se mettre à l'abri».

«Pour des raisons de conquête du territoire, l'AA pousse les populations civiles des villages vers les villes, aux mains de l'armée birmane; et l'armée fait le chemin inverse pour tenter de reconquérir les territoires perdus. Les Rohingvas se reterritores perdus. Les Roningyas se re-trouvent au milieu, souvent démunis, ex-plique une source diplomatique. La si-tuation est extrémement périlleuse pour cette communauté, mais totalement dif-férente de 2017. Pour l'heure, on ne peut pas parler de nettoyage ethnique systé-matique comme ce fut le cas il y a sept ans», tempère-t-elle. Il n'empêche, les populations civiles

du Rakhine sont une nouvelle fois en du Rakhine sont une nouvelle fois en première ligne. Selon Médecins sans frontières, ces dernières semaines ont vu une «forte augmentation des blessés de guerre rohingyas en provenance du Myamar». Une autre source proche des milieux médicaux installée du côté we do de la frontière précise que «600 personnes ont été tuées et plus de 1000 ont été blessées » au cours du mois d'août. «Environ 6 000 personnes ont traversé la frontière avec le Bangla-desh», ajoute-t-elle. Le regain de tensions communau-taires constaté ces derniers mois a été

en partie facilité par l'armée birmane, passée maître dans l'art de la division et de la manipulation. Depuis février, les forces de Tatmadaw (le nom de l'armée birmane) enrôlent de force l'armée birmane) enrôlent de force des civils rohingyas pour se battre contre les insurgés de l'AA. Certaines milices rohingyas, comme l'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan (Arsa) ou l'Organisation de solidarité avec les Rohingyas (RSO), se battent également aux côtés des militaires, ceux-là mêmes qui les ciblaient il y a sept ans pour leur appartenance eth-nique. Résultat : plusieurs miliers de nique. Résultat : plusieurs milliers de musulmans armés par la junte se bat-tent depuis des mois contre les forces bouddhistes de l'AA, nourrissant un mélange des genres explosif. « Tous les éléments sont réunis pour conduire à des violences de masse», craint la

Dans les violences de masse», crami la source diplomatique. Dans les villages en bordure de Maungdaw, ces manipulations étaient courante», confirme "Ratima (*), une mère rohingya qui a fui au Bangladesh il y a 10 jours avec son mari et ses deux enfants. « Quelques se-maines avant l'arrivée de l'Armée d'Arakan, les militaires sont venus dans notre village pour nous forcer à prendre les ar-mes, nous intimant de nous battre avec eux "pour être libres" », raconte-t-elle. Lorsque les forces de l'AA se sont finalement emparées de son village, plu-sieurs villageois ont été arrêtés en re-présailles. «Nous ne les avons jamais revus», dit-elle. «Nous, les Rohingyas, sommes toujours pris pour cibles. En 2017, nous sommes restés en Birmanie malgré les attaques contre nous. Mais cette fois, c'en est trop, nous n'avions pas d'autre choix que de partir. »

Le double jeu de la Chine face à la junte birmane

es urnes pourraient-elles ré-soudre la crise birmane? Bien que parfaitement illusoire, c'est le pari de façade fait par les généraux de Nay Pyi Taw, mis sous pres-sion par le voisin chinois, «inquiet» pour ses intérêts dans une Birmanie ravagée par plus de trois ans de guerre civagee par juis de trois ais de guerre ci-vile. Le week-end dernier, la junte au pouvoir a annoncé vouloir organiser des élections générales d'ici à novem-bre 2025. Une gageure alors que le pou-voir militaire contrôle moins de la moitié du pays. Mais un effet d'annonce destiné à rassurer son principal parte-

destiné à rassurer son principal parte-naire, Pékin.
«S'il a lieu, le scrutin ne se tiendrait que sur une portion du territoire et avec un nombre limité de partis, tous plus ou moins affiliés à la junte», explique Jason Tower, expert de la Birmanie pour le United State Institute of Peace (Usip).

Clairement, les critères démocratiques ne sont pas très élevés. Le coup de pression est venu directe-

ment du ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi. Après une visite à Nay Pyi Taw, le 15 août, où il a rencon-tré le général Min Aung Hlaing, le chef de la diplomatie chinoise a déclaré soutenir une relance du «processus de transition démocratique par le biais d'élections» en Birmanie, afin que le pays retrouve «la paix et la stabilité». La manœuvre a pour but d'instal-

ler un gouvernement de transition à Nay Pyi Taw, tout en poussant le pouvoir militaire, contesté de toute part par la rébellion prodémocratie, à mettre en place une stratégie de sortie de crise

«Les militaires offrent une grande prévisibilité. Donc Pékin veut les garder à la table des négociations pour influer sur la trajectoire future de la Birmanie», pour

suit Jason Tower. Cette pression diplomatique trahit l'inquiétude de la deuxième puissance r inquetude de la deuxienie puissance économique mondiale quant à la capa-cité du général Min Aung Hlaing à faire face aux groupes armés d'opposition, dans ce pays stratégique riche en ressources naturelles offrant un accès direct à l'océan Indien.

Peu de résultats

Les craintes croissantes de la Chine ne sont pas infondées. Début août, la prise de Lashio, dans le nord de l'État Chan, par les forces de l'Armée de l'alliance démocratique nationale du Myanmar (MNDAA), a marqué un tournant dans le conflit armé. En prenant le contrôle de cette ville de 150 000 habitants, les re belles se sont emparés d'un des 14 com-mandements régionaux de l'armée.

Cet échec cuisant a exposé la fragilité du pouvoir en place, de plus en plus in-capable de préserver les intérêts éconocapanie de preserver les interets écono-miques et stratégiques chinois en Bir-manie. L'intensification des combats le long du tracé du pipeline sino-birman, qui permet un approvisionnement du Yunnan en gaz et en pétrole en passant

runian en gaz e en perroie en passain notamment par Lashio, est un facteur d'inquiétude à Pékin. «La Chine n'a jamais vu Min Aung Hlaing comme un partenaire crédible, et les événements des dernières semaines lui donnentraison, avance Hunter Marston, chercheur à l'université nationale d'Australie. En jouant la carte délectorale, Pékin espère revenir à la situation de 2010-2012, avec un gouvernement militaire présentable. » Ces deux derniers mois, les généraux Soe Win, le numéro deux de la junte, et Thein Sein, artisan de la transition démocratique de

2010, ont été reçus en Chine. Pragmatiques, les leaders rouges jouent sur les deux tableaux et maintiennent des redeux tableaux et maintiennent des re-lations de proximité avec les groupes rebelles à leur frontière. «La prise de Lashio n'aurait sans doute pas pu avoir lieu sans un laisser-faire tacite de la Chine», note un diplomate. «Pékin veut Cantes, note un auptomate. «rekan veu s'assurer que, quoi qu'il arrive, que la junte tombe ou triomphe, il aura des liens étroits avec le parti vainqueur», ajoute Hunter Marston. Mais la recherche de stabilité chez

Mais la recircite de stabille chiez le voisin birman s'annonce longue et chaotique. Au-delà de la promesse in-certaine d'élections, la reprise de l'activité diplomatique n'a donné que peu de résultats. En pause depuis le mois de mai, les pourparlers voulus par Wang Yi pour ramener le calme à la frontière sino-birmane n'ont tou-jours pas repris.

Messe historique pour le pape au Timor oriental

Sous une chaleur accablante, près de la moitié de la population de ce petit pays s'est déplacée pour voir François.

u Timor oriental, la visite de François est un triom-phe. L'esplanade Tasi Tolu à Dili, la capitale, pouvait accueillir jusqu'à accueinir jusqui a 750 000 personnes pour la grande messe de mardi, soit la moitié de la population du pays. 600 000 fiéles en-viron s'y sont rendus selon les autorités publiques, malgré un soleil de plomb et une chaleur humide paralysante

Des conditions qui n'ont pas empêché le pape, 87 ans, de présider de bout en bout la célébration eucharistique. Et de terminer par une note d'humour au dia-pason de l'incroyable joie partout répandue par sa visite à Dili : « Une ville qui ap-prend à ses enfants à sourire est une ville d'avenir. Mais attention, car on m'a dit que des crocodiles viennent sur certaines

nlages Faites aussi attention à ces croco plages. Falles aussi alterition a ces croco-diles qui veulent changer votre culture, vo-tre histoire...»

Cette messe restera comme l'une des

plus fréquentées du pontificat. Il faut remonter à début 2023, en République démonter à debut 2025, en Republique de-mocratique du Congo, pour trouver trace d'une célébration réunissant plus de monde (1 million de personnes à Kinshasa), le record historique ayant été battu lors de la messe de Manille aux Philippines en 2015 où François avait célébré devant 6 millions de fidèles. Le succès rencontré au Timor oriental a

peut-être conduit le pape à méditer, dans son homélie, sur l'humilité : «La présen ce de tant de jeunesse et de tant d'enfants renouvelle constamment la fraîcheur, l'énergie, la joie et l'enthousiasme de votre peuple. C'est un signe, parce que faire de la place aux petits, les accueillir, prendre soin place aux pents, as accuents, prenare soin d'eux, et nous faire tous petits devant Dieu et les uns devant les autres, ce sont préci-sément les attitudes qui nous ouvrent à l'action du Seigneur.»

Mise en garde aux prêtres

Le matin, François avait visité un centre pour enfants handicapés tenu par des re-ligieuses. Puis il a rencontré des prêtres à qui il a demandé de vivre dans ce même qui il a demande de vivre dans ce meme esprit de service : « l'a appris que les per-somnes s'adressent à vous avec beaucoup d'affection en vous appelant "amu", qui est ici le titre le plus important, il signifie "monsieur". Mais cela ne doit pas vous faire sentir supérieurs aux gens, vous faire tomber dans la tentation de l'orgueil et du pouvoir; cela ne doit pas vous faire considérer votre ministère comme un prestige

social, et agir comme des chefs aui écra-

social, et agit comme des chejs qui ecra-sent les autres. » Autre mise en garde, «le geste que les fidèles font ici lorsqu'ils vous rencontrent, vous les prêtres, est éloquent : ils prennent vous ies pretres, est eloquent : is prennent votre main consacrée et l'approchent de leur front en signe de bénédiction. Il est beau de voir dans ce signe l'affection du peuple saint de Dieu, car le prêtre est un instrument de bénédiction : Il ne doit jamais profiter de son rôle il doit toujours hénir projuer de son roie, il doit totijours benir, consoler, être un ministre de compassion et un signe de la miséricorde de Dieu. » Avec une population à 98% catholique, le Timor oriental établit un record mondial en la matière. Une spécificité en partie liée au fait que ce pays a subi vingt-cinq ans d'occupation indonésienne après le départ des Portugais en 1975. La loi indonésienne, très ouverte à la religion, a

alors contraint les habitants à se définir

auors contraint les habitants à se definir sur le plan religieux et à interdire les pra-tiques ancestrales animistes. Les Timorais de cette région de l'île - l'autre partie, occidentale, évangélisée - l'autre parne, occidentaie, evangeisses par les Hollandais est restée majoritaire-ment protestante - ont alors choisi massi-vement le catholicisme. D'autant que l'Église catholique avait opté pour la lan-gue tétoum, principale langue vernaculaire du pays, comme langue liturgique. Ce fut une forme de résistance populaire contre l'imposition de la langue nationale indonésienne, le bahasa indonesia, et un élément d'adhésion au catholicisme.

Après une ultime rencontre avec des jeunes Timorais mercredi matin, Fran-çois s'envolera pour Singapour, dernière étape de son long périple en Asie et en



Singapour, escale papale et tribune de choix pour s'adresser à la Chine

escale du pape François à Singapour, ce mercredi jusqu'à vendredi, la dernière de son périple en Asie et Océanie, s'inscrit dans une séquence de rappro-chement entre deux empires : l'un est tangible, géographique, politique, c'est la Chine; l'autre est immatériel, mondial et théologique, c'est l'Église catho lique. Si la Chine traverse une phase de durcissement contre les religions, qu'elle entend totalement contrôler, cette période correspond à un pontificat inédit, celui du premier pape jésuite, notoirement «asiatique» et particulièrement passionné par la Chine. La Compagnie de Jésus, l'ordre jésuite, voit précisément l'avenir de l'Église dans ces contrées.

La carte des pays asiatiques visités par La carte des pays asiatiques visités par François est éloquente. Si l'on inclut ce dernier périple et l'étape de Singapour, ville située à l'extrême pointe de la Malaisie, le pape a ni plus ni moins encerclé la Chine depuis son élection en 2013! En partant du nord, il a visité la Mongolie, la Corée du Sud, le Japon, les Philippines, la Thaïlande, la Birmanie, le Kazakhstan... S'il manque le Vietnam, il figurait pourtant dans le premier projet li figurati pourtant dans le premier projet du voyage. Cette large boucle autour de la Chine n'est pas une tactique mais une inclination qui a marque son pontificat : François rêve de se rendre à Pékin.

Mais pourquoi s'arrêter dans le «pe-tit » Singapour sur le chemin de retour à Rome après les «grandes heures» de ce voyage triomphal en Indonésie et au Timor oriental? L'Eglise de Singapour est une goutte d'eau au milieu des deux océans, Indien et Pacifique : 176 000 ca-tholiques qui pèsent à peine 3 % de la population de cette cité-État aux 6 millions d'habitants sur 724 km². L'activité bancaire y est reine. Un paradis fiscal, plus que spirituel. Reste que 80 % de la population est chinoise. Aussi est-ce une tribune de choix, selon tous les experts, pour s'adresser à Pékin.

Comment ce message sera-t-il dis-tillé? Il y a un an exactement, lors de son retour de Mongolie, le pape avait regretté devant la presse que l'Église catholique souffre d'un lourd déficit d'image en Chine, où elle est perçue comme une «entité étrangère». «Nous devons aller plus avant dans l'aspect religieux », avait-il préconisé, ce qui éviterait de «laisser croire aux citoyens chinois que l'Église n'accepte pas leurs propres cultures ou leurs propres va-leurs» ou encore qu'elle «dépend d'une autre puissance étrangère ».

untre pussance etrangere». Un travail de pédagogie s'impose donc. Ce voyage en Asie y contribue. Notamment avec la présence dans l'avion papal, pour la première fois, d'une journaliste italienne renommée, d'une journaisse faiteine feriorime visite pour la plateforme d'informa-tion culturelle chinoise Tianouzhiku, liée au ministère des Affaires étrangères chinois. Lequel s'est intéressé de près à e voyage asiatique. En attendant, eut-être, le grand voyage du pape à

«S'il y avait une disponibilité et une «3 i y dvali une disponibile et une ouverture de la part de la Chine, le pape irait tout de suite», a confirmé, fin juin, le cardinal Pietro Parolin, secrétaire d'Etat, numéro deux de François. Il « est disponible et désire aller en Chine», a-t-il souligné en précisant toutefois que le moment n'était pas encore venu

Une déclaration qui faisait écho aux multiples petites phrases de François

notamment lors des 44 conférences de presse tenues à bord de ses vols re-tour. Le pape, quand il était interrogé à ce sujet, n'a jamais caché son ardent désir de s'y rendre. Ainsi de lancer, au début du pontificat, le 18 août 2014, lors de son retour de voyage en Corée du Sud : «Si je veux aller en Chine? Bien sûr,

«La Chine est prête à tenir un dialogue constructif avec le Vatican pour surmonter les différences. élargir le consensus et améliorer les relations bilatérales >>

Wang Zuo'an Chef de l'Administration d'État pour les affaires religieuses (le 27 décembre 2016)

Mais demain peut attendre, avec la Chine. Cela fait dix ans. François avait alors fait mention à la Lettre aux catholi-ques chinois et à son «actualité» intacte. Un texte que Benoît XVI avait publié en 2007, en lien avec Ms Parolin qui travaillait déjà sur ce sujet. Le pape théolo-gien demandait alors aux catholiques clandestins - des résistants toujours res-tés fidèles à Rome en refusant le contrô-le du parti - de sortir des catacombes pour faire l'unité avec l'Église officielle.

pour laire l'unite avec l'égisse officielle, téléguidée par les communistes. À vrai dire, cette lettre était très mal passée dans l'Église du silence, ne voyant pas pourquoi elle devait s'allier à ses persécuteurs. Ce n'était pourtant pas une injonction ou un impératif, Benoit XVI exprimait seulement son souhait de voir un jour tous les membres de l'Église catholique chinoise unis ortes de l'egisse catholique chinoise difis entre eux, unis au pape et en bonne re-lation avec les autorités politiques. Cet appel n'a rien donné de concret, sinon quelques résultats marginaux. C'est pourquoi ce dossier chinois a été considéré comme un échec du pontificat de Benoît XVI.

Il a fallu attendre presque une dizaine d'années pour que les choses bougent. L'année 2016, trois ans après l'élection de François, a été décisive. À trois re-prises, Pékin a fait savoir que les autorités du pays étaient disposées à trouver un accord avec le Vatican. La déclaration la plus explicite est intervenue le 27 décembre 2016, de la bouche de Wang Zuo'an, chef de l'Administration d'État pour les affaires religieuses : « La d tata pour les anaîtres renigreuses: « La Chine est prête à tenir un dialogue constructif avec le Vatican pour surmon-ter les différences, élargir le consensus et améliorer les relations bilatérales. » Cette année 2016 avait été marquée

par un incident qui avait excédé Rome par un intention qui avait execute Rollie.

l'Église clandestine chinoise avait ordonné entre cinq et dix évêques sans en
référer au Vatican, et encore moins à Pékin. Rome avait aussitôt répliqué en ordonnant trois évêques avec l'accord de Pékin. Ce qui avait précipité la né-cessité, pour l'Église catholique et les autorités chinoises, de trouver un ac-cord non pas sur des principes généraux mais sur la procédure concrète de no-

mination des évêques.

La question cruciale était alors le choix de l'évêque et sa compatibilité avec le pouvoir en place, mais aussi qui devait le choisir : Rome ou le gouverne ment du pays? Ce qui n'est pas un pro-blème chinois. L'Église catholique a toujours eu une politique à géométrie

variable sur le sujet. Si elle préfère choi-sir «ses» évêques, elle s'adapte néan-moins quand les pays demandent un droit de regard - comme en France - ou bien veulent la liberté entière de décider du candidat. Des conventions juridiques bilatérales régulent cette question. En 2017, un accord préliminaire entre

Rome et Pékin avait été trouvé sur cette Rome et Pékin avait ete trouve sur cette question. Le 22 septembre 2018, le Saint-Siège annonçait avoir signé un accord avec la Chine - dont les termes sont secrets - au sujet de la nomination des évêques, où le dernier mot était laissé au pape. En échange, ce dernier levait l'excommunication des huit évê-ques que Pékin avait nommés précé-demment sans consulter Rome.

Cet accord qui va être renouvelé pour la troisième fois dans un mois - pour une durée de deux ans mais avec des modifications – aura permis la nomina-tion conjointe entre Rome et Pékin de dix évêques ainsi que la réhabilitation de deux évêques clandestins. Mais il n'aura pas empêché, dans une situation, voire deux, la nomination d'évêques par Pékin, sans l'avis du Saint-Siège.

L'ancien archevêque de Hongkong, L'ancien archeveque de rongkong, lui, le cardinal Zen, s'est toujours oppo-sé à cet accord, le considérant comme une «trahison». Le pape lui-même a reconnu ses limites en 2022. Ses résul-tats ne sont pas «terriblement imprestats ne sont pas «termiement impres-sionnants», a pour sa part observé le ministère des Affaires étrangères du Vatican, M# Gallagher, prélat britanni-que présent sur le vol du pape. Pour le Saint-Siège, cet accord imparfait demeure pourtant un pas important vers la Chine, qui n'avait plus rien signé avec l'Église depuis l'expulsion du nonce apostolique en 1949. ■ J.-M.G.

Paris 2024 🅢

e mardi soir, le Village olympique (basé à Saint-Denis, s'étendant sur les communes de Saint-Ouen-sur-Seine et L'Île-Saint-Denis) fermera officiellement ses portes. Les premiers athlètes s'y étaient installés le 19 juillet. Paris 2024 retenalt son souffle. La flamen sillonnait l'Île-de-France. Le mystère entourant l'identité des derniers porteurs, les tableaux de la cérémonie d'ouverture sur la Seine et de la vasque était total. Les sites prêts à embellir la Ville Lumière trépignaient d'impatience en attendant les premiers supporteurs et la noussée de flèvre

ville Lumiere trepignatent d'impatience en attendant les premiers supporteurs et la poussée de fièvre.
Moins de deux mois plus tard, le rève
est passé, le décor voit se succéder les
opérations de démontage. «C'est un
casse-tête. On a beaucoup moins de
temps. Cela va toujours plus vite de démonter que de monter mais de la même
façon que le défi à l'aller était la coactivité, avec de nombreux chantiers en même
temps, des entreprises spécialisées, on
retrouve les mêmes challenges, à devoir
séquencer les opérations un peu partout.
Avec un niveau d'exigence sur la santé et
la sécurité des différents collaborateurs.
Ce n'est pas parce qu'on est pressés,
qu'on va faire n'importe quoi. On garde
la volonté de poursuivre tous les chantiers sans incidents majeurs, comme on
l'a connu jusque-là, c'est un défi. Partout
sur les sites, on prépare cette phase depuis plusieurs semaines», présente
Edouard Donnelly, directeur exécutif
de Paris 2024.

Le mot d'ordre clignote : pas une minute à perdre. Tribunes temporaires en corolles (Versailles) ou plus classiques, celles qui ont habilié les sites temporaires (7 dans Paris intra-muros durant les Jeux olympiques) sont progressivement déconstruites. Le dispositif comprenait 160000 m² de structures temporaires (tentes, bungalows...) et 200000 places de tribunes. Quelques heures après la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques, dans la nuit du 28 au 29 août, les équipes techniques s'affairaient place de la Concorde, sur un site (ayant accueilli les sports urbains : bas-ket 3 x 3, breaking, BMX freestyle, ska-teboard) qui avait vu s'installer des travaux de montage à partir de mars (puis un trafic totalement interrompu à partir de juin) : « Il y a un souhait collectif de rendre toute la circulation sur la moitié ouest de la place le 30 septembre », an-nonce Édouard Donnelly.

Dimanche 1er septembre, dans le velodrome de Saint-Quentin-enYvelines encore empli de l'émotion des dernières médailles paralympiques sur piste, et notamment celle de Marie Patouillet au bord du malaise sur le podium de la poursuite, les équipes techniques sortent des coulisses et s'affairent. Pour enlever les autocollants, s'attaquer aux installations temporaires qui garnissent l'enceinte. Une opération d'ampieur lancée sur tous les sites actifs durant les JO qui ne l'étaient
plus durant les Jeux paralympiques :
notamment les stades de football, le
Parc des Princes et les différents stades
de province. Édouard Donnelly raconte: «Le stade Pierre-Mauroy de Villeneuve-d'Ascq était un vrai défi, ily avait
des infrastructures rès lourdes pour
pouvoir monter cette salle de basket et
de handball avec tout le système de ventilation colossal qu'on a d'à mettre. Et il y
avait des échéances football importantes
our le stade et le c'ule : tout a été rendu



Paris 2024 veut ranger proprement l'immense puzzle

Jean-Julien Ezvar

La vaste opération de démontage des sites olympiques et paralympiques, lancée par étapes, durera plusieurs semaines. Et des braderies de matériel seront organisées pour le grand public.

dans les temps. » Comme le golf (Saint-Quentin-en-Yvelines), le VTT (colline d'Élancourt), l'escalade (au Bourget), la marina de Marseille ou le centre des médias du Palais des congrès. Paris La Défense Arena fait l'objet d'un gros démontage avec ses bassins temporaires et l'immense tribune construite. Pour le site des exploits de Léon Marchand ou d'Ugo Didier, tout doit être terminé mi-octobre.

Au Grand Palais, cadre inoubliable des épreuves olympiques et paralympiques d'escrime et de taekwondo, les opérations de remise en état ont été enteprises dès la fin des compétitions le 7 septembre. Avec un chronomètre en tête: «On doit le rendre le 20 septembre. Le Grand Palais accuellera ses premiers événements post-Jeux et post-rénovation quelques jours après. Il faut qu'on fasse vite place nette pour qu'on puisse laisser ensuite les organisateurs suivants monter leurs propres installations. Là aussi, ce sera une activité très intense pour qu'on puisse respecter les délais », détaille Édouard Donnelly.

Plus loin, la ligne d'arrivée a été plantée fin octobre. «On aura alors fini

la plupart des démontages, y compris au Village olympique où on doit débarrasser l'ensemble des appartements de tout le mobilier qu'on a installé, l'ensemble des installations temporaires (la gare routière...), tout remis dans l'état dans lequel on a trouvé. On doit rendre les clés fin

« Cela va toujours plus vite de démonter que de monter mais de la même façon que le défi à l'aller était la coactivité, on retrouve les mêmes challenges, à devoir séquencer les opérations un peu partout »

> Édouard Donnelly Directeur exécutif de Paris 2024

octobre à la collectivité et aux différents promoteurs qui feront des travaux pour transformer toutes les chambres et les appartements qui n'avaient pas de cuisine et avaient un cloisonnement qui était adapté pour les Jeux mais pas forcément pour les appartements prévus. On a un mois et demi pour une opération qui est colossale», détaille Édouard Donnelly. Six mille habitants et 6000 salariés s'y installeront fin 2025, début 2026. Pour la signalétique rose dans les couloirs du métro, c'est Île-de-France Mobilité et la RATP qui seront à la manœuvre.

la RATP qui seront à la manœuvre. Du côté des équipes de Paris 2024, les Jeux se prolongeront (un peu) au-delà du démontage de l'immense puzzle. « Pour le point final, on est loin en 2025. Cela met beaucoup, beaucoup de temps de clôturer toutes les fonctions administratives, financières. Ce type d'organisations e termine en plusieurs mois, voire plusieurs années mais le plus gros des départs se fera dès la fin de la semaine. Des milliers de personnes vont quitter l'aventure. Et un petit noyau va rester pour clôturer l'ensemble des opérations de dissolution. Il y a une équipe dédiée qui travaille exclusivement sur cette phase depuis plus d'un an. C'est une opération aussi complexe que tout le reste et cela s'anticipe », confie Edouard Donnelly.

Dans un projet courant sur dix ans qui se voulait responsable et circulaire, comme il a su être créatif (avec deux des quatre cérémonies hors d'un stade, une épreuve grand public...) et paritaire, la deuxième vie des équipements et objets a été pensée. Elle servira les fédérations, clubs et associations via l'Agence nationale du sport, les comités nationaux olympiques et paralympiques (Cnosf et CPSF) pour irriguer la base de la pyramide, des braderies seront organisées (à Mulhouse le 15 septembre, à Pantie et Rouen le 22 septembre, à Nanterre le 5 octobre, à Compiègne le 6 octobre, à Compiègne le 6 octobre, à Rennes le 12 octobre. à Vichy et Carcassonne le 13 octobre...). Édouard Donnelly glisse : «Tout est valorisé. L'objectif essentiel est de réutiliser tout ce qu'on peut. Cela peut être des éléments de souvenir des cérémonies, des éléments de décor que des collectivités, des musées ou des autorités veulent pouvoir conserver. C'est un programme actif depuis longtemps pour anticiper cette phase. Tout le reste du matériel sera revalorisé, retransformé, recyclé. Il n'y aura pas de géchis, pas de déchet dans tout ce qu'on qu'on en.é...»

Organisation, météo... Des Jeux olympiques parfaits, à quelques détails près

Cédric Callie

ersonne n'est parfait. Ni aucun événement d'ailleurs. D'autant plus en France, où se soustrairer à la critique demande des trésors d'inventivité pour déjouer les doléances d'éternels insatisfaits que sont, et seront toujours, les irréductibles Gaulois. Ainsi, les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 auront offert un spectacle sportif grandiose avec des médailles françaises à la pelle, dans une ambiance de fête exceptionnelle, dans des enceintes qui resteront à jamais gravées dans les mémoires, devant une assistance record, avec plus de 12 millions de billets vendus... Soit autant de coups de pinceau esquissant un formidable chef-d'œuvre. À quelques rares exceptions près, toutefois. Mais ne sontce pas ces petites imperfections qui, paradoxalement, rehaussent encore l'ensemble?

Des cérémonies qui ont divisé

Avec deux cérémonies d'ouverture et deux de clôture, Thomas Jolly, leur maitre d'œuvre, risquait de faire des mécontents. Ce qui n'a pas manqué d'arriver. Ainsi, dès le 26 juillet et la cérémonie d'ouverture olympique sur la Seine, des voix se sont élevées pour se plaindre de certains tableaux, notamment celui pouvant faire croire à une référence à la Cène biblique (ce que l'intéressé a démenti). Si globalement cette cérémonie a été appréciée et célébrée pour son caractère novateur et audacieux, celle de clôture a été jugée par certains trop sombre, longue et dépourvue d'émotions, à l'exact opposé de Jeux festifs, colorés, souriants qu'elle refermait. Moins exposées au flot des mécontents, les deux cérémonies paralympiques, notamment celle d'ouverture à la Concorde, ont (quasiment) fait l'unanimité. Mais en termes de goûts et de couleurs, il est difficile d'obtenir l'adhésion de tous.

■ Le paratriathlon, symbole d'une programmation parfois problématique

problematique
Sans surprise, le triathlon aura donné
lieu à deux feuilletons à suspense dont
tout le monde, à commencer par Tony
Estanguet, se serait bien passé. Les
caprices de la météo ont rendu la baignabilité de la Seine pour le moins
d'entraînement et, in fine pour les Paalympiques, une journée du 2 septembre regroupant toutes les épreuves
de triathlon paralympiques et particulièrement compliquée à suivre entre
les différentes catégories se croisant
tout au long du parcours. Une regrettable cacophonie pour les spectateurs,
les gens devant leur télévision et... les
commentateurs. Des Jeux paralympiques qui auront dû aussi composer
avec différents retards, liés soit à des
problèmes techniques, comme cela fut
le cas à plusieurs reprises à l'Arena
Porte de la Chapelle pour le badmin-

ton, soit à une programmation inadaptée, avec plus de 1 h 30 de retard le premier jour dans les tableaux d'escrime au Grand Palais.

■ Une météo souvent chafouine

but metteo souvent charoume
Le 26 juillet, des trombes d'eau s'étaient
abattues sur les bateaux naviguant sur la
Seine lors de la cérémonie d'ouverture.
Le 8 septembre, bis repetita au Stade de
France, théâtre de la cérémonie de clôture paralympique. Deux symboles de
ce que furent en grande partie les
conditions météorologiques durant cet
été parisien qui n'eut rien de caniculaire, ni d'indien. En particulier lors de
Jeux paralympiques où le soleil aura
joué les abonnés absents, à de rares
éclaircies près. Un manque d'UV guère
imputable aux organisateurs, et qui n'a
pas pour autant gâché la féte. Notamment lors d'une cérémonie d'ouverture
à laquelle cette pluie diluvienne a donné
une aura particulière.

■ Une diffusion TV au rabais pour les paralympiques

pour les paraympiques La couverture de France Télévisions durant ces Jeux olympiques et surtout paralympiques a été d'autant plus admirable que le groupe audiovisuel n'a pas toujours été aidé par OBS (Olympic Broadcasting Services), la filiale du Comité international olympique (CIO) chargée de fournir les images de toutes les épreuves aux télévisions. OBS avait visiblement décidé de considérablement réduire la voilure lors des Paralympiques, contraignant à plusieurs reprises – que ce soit en escrime, au tennis de table ou au badminton – France TV a paré au plus pressé en installant une caméra de fortune pour pouvoir suivre quelques athlêtes français délaissés. Y compris même lors de demi-finales. Alors qu'il n'y a eu aucun couac de ce genre lors des Jeux olympiques, ces manquements interpellent quant à l'égalité de traitement prônée par le CIO.

LFP: Vincent Labrune fait son mea-culpa et promet de baisser son salaire

Baptiste Desprez

Dans un contexte tendu, le dirigeant de 53 ans a été réélu à la tête de la Ligue de football professionnel pour quatre ans face à Cyril Linette.

football professionnel français n'en sort pas gran-di. Dans une élection à la présidence de la Ligue de football professionnel dénuée de tout suspense, Vin-cent Labrune a été réélu mardi à Paris pour un mandat de quatre ans (2024-2028) à la tête de la LFP, sur un score sans appel. Malgré le fiasco des droits TV et un climat général délétère, le dirigeant de climat general deletere, le dirigeant de 53 ans a largement dominé Cyril Linette avec 85,67% des voix de l'assemblée gé-nérale. Le détail des votes est clair, lim-pide et sans appel : 14 voix contre 2, un vote blanc. Une vraie démonstration de force. Et une victoire sans surprise. Cir-

culez, il n'y a rien à voir.

«La campagne a été dense, animée, dynamique et violente, à l'image de notre société, avance Vincent Labrune face aux médias après sa victoire. À titre personnel, je regrette les excès et les



«On a fait des bonnes choses et des erreurs», a notamment déclaré Vincent Labrune après sa ré

outrances de certains médias, j'ai été meurtri par des propos, mais mainte-nant on repart unis. Si je n'entends pas les critiques, il faut que je change de planète, il n'y a eu que cela. On les en-tend et on s'en nourrit. On a fait des bonnes choses et des erreurs. »

Battu dans les grandes largeurs, après avoir été tardivement autorisé à se pré-

senter face à Labrune après l'intervention d'Amélie Oudéa-Castéra, la ministre des Sports, ou encore de Philippe Diallo, le président de la FFF, Cyril Linette est, lui, apparu «sonné» et «déçu» en découvrant le résultat à la sortie des urnes. Sans tomber de son sortie des urnes, sans tomber de son armoire non plus, soyons honnêtes, tant les dés semblaient pipés d'avance avec des accords ficelés en amont par l'ancien président de l'OM avec les membres du conseil d'administration (Nasser al-Khelaffi, Jean-Pierre Caillot, Laurent Nicollin, Olivier Létang, Pablo Longoria...) chargés d'élire le nouveau patron du football français pour les quatre prochaines années.

«C'est une victoire sans appel, admet l'ancien patron des sports de Canal+ J'espérais gagner et je m'attendais à un

score plus serré. Je félicite Vincent La-brune. Je prends date même si je continue de penser que le constat que ie pose est le bon, mais la gouvernance du foot-ball français ne le partage pas. Le foot français doit revoir son produit, ses charges, sa gouvernance, sa relation aux fans et il faut un manager d'entre-prise à la tête du fant de la charge d'entre-

prise à la tête du football profession-nel. » Ce ne sera pas lui.

Conscient de devoir changer son image et de faire un pas en avant afin de briser l'armure dans ces temps tu-multueux, Vincent Labrune a d'emblée reconnu ses torts dans le fiasco des droits TV (*«Je ne le vis pas bien»*). Il l'avait déjà fait et ne pouvait pas en faire autrement face aux nombreux journalistes venus recueillir ses premières impressions mardi après-midi. «On

« Je regrette les excès et les outrances de certains médias, i'ai été meurtri par des propos, mais naintenant on repart unis Si je n'entends pas les critiques, il faut que je change de planète, il n'y a eu que cela. On les entend et on s'en nourrit »

Vincent Labrune Président de la LFP

doit se nourrir de nos échecs et appren-dre de cela», avance-t-il dans une forme de mea-culpa. Après avoir promis d'obtenir 1 mil-liard d'euros par saison et vu l'appel d'offres échouer, la LFP a dû ravaler ses ambitions et vendre les matchs de L1 d'euros environ à DAZN et belN Sports. Un immense échec. Sur le sujet explosif du train de vie hors sol de la LFP et de du train de vie hors sol de la LFP et de sa rémunération qui a triplé, le président a annoncé son intention de réduire le montant de celle-ci, qui est de 1,2 million d'euros. Dans quelle proportion? À suivre. Simple effet de manches ou volonté d'apprendre de ses erreurs? Seul l'avenir le dira.

Dans un climat qu'il aurait imaginé plus joyeux pour sa réélection, le patron du football professionnel français a fixé

du football professionnel français a fixé du tootaal protessonnet franças a lise ses chantiers prioritaires. Baisser les charges de son instance, réformer le mode de gouvernance et combattre le piratage. Dans nos colonnes, vendredi, le président de la FFF réclamait un rete president de la FFF rectamat un re-tour au dialogue avec Canal+, partenai-re historique du football français, avec lequel Labrune est en froid. « Cela fait partie des choses que l'on devra revoir dans le futur », reconnaît le patron de la LFP. Le chantier est colossal. La tâche ardue. Après les paroles, place aux actes. Le cirque a assez duré. ■

Loïs Berrehar : «Gagner une étape est addictif»

Serge Messager À bord du bateau «Express»

Vainqueur de la 1^{re} étape de la Solitaire du Figaro Paprec, il bataille dans l'ultime manche pour confirmer.

es amis d'enfance à Carnac ou à La Trinité-sur-Mer ont partici-pé, gagné ou participent encore en favoris à la Solitaire. Enfant, la baie de Quiberon était sa cour de ré reátion où il trempait ses ripatons. Sur le môle Caradec trinitain, il croisait les regards des Loïck Peyron, Laurent Bourgnon ou Thomas Coville, qu'il enviait. Son père ayant beaucoup pratiqué viait. Son pere ayant beaucoup pratique la course au large, le virus était évidem-ment dans ses gènes. Il emmenait Loïs Berrehar au départ des grandes courses comme la Route du rhum. Les premiers émois sur l'eau sont bien sûr avec l'inévitable optimiste caisse à savon, il a 8-9 ans. Depuis un voyage familial autour de l'Atlantique pendant un an sur un catamaran, son amour de la voile est scellé définitivement. Les études est scelle definitivement. Les études n'étaient pas sa tasse de thé mais, pour faire plaisir à ses parents, il passe le brevet de la marine marchande, machine et pont, qu'il n'a pas encore validé. Il pense le faire quand il aura «arrêté (ses) bétises », comme il dit.

«C'est en catamaran de sport que j'ai atteint le haut niveau en commençant à gagner. C'était en Hobie 16, Formule 18 et Tornado. Souhaitant intimement, bien sûr, normano. Sounanam intimement, poers sur, participer aux Jeux olympiques. Mais le Tornado a été retiré de la compétition. Je me suis alors lancé dans la course au large. Embarquant sur tous les bateaux qui n'acceptaient. Je suis entré dans le monde des figaristes fin 2017», explique le Tou-

rangeau de naissance.

Un mois avant la Solitaire 2018, alors
que Loïs Berrehar vient de disputer la
Transat AG2R avec Erwan Le Draoulec, ransia AGZR avec Erwan Le Dradulec, Région Bretagne-CMB l'appelle pour qu'il devienne leur skipper Espoir, au côté d'un certain Sébastien Simon. Ce dernier gagnant la Solitaire cette année-là. Catapulté dans le grand bain, il apial. Catapunte dans le grand baint, il ap-prend énormément sur l'ancien bateau de la course et enchaîne deux saisons sur le Figaro Beneteau 3 sous les couleurs du projet breton géré par le pôle d'entraîne-ment de Port-la-Forêt. Gagnant en bizut et faisant un podium sur une étape. «Tom Laperche, un ami d'enfance de Carnac, m'invite la saison d'après à faire toutes les courses en double du circuit dont

la transat Concarneau-Saint-Barth 2021 sur laquelle on termine troisième. l'ai eu aussi la chance d'avoir des propositions pour faire de l'Imoca, du 50 pieds. Mais j'avais le sentiment de ne pas avoir terminé J avais le sentiment de ne pais avon termine ce que j'avois commencé sur la Solitaire. J'ai donc postulé pour la sélection Macif. Pensant qu'avec cette équipe j'aurais les meilleures armes pour atteindre mes objectifs personnels. Cela se traduit par un nodium sur la Solitaire et une victoire l'an podium sur la Sontaire et une victoire t an dernier sur la Transat Paprec avec Char-lotte Yven (Skipper Macif 2023). Mon pre-mier équipage mixte où j'ai rencontré une femme hyper talentueuse et passionnée», poursuit celui qui aura 31 ans fin octobre

«Il ne faut rien lâcher»

Roi d'Espagne sur la première étape à Gijon de l'édition 2024, Loïs Berrehar Gijon de l'édition 2024, Lois Berrehar sait que pour gagner la Solitaire du Figaro Paprec les ingrédients sont multiples. Mais l'abnégation doit toujours être le moteur : « Cette course est très ingrate car elle est au temps cumulé. Il ne faut surtout pas faire d'erreur. Chaque minute voire chaque seconde compte. Certes, il faut aussi de la réussite, c'est évident, mais il faut être fort dans sa tête. Si on ne fait pas l'étage auj'on yeut, loin au Si on ne fait pas l'étape qu'on veut, loin au classement, il ne faut rien lâcher. Se remobiliser pour gagner chaque minute perdue. Et il peut y avoir tellement de retournements de situation sur cette

Le deuxième parcours entre les Asturies et Royan ne lui a pas été favorable. Sixième au classement avec 1h 39 de dé-bours sur le leader, Tom Dolan (Smurfit Kappa-Kingspan), il lui paraissait diffici-La Turballe: «Cela va être de la gestion de prises de risques, matériels surtout. Avec le nez en l'air et de la lucidité jusqu'au bout car c'est un peu notre étape de montagne. Je vais essaver de donner le meilleur pour la gagner. Remporter une étape est

ssement de 15 heures, Loïs Berre har menait la meute tête baissée sur une mer et dans des vents survitaminés.



S'OFFRIR DE GRANDS DESTINS Gala MOSTRA DE VENISE SARKOZY LE FILS DE L'EX-PRÉSIDENT RACONTE SA NOUVELLE VIE HARRY L'ONCLE MAUDIT POUR LES ENFANTS DE WILLIAM MAKE-UP

SES SŒURS...

PLUS D'IMAGES. PLUS D'HISTOIRES

Gala 3,40 € · TOUS LES JEUDIS CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Les émissions de méthane en forte hausse

Anne-Laure Frémont

Une étude constate une teneur record de ce puissant gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

es concentrations de méthane ont augmenté plus rapidement au cours des cinq dernières années qu'au cours de n'importe quelle période depuis le début de l'enregistrement des données. Dans un nouveau bilan mondial publié mardi dans la revue Environmental Research Letters, une équipe internationale de climatologues sous l'égide du Global Carbon Project constate que la concentration de méthane (CH4) dans l'atmosphère «augmente plus rapidement en ternes relatifs que tout autre gaz à effet de serre majeur»

Jusqu'à récemment passé sous les radars des politiques de lutte contre le changement climatique, le méthane réchauffe pourtant l'atmosphère 80 fois plus vite que le dioxyde de carbone au cours des 20 premières années suivant sa libération. La seule bonne nouvelle, c'est qu'il disparaît bien plus vite de l'atmosphère que le CO₂, en quelques dizaines d'années. Réduire rapidement ses émissions s'avérerait donc particulièrement efficace pour limiter le réchauffement. Et le temps presse : les chercheurs rappellent que les températures moyennes à la surface du globe ont battu tous les records en 2023, à 1,45°C au-dessus des niveaux préindustriels. Et le méthane est en partie responsable, ayant réchauffé la planète d'au moins 0,5 °C dans les années 2010 par rapport à la fin des années 1800.

par rapport à la fin des années 1800.

La teneur en méthane dans l'atmosphère est aujourd'hui « 2,6 fois plus élevée qu' à l'époque préindustrielle » et atteint même des niveaux inedits depuis au moins 800 000 ans. « On le sait grâce à l'andyès des bulles d'air présentes dans les carottes de glace prélevées en Antarctique, et en comparant les mesures faites dans l'atmosphère depuis quarante ans», explique Marielle Saunois, chercheuse au Laboratoire des sciences

Émissions et destruction de méthane en 2020. Évolution de la concentration en millions de tonnes par origine de méthane dans l'atmosphère, Niveau en en ppb (parties par milliard) avril 2024 1931,91 ...humaines ...humaines et naturelles ...naturelles Combustion de hiomasse nhustihle 1.850 ÉMISSION 1.800 63 **DE MÉTHANE** Total: 685 millions Émiss en 2020 : **+ 52 millions** Total : 633 millions ABSORPTION 1 700 Puits de méthane dû aux réactions chimiques dans l'atmosphère 602 1. Y compris l'élevage de bétail, le fumier animal et la production de riz.
 2. Le réchauffement climatique dû aux activités humaines favorise la production naturelle de méthane dans les zones humides.
 Source : Global carbon project, NOAA Source - National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA

du climat et de l'environnement (LSCE) et coauteur de l'article.

Si les zones humides et les eaux douces restent les principales sources de CH₄, en 2020 les activités humaines ont émis un record d'environ 380 millions de tonnes de ce gaz – soit près de 20 % de plus qu'en début de siècle – et contribuent désormais aux deux tiers de ce qui est émis dans le monde. La hausse concerne presque tous les pays, mais elle est particulièrement flagrante en Chine, en Asie du Sud et au Moyen-Crient

Moyen-Orient.
Pourquoi une progression aussi rapide? «Parce que nous avons davantage perturbé le cycle naturel du méthane:

plus de vaches, plus de sources fossiles, plus d'eaux usées et dernièrement, plus d'émissions provenant des zones humides tropicales en raison du réchauffement des températures», indique l'auteur principal de la publication, Rob Jackson, de l'université de Stanford aux États-Unis. Presque tous les grands secteurs d'émissions anthropiques ont en effet augmenté de manière « substantielle », selon l'étude, à savoir l'agriculture (l'élevage des ruminants et la culture en rizière), les déchets ou encore la production et l'utilisation de combustibles fossiles.

Ces émissions liées aux fossiles (charbon, pétrole et gaz) sont considérées comme les plus « simples » à réduire, via notamment une meilleure maintenance des sites et des circuits de transport, afin de résorber les fuites de gaz. En revanche, diminuer drastiquement les émissions du secteur agricole ne se fera pas sans évolution de nos comportements alimentaires, les ruminants représentant 40 % des émissions totales liées aux activités humaines. La chercheuse française pointe aussi le secteur des déchets : ses émissions, dues notamment aux décharges à ciel ouvert, augmentent fortement mais son potentiel de réduction est «fororme». Cela nécessite cependant de mettre

en place des infrastructures de collecte de déchets qui manquent cruellement dans de nombreux pays», explique la scientifique.

scientifique.

Si les émissions anthropiques de méthane poursuivent leur progression, d'autres facteurs ont pu jouer au cours des dernières années, « comme le climat, largement impacté par le phénomène naturel La Niña. Ce dernièr a entraîné l'augmentation des températures et de l'humidité dans certaines régions qui ont provoqué une hausse des émissions naturelles des zones humides (marécages, tourbières)», explique Marielle Saunois. En outre, toute la période de pandémie de Covid-19 et ses confinements successifs ont mis à l'arrêt une partie des transports router et aérien, ce qui a entraîné une diminution de certains polluants comme les NOX (oxydes d'azote)... qui euxmêmes favorisent la destruction du méthane dans l'atmosphère. En 2020, donc, le surplus d'augmentation des

« L'atténuation du méthane pourrait être moins coûteuse que l'atténuation du CO₂ pour un bénéfice climatique comparable »

es climatologues

émissions par rapport à l'année précédente est pour moitié dû à cette baisse de pollution, illustrant les liens complexes entre la qualité de l'air et le changement climatique.

Changenient chinatque.

Dans cette étude, les climatologues rappellent en tout cas que «l'atténuation du méthane pourrait être moins coûteuse que l'atténuation du CO2 pour un bénéfice climatique comparable». En 2021, lors de la COP26 de Glasgow, plusieurs pays se sont engagés - sans contrainte - à réduire les émissions mondiales de méthane de 30 % d'ici à 2030 par rapport à 2020, via le Global Methane Pledge. Mais, alors que l'échéance approche, les scientifiques n'observent aucun signe de stabilisation et encore moins de diminution de la concentration de ce gaz dans l'atmosphère. «Je suis optimiste quant à notre capacité à le faire, mais découragé par le fait que nous ne le faisons pas, du moins pour le moment», conclut Rob Jackson. ■

L'étonnante mission spatiale habitée Polaris Dawn a décollé

Tristan Vey

Un milliardaire, deux ingénieurs de SpaceX et un ancien pilote de chasse vont tenter la première sortie en scaphandre privée de l'histoire.

est un peu plus que du tourisme, sans être réellement de l'exploration. Une mission entièrement privée, mais menée conjointement par le client, le milliardaire Jared Isaacman, et l'entreprise qui vend le billet, SpaceX. Le statut de la mission Polaris Dawn a décidément quelque chose d'hybride qui la rend un peu spéciale. Elle va aussi donner lieu à la première sortie extravéhiculaire d'un astronaute privé et établir un record d'altitude pour des femmes astronautes. Le décollage s'est déroulé sans en-

Le décollage s'est déroulé sans encombre mardi matin, à 11h 20, avec une dizaine de jours de retard et divers reports (une fuite d'hélium dans les installations au sol, puis des problèmes météo). La fusée Falcon 9 s'est élancée depuis le pas de tir mythique 39A de Cap Canaveral, en Floride, celui depuis lequel s'envolaient les navettes spatiales ou les fusées Saturn 5 du programme Apollo. C'était le 4º vol de cet étage principal, en témoignent ses flancs noircis par les atterrissages précédents.

Après une dizaine de minutes de vol, la capsule Crew Dragon Resilience était en orbite, avec ses quatre passagers. Il s'agit du 3º vol de ce vaisseau réutilisable (le 14º vol habité d'une capsule Crew Dragon quelle qu'elle soit), après la mission SpaceX Crew-1 en 2020, première mission habitée opérationnelle de SpaceX à destination de la Station spatiale internationale (ISS) pour le compte de la Nasa, et la mission de tourisme Inspiration4

en 2021, à bord de laquelle Jared Isaacman avait effectué son baptême d'astronaute (il était alors accompagné de trois néophytes comme lui dont il avait payé le billet).

Pour cette nouvelle mission, Jared Isaacama est à nouveau commandant (c'est lui qui finance après tout). S'il effectue pour sa part son deuxième vol spatial, il est une nouvelle fois accompagné de trois primo-volants, parmi lesquels deux employées de SpaceX, les ingénieurs Sarah Gillis et Anna Menon, spécialistes des opérations spatiale dans l'entreprise et particulièrement familières de la capsule. Pour la petite histoire, Anna Menon est une ancienne de la Nasa et l'épouse d'un astronaute sélectionné en 2021 mais n'ayant pas encore volé, Anil Menon. Le quatrième passager est un ancien pilote de chasse de l'US Air Force, Scott Poteet.

Une trentaine de petites expériences scientifiques

Après les différents contrôles de vérification de l'état de la capsule, cette dernière devait démarrer ses moteurs pour monter jusqu'à 1400 km d'altitude. Soit plus de trois fois la hauteur à laquelle se trouve la Station spatiale internationale. Cela devait à la fois constituer un record pour un objet habité en orbite autour de la Terre (plus haut que la capsule Gemini II en 1966), et un record pour une femme astronaute (aucune n'ayant participé au programme Apullo)

au programme Apollo).
À cette distance, le « bouclier magnétique » de notre planète est bien moins efficace contre les particules chargées émises par le Soleil et les rayons cosmiques. Les astronautes devraient recevoir en quelques heures l'équivalent de trois mois de radiations à bord de l'18S. La capsule ne devrait d'ailleurs effectuer qu'un passage dans cette zone avant de rallumer ses moteurs pour circularises on orbite autour de 700 km d'altitude.

Si tout se passe comme prévu, le climax de la mission interviendra jeudi avec la première sortie extravéhiculaire privée de l'histoire. La capsule sera dépressurisée, ouverte, et deux des quatre astronautes en sortiront, Jared Isaacman et Sarah Gillis. «C'est quelque chose d'un peu audacieux pour une mission privée, d'autant qu'il n'y a pas de sas dans la capsule et que tout le monde sera donc dans le vide en fin de compte», souligne Francis Rocard, responsable du programme d'exploration du système solaire au Cnes, l'agence spatiale francaise.



Décollage de la fusée Falcon 9 de SpaceX, au pas de tir 39A de Cap Canaveral,

C'est l'occasion pour SpaceX de tester sa combinaison extravéhiculaire, et ce à moindres frais. «Il semble y avoir une volonté assez sincère de la part de Jared Isaacman de se rendre utile, estime l'astronaute français Jean-François Clervoy. Il se fait évidemment plaisir avec ces vols, mais il veut que cela puisse servir. C'est tout bénéfice pour SpaceX qui peut d'une certaine façon réaliser un vol d'essai gratuit de ses combinaisons et un test grandeur nature de dépressurisation de sa capsule. »

La mission est aussi l'occasion de mener une trentaine de petites expériences scientifiques avec différents partenaires institutionnels. Les astronautes seront, par exemple, équipés d'une lentille de contact sur un œil pour mesurer des paramètres nécessaires à une meilleure compréhension du syndrome neuro-oculaire associé au vol spatial, qui provoque une diminution de l'acuité visuelle en état d'apesanteur, généralement transitoire.

Après cinq jours de vol, la capsule doit revenir sur Terre, a priori samedi. Deux nouvelles missions Polaris sont d'ores et déjà prévues, même si leur contenu et la date n'ont pas été fixés. Jared Isaacman avait proposé en 2022 de monter une mission de réparation du télescope spatial Hubble. La Nasa a poliment refusé, notamment parce qu'il semble impossible de pouvoir effectuer les opérations de maintenance requises avec la capsule de SpaceX. Il faudra donc trouver un autre challenge à relever.

LE CARNET DUJOUR

Les annonces sont recues avec justification d'identité du lundi au vendredi.

de **9h** à **13h** et de **14h** à **18**h (excepté les jours fériés)

et tous les dimanches de **9h** à **13h**.

Elles doivent nous parveni avant 16 h 30 pour toutes nos éditions avant 13 h les dimanches.

Courriel carnetdujour@media.figaro.fr

> Téléphone 0156 52 27 27

sur notre site carnetduiour.lefigaro.fr

anniversaires

Marc et Gil Putterman, ses enfants, Tom et Zack Putterman, ses petits-enfants,

deuils

un chaleureux et tendre bravo pour ce jour exceptionnel.

Le comte Hervé d'Aurelle de Paladines (†), son mari

Florence et Michel Lebel, le comte et la comtesse Loïe d'Aurelle de Paladines, Isabelle Brunel-d'Aurelle de Paladines (†), Armelle et Thierry Gendrot, ses filles, fills, belle-fille et gendres,

Marc et son épouse Julie Arnaud, Victoire et son époux Brieuc, Stanislas, Diego, Adélaïde, Louis, Aliénor, Constance, Thomas, Inès, Mathilde, Stella, ses petits-enfants,

Clémentine, Alexis, Timothée, Juliette, Maël Junette, Maei, ses arrière-petits-enfants,

ont l'immense tristesse de vous annoncer le décès de la

comtesse Hervé d'AURELLE de PALADINES

dans sa quatre-vingt-quinzième année

La cérémonie religieuse sera célébrée sera célébrée le vendredi 13 septembre 2024, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Toutes-Joies, à Nantes, suivie de l'inhumation au cimetière Miséricorde.

elle et Marianne de Battisti, ses filles, Patrick Faucheur, Damien Borot, ses gendres,

Jérôme et Claire, Vianney et Charlotte, Agathe et Étienne, Adeline et Thomas, Antonin et Mina, Bérénice et Sébastien, Maxence, ses petits-enfants,

Louis, Joséphine, Aurélien, Céleste, Jules, Alexandre, Jeanne, Anne, Suzanne, Brune, Victor, Léa, Daphné, Milo, Valentine, Alix, ses arrière-petits-enfants,

ont la grande tristesse d'annoncer la disparition de

Christian de BATTISTI
officier
de l'ordre national du Mérite,
ancien maire-adjoint
de Grenoble,
ancien conseiller général
de l'Isère,
ancien membre du
Conseil économique et social,

le 3 septembre 2024, à l'âge de 96 ans

Il reposera dans la chapelle familiale, à San-Nicolao (Haute-Corse), auprès de son épouse, Renée de Battisti, disparue le 7 novembre 2020.

idebattisti@yahoo.fr marianne.de.battisti@outlook.fr

Pascal et Corinne Behr, Louis-Édouard et Camille avec leur fille Jeanne, Victoria

Valérie Vidal, Robin et Adam

ont la tristesse de faire part du décès de

survenu le 9 septembre 2024, à l'âge de 89 ans, à Paris

Les obsèques auront lieu au cimetière du Montparnasse. au cimetière du Montparnasse, à Paris (14°), le vendredi 13 septembre 2024. On se réunira à 14 h 45, 5, rue Émile-Richard.

18, rue Drouot, 75009 Paris

Charles Burt Riley, son époux,

Laurent (†), Caroline

Antoine, Horace, Louise et Jeanne, ses petits-enfants,

François Gimon,

ses tantes et cousins

ont l'immense chagrin de vous faire part du rappel à Dieu de

Dominique Marie-Laure

le 6 septembre 2024, à l'âge de 79 ans, à la suite d'une cruelle maladie

La cérémonie religieuse sera célébrée sera célébrée le mardi 17 septembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-d'Auteuil, 1, rue Corot, Paris (16°).

L'inhumation aura lieu le même jour, à 16 heures, au cimetière de Passy, 2, rue du Commandant-Schloesing, Paris (16°).

Dominique repose au funérarium de la Maison médicale Jeanne-Garnier, 106, avenue Émile-Zola, Paris (15°), où un hommage peut lui être rendu le jeudi 12 septembre de 14 h 30 à 15 h 30, et le samedi 14 septembre de 15 h 30 à 16 h 30.

Fleurs blanches et jaune påle uniquement.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Simon, Cyprien, Pierre, Florent ses petits-enfants.

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Madeleine DEMAREST

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 13 septembre, à 14 h 30, en l'égilse Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris (6°).

En union avec M. Jacques Deysine (†), son époux, et le père Olivier Deysine (†), son fils,

Philippe Deysine, Marie-Amélie Deysine, Guillemette Chéneau, ses enfants, sa belle-fille et ses gendres,

ses petits-enfants et son arrière-petit-fils

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Mme Jacques DEYSINE

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 16 septembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-d'iAuteuil, place de l'Éilse-d'Auteuil, à Paris (16°).

Anne et Alain Raynaud, sa fille et son gendre.

Christophe et Sabine, Nicolas, Aurélie et Alessandro, Basile et Emily, ses petits-enfants et leurs conjoints,

Luca, Timothée, Dante, Lilou et Zoé, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Denise GABRIEL née Grumbach,

survenu le 8 septembre 2024, à l'âge de 93 ans, à Villeveyrac

Les obsèques auront lieu ce mercredi 11 septembre 2024, à 16 heures, au cimetière de Bouzigues (Hérault).

anneravnaud@free.fr

Jérôme et Caroline. ses enfants, Alexandre, Raphaël, Adrien et Annabelle ses petits-enfants, Corentin, son arrière-petit-fils, et toute sa famille

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Jacques GAUTIER commissaire de la Marine de I^{re} classe promotion 1959, nspecteur général honoraire de la Banque de France,

survenu le 6 septembre 2024, à l'âge de 89 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Névez (Finistère), le samedi 14 septembre 2024, à 10 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Névez.

Jérôme Gautier, 277, avenue de Lécherot, 74500 Neuvecelle. Caroline Gautier, 7, rue Jean-Arp, 75013 Paris.

Paris (7º). Jaunay-Clan (Vienne)

Francis Girault, son époux, Sybile, Damien, Stéphaine, ses enfants, et leurs conjoints, Victoria, Constantin, Astrid, Clara, Léonore, Paloma, Albin, ses petits-enfants, ses sœurs ainsi que toute sa famille

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Dominique GIRAULT-HUSSON Sciences Po Paris 66.

La cérémonie religieuse sera célébrée sera célébrée le vendredi 13 septembre 2024, à 14 h 30, en l'église Saint-Denis de Jaunay-Clan, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Une messe sera célébrée à Paris (6°), en l'église Saint-Germain-des-Prés, le vendredi 20 septembre, à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Danièle Girodon, son épouse, Grégory, Ludovic, Lorraine, ses enfants, Côme, Adèle, Alma, Archibald, ses petits-enfants,

ont la douleur de vous faire part du rappel à Dieu de

Éric GIRODON

le 8 septembre 2024, à l'âge de 71 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 13 septembre, à 14 heures, en la basilique Sainte-Clotilde, Paris (7°).

Mathias et Grégoire, ses fils,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Mme Bernadette LUFT née Colas,

survenu le 7 septembre 2024, dans sa 80° année.

La cérémonie religieu sera célébrée sera célébrée le vendredi 13 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Joseph d'Enghien-les-Bains.

Vinciane Macharis, sa fille, vous fait part du décès de

Mme Élisabeth MACHARIS

La cérémonie aura lieu le vendredi 13 septembre 2024, à 14 heures, en l'église Sainte-Élisabeth-de-Hongrie, à Versailles.

Marie-France, Danièle, Iean-François, Dominique, Jean-rianço..., Florence, ses enfants, et leurs conjoints,

Éric, Valérie, Guillaume, Vincent, Pierre, Élodie, Antoine, Grégoire, Laure, ses petits-enfants, et ses 22 arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Solange MARTIN

survenu le 8 septembre 2024, dans sa 105e année.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 16 septembre, aura lieu le lundi 16 septembre, à 15 heures, en la chapelle de l'Est du cimetière du Père-Lachaise, à Paris (20°), suivie de l'Inhumation.

Caroline et Yahn Lauru, sa fille et son gendre, Aymeric Bourdin, Dimitri et Sophie Bourdin, ses petits-enfants, Timothée, Inès, Sybille et Manon, ses arrière-petits-enfants,

ont la grande tristesse de vous faire part du décès de

Mme Jacques REVUZ née Françoise Deloraine

le 23 juillet 2024, à Neuilly-sur-Seine

Elle a rejoint son mari Jacques et son fils Jean-François.

La cérémonie religieuse La cerèmonie religieuse aura lieu le mercredi 18 septembre, à 18 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Compassion, place du Général-Kœnig, à Paris (17°).

Yann Saint-Yves, Gilles Saint-Yves et son épouse Ludivine, ses enfants,

Arthur et Nicolas, ses petits-fils,

Patrick et Arabelle Saint-Yves, son frère et sa belle-sæur, et leurs enfants

ont la douleur de faire part du décès de

Jean SAINT-YVES

survenu le 9 septembre 2024, à l'âge de 85 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Sauveur, à l'Île d'Yeu, le vendredi 13 septembre, à 10 h 30.

Mme Christian Tézenas du Montcel, son épouse,

M. et Mme Antoine Tézenas du Montcel, Ysé, Joséphine, Colombe, M. et Mme Cecil Galli, Héloise, Tiphaine, Ambroise, M. et Mme Alban Tézenas du Montcel, Adèle, Adrien et Théophile, ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de vous faire part du rappel à Dieu de

M. Christian TÉZENAS du MONTCEL

le 8 septembre 2024

La messe d'À-Dieu sera célébrée le samedi 14 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Gonvel de Landunvez (Finistère), suivie de l'inhumation au cimetière du village.

Nicole Veyrat, née Flac, son épouse, Arnaud et Juliette Veyrat, Hugues et Alexía Veyrat, ses enfants, Jeanne, Victor, Louis, Antoine, ses petits-enfants, Michel et Jean-Luc, ses frères, l'ensemble de sa famille et ses amis

ont la tristesse de faire part du décès de Marc VEYRAT

survenu le 8 septembre 2024, à l'âge de 77 ans, à Clamart.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Maurice, à Caromb (Vaucluse), le mardi 17 septembre 2024, à 15 heures. Ni fleurs ni couronnes.

Les visites sont possibles à la maison funéraire du Parc, à Clamart, le vendredi 13 septembre de 15 heures à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part 9, rue Hoche, 92130 Issy-les-Moulineaux.

M. Jean-Michel Soufflet, son fils son fils, et son compagnon, M. Zubaid Ansari, son fils Maël,

Mlle Alison Antoni, sa petite-fille,

Mme Françoise Vic-Dupont, Mme Françoise Vic-Dupont sa compagne, et ses enfants, Véronique, Alixe, Thibault, leurs conjoints, Maki, Fred, Nitaya, ainsi que leurs enfants, Maxime, Noémie, Anouck, Ging,

sa famille et ses amis, l'ensemble des collaborateurs du Groupe Soufflet

ont l'immense tristesse de vous faire part du décès de

M. Michel SOUFFLET

survenu le 8 septembre 2024, dans sa 95° année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 16 septembre, à 15 heures, en l'église de Nogent-sur-Seine (Aube).

L'inhumation aura lieu dans la stricte intimité familiale, au cimetière de Nogent-sur-Seine.

Fleurs naturelles bleues ou blanches ou des dons sont possibles au Secours catholique.

Ou'il repose en paix.

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances Cet avis tient lieu de faire-part

Jean-Michel Soufflet, quai Sarrail, boîte postale 12, 10400 Nogent-sur-Seine.

La Croupte (Calvados).

Pauline Wautier, sa fille, Jean-Baptiste et Claudine Wautier, son fils et sa belle-fille,

Matthieu, Marie, Thomas, ses petits-enfants,

Maryvonne et Jean-Claude Lemaire, sa belle-sœur et son beau-frère, Marc et Sylvie Séguinot.

ses neveux et nièces, toute la famille et ses amis

ont la tristesse de vous faire part du décès de Jean-Luc WAUTIER

professeur éméi de médecine,

survenu le 6 septembre 2024, à La Croupte, à l'âge de 81 ans Un recueillement aura lieu le vendredi 13 septembre, à 15 heures, en l'église de Livarot (Calvados), suivi de l'inhumation au cimetière de La Croupte.

Que des fleurs naturelles Que soient remerciées toutes les personnes qui partagent notre peine

Bois-le-Roi (Seine-et-Marne) Hélène, Sophie, Olivier, Hélène, Sophie, Olivier, ses enfants, Caroline, Alexandre, Valentin, Antoine, Amélie, Laura, Hugo, ses petits-enfants, Arthur, Éloïse, ses arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de M. Jean-Claude ZEJMA architecte.

survenu le 8 septembre 2024, à l'âge de 79 ans, à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes).

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre, à Bois-le-Roi, le vendredi 13 septembre, à 10 h 45.

messes et anniversaires

À l'occasion du

350° anniversaire de l'arrivée des premiers pensionnaires à l'Hôtel des Invalides

la messe de la Fondation de l'Hôtel des Invalides sera célèbrée le dimanche 15 septembre 2024, à 11 heures, en la cathédrale Saint-Louis des Invalides, Paris (?), par S.E. Mgr Antoine de Romanet de Beaune.

disparition

James Earl Jones, la voix de Dark Vador



James Earl Jones a inspiré la peur à des millions d'amateurs de cinéma grâce à sa voix sépulcrale

on, je suis père » acteur tiples talents, James Earl Jones a inspiré la peur à des millions d'amateurs de cinéma grâce à sa voix sépulcrale de Dark Vador dans la saga *Star Wars*. Il s'est éteint lundi à l'âge de 93 ans, ont annoncé rage ut 35 ais, oit ainforce ses agents. Au-delà de ses rôles de doublage, notam-ment en tant que Mufasa dans Le Roi lion, l'acteur dans Le Roi tion, l'acteur afro-américain, souvent af-fublé d'une moustache en chevron, est reconnu pour sa longue carrière tant sur le grand écran que sur les

planches. Rien ne le prédestinait pourtant à devenir l'une des voix les plus emblématiques de l'histoire du cinéma : jusqu'à ses 8 ans, le jeune James Earl Jones ne parlait quasi-ment pas en raison d'un im-portant bégaiement. «Bégayer est douloureux. Au catéchisme, j'essayais de lire les cours et les enfants derriè re moi se roulaient par terre de rire», raconte-t-il en 2010 au Daily Mail. Né en 1931 dans le Mississippi, État ségrégationniste du Sud, Ja-mes Earl Jones déménage à 5 ans avec sa famille dans le Michigan, dans le nord des États-Unis. Il retrouve fina lement le contrôle de son élocution grâce à la récita-tion de poèmes, à l'initiative de son professeur d'anglais,

lui-même poète.

Débuts à Broadway Le jeune homme n'envisage pour autant pas encore une vocation artistique, mais plutôt des études de médecine, voire d'entrer dans les ordres. «Je ne pensais pas devenir acteur. Même quand j'ai commencé des études de comédien, je m'imaginais soldat. Et l'idée d'être acteur ne m'est pas venue avant la fin quasiment de mon service militaire», explique James Earl Jones en 1998 à la chaî-

ne publique américaine PBS. Après avoir terminé son engagement dans l'US Army au grade de lieutenant, il déménage à New York au milieu des années 1950 pour tenter de devenir acteur, tandis que la nuit il travaille comme concierge. «J'ai nettoyé pas mal de toilettes », confie-t-il à la radio NPR en 2014. L'acteur fait ses débuts à Broadway en 1958 avec la pièce Sunrise at Campobello au Théâtre Cort, renommé en 2022 Théâtre James Earl Jones. Entre 1961 et 1964, il joue à New York dans The Blacks (Les Nègres), de Jean Genet, aux côtés notam-ment de la poétesse Maya

Angelou. Son premier rôle au ciné

lamour, de Stanley Kubrick, où il incarne le lieutenant Zogg à bord d'un bombar-dier B-52. La thématique militaire reviendra fré-quemment dans sa filmographie, notamment à tragraphie, notamment a tra-vers son rôle de l'amiral Greer dans la saga de films Jack Ryan (À la poursuite d'Octobre Rouge, Jeux de guerre, Danger immédiat), ou d'un sergent-major dans Jardins de pierre, de Coppola

Reconnu en 1969 Sa première reconnaissance par le milieu arrive en 1969 avec sa victoire aux Tony Awards, récompenses du théâtre américain, pour son rôle-titre dans la pièce L'Insurgé. Elle raconte l'histoire vraie de Jack Johnson, premier boxeur afro-américain champion des poids lourds, et du «grand espoir blanc» at-tendu par le public blanc américain pour le détrôner.

Succès critique, la pièce sera adaptée en film dès l'année suivante. James Earl Jones y reprend le rôle de Jack Johnson et sa performance lui vaudra une nomimance iti vatura une nomi-nation aux Oscars et une victoire aux Golden Globes. En tout, l'acteur sera nom-mé quatre fois aux Tony Awards entre 1969 et 2012, Awards entre 1969 et 2012, et en remportera deux, de même qu'un Tony spécial pour l'ensemble de sa car-rière en 2017. Le cinéma le distingue également en 2011

avec un Oscar d'honneur. avec un Oscar d'honneur. Son rôle le plus embléma-tique ne le verra jamais ap-paraître à l'écran, cepen-dant. George Lucas, le créateur de Star Wars, le choisit en effet, après avoir envisagé Orson Welles, pour interpréter la voix de celui qui deviendra le méchant le plus célèbre de l'histoire du cinéma, Dark Vador. «George voulait une voix plus sombre. Donc il a embauché un gars né au Missis sippi, qui a grandi dans le Misapp, qui dégaie, et cette voix, c'est moi», raconte Ja-mes Earl Jones dans une in-terview de 2009 à l'Ameri-

can Film Institute L'acteur ne voulait pas au départ que son nom appa-raisse au générique des premiers épisodes de Wars, estimant que son travail s'apparentait plus à des effets spéciaux, et préférant que la reconnaissance re-vienne à l'acteur derrière le masque, David Prowse, se lon le magazine spécialisé Far Out. Parmi ses autres rôles proéminents, figure celui du roi Jaffe Joffer dans Un prince à New York, ou le méchant Thulsa Doom dans Conan le barbare.

RÉCIT



Comment Matignon est devenu la maison du chef de gouvernement



près la Grande Guerre fleurit un courant d'idées favorable au renforcement du rôle du président du Conseil. Les lois constitutionnelles de 1875, qui tiennent lieu de Constitution de la III République et demeureront en vigueur jusqu'en 1940, ne disaient not du chef du gouvernement. La fonction de président du Conseil, supprimée en 1849, avait été restaurée en 1876. Mais, jusqu'en 1914, ce dernier cumulait toujours ses fonctions de chef de gouvernement et un portefeuille ministériel, le plus souvent régalien (Intérieur, Affaires étrangères). En 1917 encore, Georges Clemenceau, appelé à la présidence du Conseil, se réserve le ministèrie de la Guerre. Et c'est installé à l'hôtel de Brienne, rue Saint-Dominique, qu'il dirige le pays et va devenir le «Père la Victoire » Dès 1911, un maître des requêtes au Conseil d'État, Henri Chardon, avait préconisé de doter enfin la présidence du Conseil de services permanents (ils n'existaient pas à l'époque). Sa thèse n'allait nullement de soi dans la France républicaine d'alors, qui manifestait un culte pour le Parlement, seul habilité à exprimer la souveraineté nationale. Puis la création, en 1917, par les Britanniques, du Cabinet Office, chargé de renforcer la coordination du travail gouvernemental en temps de guerre, parait à Henri Chardon corroborer ses réflexions.

Aussitôt après l'Armistice, un autre maître des re-

Aussitôt après l'Armistice, un autre maître des requètes au Conseil d'État, agé pour sa part de 36 ans, Léon Blum, publie Lettres sur la réforme gouvernementale (Grasset). Le haut magistrat a découvert les réalités de l'exercice du pouvoir entre 1914 et 1916, lorsqu'il était directeur de cabinet du socialiste Marcel Sembat, ministre des Travaux publics. Or Léon Blum plaide pour une autorité accrue du président du Conseil. Il prend l'exemple du Conseil des ministres, censé être le lieu où le gouvernement délibére de façon collective sur les grandes décisions. «Bien que la lo prévoie en maintes occasions des résolutions arrêtées en Conseil des ministres, le Conseil n'a point de secrétaire, point de procès-verbal, point d'archives. Aucune de ses soi-disant décisions ne revêt une forme précise et certaine », fait valoir Léon Blum. «Deux ministres revenant chacun, après déjeuner, à son cabinet, en peuvent conserver chacun un souvenir différent, quand ils ne l'ont pas parfaitement oublié, l'un et l'autre, dans l'abondance des affaires effleurées » Tout en multipliant les assurances de fidélité au régime parlementaire, l'auteur résume sa proposition : «conférer à la présidence du Conseil, en matière d'administration et de législation générale, des pouvoirs analogues à ceux que le ministre des Finances s'est acquis par une longue et heureuse suite d'usurpations sur tout ce qui touche les dépenses publiques ». Le juriste recommande de s'inspirer, dans l'art de gouverner, des méthodes de la grande industrie. Une position acrobatique pour un socialiste puisque, à

En 1935, le président du Conseil s'installe pour la première fois au 57, rue de Varenne, qui avait connu plusieurs hôtes prestigieux depuis le XVIII^e siècle. Second volet de notre récit en deux parties.

l'époque, la SFIO se veut un parti révolutionnaire dont l'objectif ultime demeure, officiellement, la fin de la propriété privée et la dictature du prolétariat. Pour prévenir les critiques que son livre ne manquerait pas de faire surgir dans sa famille politique, Léon Blum ajoute que, si l'exercice de l'État ne s'inspire pas des méthodes du privé, c'est celui-ci qui lui imposera ses lois : «Ce pays est las de l'effort inefficace, de l'agitation en pure perte. Il veut un gouvernement qui marche sous une impulsion ferme et constante, dans un sens clairement déterminé. Il veut entendre ce rythme joyeux de la machine bien réglée qui avance et qui produit, plaide l'auteur. Nous savons que son exigence est légitime est qu'elle répond à l'instinct même de la conservation. À nous de prouver qu'elle n'est pas incompatible avec le régime parlementaire. (...) À nous d'emmécher que l'on cherche ailleurs. »

ide at conservations. A notice by printer dur the rest push incompatible awee le régime parlementaire. (...) À nous d'empécher que l'on cherche ailleurs. »

Des hommes politiques de droite, conservateurs (Louis Marin) ou modérés (Pierre-Étienne Flandin, André Tardieu, avancent des propositions plus ambitieuses encore dans les années 1920 et la première moitié des années 1930. Tardieu, en particulier, fait figure de recours pour la droite parlementaire à l'époque et multiplie les livres sur le sujet. Il écrira bientôt avec amertume : « Tout président du Conseil, dès qu'il prend place, a l'impression directe de sa précurité devant la masse amorphe et puissante, dont il sort » (La Révolution à refüre, tome Il : La Profession parlementaire). Après les émeutes du 6 février 1934, un gouvernement d'union nationale, allant des radicaux-socialistes à la droite de tradition, est constitué et dirigé par l'ancien président de la République Gaston Doumergue. Tardieu en fait partie et pousse à renforcer les prérogatives de l'exécutif. Doumergue présente un projet de révision constitutionnelle modeste au regard des préconisations de son ministre, mais c'est encore trop : les socialistes accusent Tardieu de césarisme et les radicaux-socialistes dénssionner.

Son successeur, Pierre-Étienne Flandin, revoit les ambitions des rénovateurs à la baisse. À défaut de révision constitutionnelle pour fortifier l'exécutif, il entend au moins conférer au président du Conseil

une existence administrative, c'est-à-dire un budget, des services, des bureaux. Après une négociation approfondie avec les parlementaires, le chef du gouvernement réussit à faire adopter un amendement qui devient l'article 23 de la loi de finances pour 1935, ainsi libellé : «Le ministre chargé de la présidence du Conseil a sous sa direction : les services administratifs de la présidence du Conseil, la direction générale des services d'Alsace-Lorraine; le secrétariat général du Conseil supérieur de la défense nationale : le Conseil national économique; le Conseil national de la maind'œuvre; les services de la statistique générale de la France. » Alisai est née une instance cruciale, le se-crétariat général du gouvernement, chargé de la coordination du travail intergouvernemental, tandis que des services étaient rattachés au chef du gouvernement en raison du caractère prospectif de leur mission (en matière de défense, d'emplo, d'économie et de statistiques) ou de préoccupations d'époque (« prendre soin » des trois départements récupérés au terme de la Grande Guerre et à qui les pouvoirs publics avaient permis de conserver des spécificités juridiques dont la plus connue est la non-application de la loi de 1905 et le maintien du Concordat). Fort de cette base légale, Flandin peut adopter un décret organisant ses services administratifs. On commence modestement, pour ne pas effrayer les Chambres. Le secrétaire général du gouvernement a le droit de recruter 14 chargés de mission. Rédacteurs, commis, huissiers et gardes républicains sont affectés à la présidence du Conseil.

« Le ministre chargé
de la présidence du Conseil
a sous sa direction : les services
administratifs de la présidence
du Conseil; la direction générale
des services d'Alsace-Lorraine;
le secrétariat général du Conseil
supérieur de la défense nationale;
le Conseil national économique;
le Conseil national de la
main-d'œuvre; les services de la
statistique générale de la France »
Article 23 de la loi de finances pour 1936

Mais où s'installer? Doumergue a, semble-t-il, été le premier à songer au 57, rue de Varenne. En novembre 1918, l'ancienne ambassade d'Autriche-Hongrie, placée sous séquestre, avait fait l'objet d'un procès entre le gouvernement français et la toute jeune République autrichienne. Puis les plaideurs avaient transigé et la France avait fini par acheter l'hôtel Matignon. Depuis lors, le lieu abritait des services administratifs de second plan. Flandin, jugeant l'idée de s'installer là excellente, la reprend à son compte et aboutit. Les parlementaires du temps jugent tout naturel d'occuper des hôtels particuliers attachés à des grands noms de l'Ancien Régime. Un tel cadre de travail est bien sûr flatteur et plein d'agrément. Mais il existe également une autre rai-

son à une telle prédilection pour l'ancien : la République a voulu s'installer dans les palais légués par la monarchie, de même que les députés, des juin 1789, ont prétendu exercer seuls la souveraineté auparavant accaparée par le monarque. Prendre possession de ces lieux d'exception, c'est aussi symboliser un transfert de puissance. Ainsi est née l'expression des «palais de la République». Flandin est le premier hôte de Matignon, au prin-

«palais de la République».
Flandin est le premier hôte de Matignon, au printemps 1935, après plusieurs mois de travaux. La présidence du Conseil, entendue comme institution administrative pérenne, a enfin vu le jour. L'année suivante, Léon Blum s'installe à Matignon au lendemain de la victoire de la coalition de Front populaire aux législatives d'avril-mai 1936. Peu après commencent des grèves sectorielles qui se muent en grève générale dèbut juin. Le 7 juin, le président du Conseil invite syndicats ouvriers et représentants du patronat au 57, rue de Varenne pour négocier sous son arbitrage. Photographes et cameramen se pressent dans la cour d'honneur. Aux actualités cinématographiques, le public découvre l'hôtel de Matignon, où arrivent les six négociateurs de la CGT (dont Benoît Frachon et Robert Belin), les quatre représentants patronaux ainsi que deux ministres (lean-Baptiste Lebas, ministre du Travail, et Roger Salengro, ministre de l'Intérieur) et le sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil (Marx Dormoy). Les protagonistes négocient autour de la grande table ovale du conseil de cabinet, au rez-de-chaussée. Les accords mettant fin à la grève générale, aussitôt baptisés «accords de Matignon», sont signés dans la nuit du 7 au 8 juin 1936.

Un peu en retrait, un homme joue un rôle clé lors de ces jours fiévreux : Jules Moch, que Léon Blum a nommé secrétaire général du gouvernement. Polytechnicien, l'homme a été député SFIO de la Drôme pendant huit ans mais vient alors d'être battu aux législatives de 1936. Désireux de s'attacher son concours, Léon Blum le nomme à la tête de cette instance administrative à peine née. Jules Moch devient un chef d'état-major du président du Conseil. L'intéressé est chargé des fonctions qui demeurent, encore de nos jours, celles du secrétaire général du gouvernement : assister aux Conseils des ministres, assurer le secrétairat des séances, préparer l'ordre du jour, les convocations et, surtout, veiller à la coordination du travail interministériel en vue de préparer les textes législatifs et réglementaires soumis à la délibération du Conseil. Jules Moch assure également, de façon discrète, des tâches plus politiques, en particulier l'aide militaire clandes-tine au Frente Popular espagnol après le déclenchement de la guerre civile (il est, à cette occasion, en contact avec Jean Moulin, à l'époque membre du cabinet de Pierre Cot, ministre des l'Quir.).

Le Front populaire sis des l'aides de définitivement au printemps 1938. Édouard Daladier devient président de Conseil.

Le Front populaire se disloque définitivement au prin Front populaire se disloque devient président du Conseil. Et, malgré les vicissitudes de notre histoire institutionnelle, le pli est pris : l'on ne cessera plus désormais de dire «Matignon» pour signifier «le chef du gouvernement».

Découvrez la version intégrale de ce récit sur lefigaro.fr

POLITIOUE

Quel parcours pour Michel Barnier, vingt-sixième premier ministre de la Ve République?

Titulaire le plus âgé de la fonction, le cinquième premier ministre d'Emmanuel Macron a décroché son premier mandat sous la présidence de Georges Pompidou.



Benjamin des députés en 1978, passé par quatre mi-nistères, comme François Fillon avant lui, Michel Barnier est le seul chef du gouvernement avec Raymond Barre à avoir été commissaire européen avant d'entrer à Matignon.

■ Tenir jusqu'au 15 février

Michel Barnier est le cinquième premier ministre d'Emmanuel Macron en un peu plus de sept ans. Seul François Mitterrand en avait nommé plus, sept, dont deux de cohabitation, en deux septen-nats. Quatre chefs du gouvernement s'étaient succédé sous Jacques Chirac en douze ans et trois souceue sous Jacques Chirac en touze ans et trois sous les dix ans de la présidence du général de Gaulle. Valéry Giscard d'Estaing a effectué un sep-tennat qui a compté deux premiers ministres. Trois présidents sont restés cinq ans à l'Elysée : sur cette période, François Hollande a eu trois partenaires à Matignon et Georges Pompidou, deux; seul Nicolas Sarkozy a effectué la totalité de sa présidence avec un seul titulaire de la fonction (François Fillon).

En privé, Emmanuel Macron confie espérer que la solution Barnier soit pérenne jusqu'à la fin de son second mandat, en 2027. Si c'était le cas, le nouvel second mandat, en 2027. Si c'etait le cas, le nouvei hôte de Matignon pourrait atteindre une douzième place, sur vingt-six, dans le classement de la longé-vité des premiers ministres, dépassant, pour la présidence Macron, les 682 jours de Jean Castex, les

603 jours d'Élisabeth Borne et les 240 jours de Gabriel Attal, mais ne pourrait pas dépasser les 1145 jours d'Édouard Phi-lippe. À l'inverse, il lui faut tenir au moins jusqu'au 15 fé-vrier prochain pour ne pas battre le record de brièveté, à ce jour o nu par Bernard Cazeneuve (160 jours).

■ Un benjamin devenu doyen À 73 ans, Michel Barnier est le doyen des premiers ministres au jour de sa nomination, alors que Gabriel Attal, à nomination, alors que Gabriel Attal, 34 ans, en est le benjamin. Jamais un septuagénaire ne s'était installé à Matignon depuis Léon Blum lors de son second passage à ma tête du gou-vernement, en 1946.

Mais, au début de sa carrière politique, le nouveau premier ministre détient trois trophées de benjamin. Benjamin des conseillers généraux (aujourd'hui conseillers dé-partementaux), lorsqu'il a décroché son tout premier mandat électif, devenant en 1973, à 22 ans conseiller général du canton de Bourg-Saint-Maurice (Savoie). Puis benjamin de l'Assemblée nationale, en 1978, à 27 ans, lorsqu'il reprit au PS la 2º circonscription de la Savoie longtemps détenue par le ministre centriste Joseph Fontanet, En 1982.

prenant la tête du département de la Savoie, il fut aussi, à 31 ans, le plus jeune des présidents de conseil général - record battu depuis par l'actuel ministre des Armées, Sébastien Lecornu, élu pré-sident du conseil départemental de l'Eure à 28 ans.

Benjamin de l'Assemblée nationale en 1978, Mi Benjamin de l'Assemblee nationale en 1978, Mi-chel Barnier partage ce titre avec François Fillon, benjamin lors de la législature suivante (1981) et seul autre benjamin à être également devenu plus tard premier ministre, François Baroin (1993), Jean-François Copé (1995),

1993), Jean-François Cope (1995), Laurent Wauquiez (2004), Olivier Dussopt (2007) ou Marion Maré-chal (2012). L'actuel benjamin est Florian Termet, député RN du Morbihan, âgé de 22 ans. Sous la IIIe République, Pierre Mendès France (1932) et Jac-ques Doriot (1924) avaient aussi été, à 25 ans, les plus jeunes dé-

putés de France. Député de 1978 à 1993, Barnier fut ensuite sénateur de la Savoie, élu en 1995 mais ne siégeant que de 1997, après son dé-part du gouvernement, à 1999, lorsqu'il fut nommé commissaire européen. Avec Michel

Debré, Jean-Pierre Raffarin et François Fillon. ll est l'un des quatre sénateurs devenus pre-mier ministre. Maurice Couve de Murville, Pierre Mauroy et Michel Rocard ont siégé au Palais du Luxembourg après Matignon.

À la tête de quatre ministères

Dans sa carrière gouvernementale, Michel Barnier a exercé quatre fonctions différentes : l'Environneexerce quatre tonctions dimerines: 1 Environme-ment (1993-1995), les Affaires européennes (1995-1997), les Affaires étrangères (2004-2005) et l'Agri-culture (2007-2009). Il est ainsi le deuxième chef de gouvernement à être passé par l'Environnement ou l'Écologie, après Élisabeth Borne, et par les Affaires européennes, après Bernard Cazeneuve.

Le ministère de l'Agriculture a donné à la France Le ministère de l'Agriculture a donné à la France trois autres chefs du gouvernement : Jacques Chirac, Édith Cresson et Michel Rocard. Ce fut le cas sous la III^e République pour Henri Queuille et André Tardieu et, sous la IV^e, pour Pierre Pfilmlin. Trois autres premiers ministres avaient occupé le

Trois autres premiers ministres avaient occupe le Quai d'Orsay avant d'aller à Matignon : Maurice Couve de Murville, Alain Juppé et Dominique de Villepin. Notons que plusieurs chefs du gouverne-ment sont ensuite devenus chefs de la diplomatie : Michel Debré, Laurent Fabius, Jean-Marc Ayrault

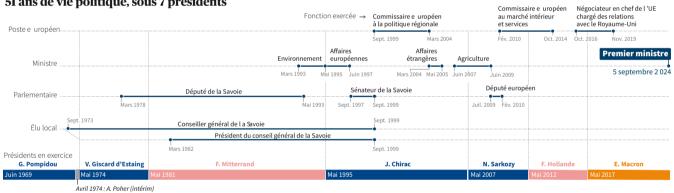
Michel Debre, Laurent Fabus, Jean-Marc Ayratut et Alain Juppé qui a ainsi été au Quai avant puis après avoir été premier ministre.

Quatre ministères différents avant Matignon, pour Barnier, c'est presque un record. Seul Jacques Chirac avait préalablement occupé cinq postes (secrétaire view préalablement) d'État à l'Emploi, puis aux Finances, ministre des Relations avec le Parlement, de l'Agriculture et de l'Intérieur), François Fillon est également passé par quatre ministères (Enseignement supérieur, Télécommunications et Recherche, Travail, Éducation).

■ Commissaire européen, comme Barre Michel Barnier a effectué une longue carrière euro

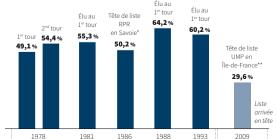
péenne. Mais pas principalement comme député euro-péenne. Mais pas principalement comme député européen. Tête de liste UMP pour la région Île-de-France en 2009, où il est arrivé largement premier (29,6 % devant les 20,3 % de la liste PS d'Harlem Désir), il n'a siégé que six mois au Parlement de Strasbourg puisqu'il est redevenu commissaire européen en février 2010, en charge du marché in-tériorest des cercien. Computés de sine une fut. europeen en fevrier 2010, en charge du marche in-térieur et des services. Ce mandat de cinq ans fut son second au sein de la Commission européenne, où il avait siégé une première fois de 1999 à 2004; il était alors en charge des politiques régionales, se-cond budget de l'Union après la politique agricole commune. Il n'est que le deuxième premier minis-tre français à avoir exercé cette fonction. Avant lui, seul Raymond Barre avait été commissaire euro-péen, de 1967 à 1973. Édith Cresson le fut également (1995-1999), mais après avoir quitté Matignon.

51 ans de vie politique, sous 7 présidents



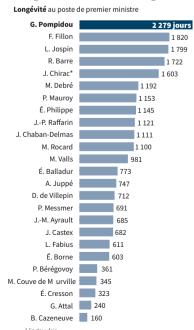
Avant d'être premier ministre, Michel Barnier a été...



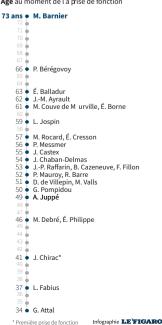


* Scrutin proportionnel par départements ** Scrutin proportionnel par circonscriptions interrégionales

Ses prédécesseurs à Matignon



Âge au moment de la prise de fonction



DÉBATS

Crise de l'école, effacement de l'autorité... Hannah Arendt avait anticipé les impasses du monde moderne

PROPOS RECUEILLIS PAR

Eugénie Boilait

LE FIGARO. - Pourquoi avoir choisi Hannah

LE FICARO. - POUrquioi avoir cnoisi Hannan Arendt pour accompagner vos réflexions? BÉRÉNICE LEVET. - «On a rendez-vous avec peu de choses dans notre vie, avec peu de textes, peu de lieux...» Ces mots du romancier Pierre Michon, que j'ai placés en exergue de mon livre, résument blien ma rencontre avec Hannah Arendt, ce qu'elle a à la fois de fortuit et de décisif. Et puis, au risque de sembler tatillon, elle la 'accompagne pas seule-ment mes réflexions, elle les fonde. Je lui dois la ment mes retreatons, ette tes fonde. Je tut dois la philosophie qui m'inspire, l'idée de l'homme qui me porte et que, au fil de mes livres et interven-tions, je tente de défendre : cette anthropologie de la transmission sans quoi in 'est pas d'humanité ni de civilisation possible.

Une phrase fit mouche dès mes premières lectures : « Avec la conception et la naissance, les parents n'ont pas seulement donné la vie à leurs enfants; ils les ont en même temps introduits dans un monde.» En pensant la naissance comme entrée dans un monde, Arendt noue une magnifique intrigue, cel-le de la condition humaine. Elle articule d'emblée l'individu à une réalité plus vaste, plus haute que la sienne. Car le monde, au sens arendtien, ce sont les produits faits de mains d'homme, les concrétions historiques – langue, mœurs, codes, lois, paysages, monuments - qui donnent au corps social et politique sa consistance et sa durabilité. Il ne se conjugue pas au seul présent. Il est ce qui triomphe de l'épreuve du temps, ce qui dure.

Truisme, dira-t-on! Assurément. Mais le monde rrusine, unra-t-on! Assurement. Mais le monde moderne, et singulièrement le monde dans lequel nous sommes venus à vivre depuis les années 1960-1970, repose sur la fiction de l'homme-mo-nade et s'est employé à nier, disqualifier, voire cri-minaliser ce qui était tenu pour des besoins fondainitialiser ce qui retait tenti pour des besoins initia-mentaux de l'être humain. Hannah Arendt – mais aussi Simone Weil ou Péguy – ne propose rien d'extravagant. Elle vient simplement, mais salu-tairement, répliquer à l'orgueil du monde moderne et donner aux revendications toujours plus sonores des peuples leurs fondements anthropologiques des peuples leurs fondements anthropologiques. Le point aveugle de la modernité, son péché originel, est d'avoir prêté des vertus, toutes les vertus, à la déliaison, à la désaffiliation. Je suis frappée par le fanatisme de « l'émancipation» : à chaque nouveau lien rompu, nous plantons le drapeau de la victoire! En janvier dernier, Guillaume Trichard, le grand maître du Grand Orient de France publiait une tribune dans Marianne en faveur de l'euthanasies : « La France est en returd sermonnait-il. Il nous sie: «La France est en retard, sermonnait-il, il nous faut désormais pouvoir émanciper notre mort!»

Pourquoi parler de pêché? Parce que c'est une im-passe pour la civilisation – dont la continuité est menacée – et pour l'individu – vidé de substance, vivant à la surface de lui-même et n'ayant plus d'autre horizon que sa personne, que son « identité ». Ce ne sont pas les droits qui font une vie hu-maine, ce sont les liens, les attachements, les fidé-lités, les devoirs. Le résultat est là, sous nos yeux, crucifiant. Une formule qui n'est pas qu'une formule, résume et éclaire lumineusement notre pré sent : «L'homn e moderne a perdu le monde pour le

réalité. Cela va du sentimentalisme, de ce que Kunreante. Leia va du sentimentaisme, de ce que Kundera appelle le lyrisme ou le kitsch, à toutes les constructions intellectuelles en passant – et c'est un point majeur – par les clichés, les formules toutes faites ou l'éloquence torrentielle dans laquelle excelle notre président. Et voici désormais - mais Arendt avait magistrale

ment anticipé la chose - le réel sacrifié sur l'autel du «ressenti». Les apparences ont perdu toute autorité. Il appartient à chacun de définir son sexe, son «genre» sans aucun étayage dans un donné objectif et nous sommes tous sommés d'entrer le objectif, et nous sommes tous sommes de entrer le jeu. La frontière qui sépare le réel du fictif est en-tièrement effacée. Que l'on refuse de voir une fem-me dans un homme, un homme dans une femme suffit à vous condamner, médiatiquement pour le sumt a vous condamner, meanatquement pour le moins. Observez avec quelle évidence, journalis-tes, commentateurs, directeurs et conservateurs de musée, commissaires d'exposition, nombre de professeurs, cinéastes, romanciers inscrivent le réel dans cette intrigue des plus indigentes : les femmes, les minorités, la diversité méprisée, do-minés, troussés par le « mâle blanc hétérosexuel » L'Occident, clef qui ouvre et ferme toutes les ser-rures! On croyait les idéologies derrière nous, ces grands récits à la logique implacable, mais elles

grants rectis a la logique impacatore, india circs sont de retour, plus vaillantes que jamais. L'essai qu'Arendt consacre à la violence gagnerait à être médité par nos politiques et aspirants à des postes de responsabilité. Arendt n'a eu de cesse de dénoncer la passion politique d'instituer des

c'est que la perte du passé, la rupture de la transmission est une mutilation pour l'être humain »

Bérénice Level

«commissions d'experts» – ce «refuge habituel de l'homme moderne par rapport à la réalité», raillait-Tromme mouerne par rappor a ta reame », raman-elle – chargées de spéculer sur les causes profondes de la montée de la violence, de la désobéissance aux lois, à produire un «tas d'hypothèses sur la mentalité du criminel» et qui ne servent qu'à une chose : «dissimuler ce fait éclatant que nul ne parvient à lui mettre la main au collet ». Les citovens ne demandent rien d'autre que des politiques qui re-nouent avec le réel, des politiques rapatriés sur la terre des hommes, loin de toutes les constructions progressistes, fort inamicales, montre si bien Arendt, à l'homme de chair et de sang

Arendt puise aussi dans le christianisme une anthropologie autre que celle de l'homme auto-engendré, cause de lui-mème... C'est un aspect par trop méconnu de son itinéraire

C est un aspect par trop meconnu de son inneraire et de son inspiration. Avant que la grande histoire, le nazisme et l'antisémitisme, ne frappe ses deux coups, Arendt se vouait à la philosophie et à la théologie. Sa thèse portait sur «saint Augustin et le concept d'amour», son «bon vieil Augustin », comme elle-même l'appelait, qui l'escortera jusqu'à la fin de sa vie. Ses premières incursions dans le jour-nalisme, dans les années 1930, sont presque tou-jours liées au christianisme.

Sa philosophie entière en porte l'empreinte. Sa philosophie entiere en porte i empreinte. A commencer par la notion de « naissance », qu'elle seule a conceptualisée. C'est en assistant à une re-présentation de l'oratorio de Haendel Le Messie qu'elle eut la «révélation du sens métraphysique de la naissance », comme elle l'écrira le soir même à son mari Heinrich Blücher, concluant : «Le chris itanisme c'est quelque chose. » Arendt doit ainsi au christianisme et à saint Augustin de penser l'homme comme commencement, comme porteur d'un élément de renouveau et donc capable d'infléchir le cours en apparence fatal des choses. Mais les notions de « cœur intelligent », sa défini-tion de la liberté comme faculté d'accomplir des « miracles » sortent tout droit de la Bible et des Évangiles.

L'autre point fondamental est, comme vous le relevez, les profondes affinités qui la lient à l'anthro-pologie chrétienne, pensée de la finitude. Dans le texte qu'elle consacre à Péguy, à Bernanos et à Chesterton, elle a cette phrase magnifique : « Ce fut le christianisme qui leur apprit que rien d'humain ne peut exister au-delà des larmes et du rire

Parmi les raisons de ce que l'on pourrait appeler

Parmi les raisons de ce que l'on pourrait appeler le «déclin de l'Occident», Arendt évoque le rapport problématique de nos sociétés aux traditions et donc au passé... ce n'est pas une raison parmi d'autres, c'est l'im-passe, et la brutalité, du monde moderne, singu-lièrement du progressisme. La modernité s'est grisée de marche en avant et a passé par pertes et et profits le besoin humain de stabilité, de continui-té. «Le monde devient inhumain, impropre aux be-soins humains – qui sont besoins de mortels – lors-qu'il est emporté dans un mouvement où ne subsiste qui test emporte dans un mouvement ou ne saussiste aucune espéce de permanence. » Arrendt est assurément le premier penseur de la cruauté de la «société liquide». Son expérience de l'exil n'est sans doute pas étrangère à l'attention qu'elle porte à cet aspect de la condition de l'homme moderne. Elle sait la vulnérabilité d'une vie privée de la familiarité d'un fover

Ce que montre très bien Arendt, c'est que la perte du passé, la rupture de la transmission est une mu-

tilation pour l'être humain. Qu'est-ce qu'un hom-me sans son histoire, sans l'histoire de la communuté historiquement constituée dans laquelle il entre en naissant? « Un produit de la nature, rien de personnel. » Un être sans passé, sans mémoire, est un être amputé de la dimension de la profondeur un etre ampute de la dimension de la proiondeur «car la mémore et la profondeur son la même cho-se, ou plutôt la profondeur ne peut être atteinte par l'homme autrement que par le souvenir ». Et qu'on ne vienne pas nous objecter que le passé n'est pas perdu, qu'il n'est en rien aboli, que la Co-

n est pas percut, qui in est en rien anoii, que la Co-médie-Française continue d'inscrire à son réper-toire les pièces de Molière, de Racine, de Corneille. Un passé vivant oblige, il nous donne «une leçon de maintien», on croit «l'entendre» et l'on se redres-se, pour paraphraser Colette, tant il est grand, noble, digne. Un passé vivant, c'est un passé nourri-cier, un passé qui n'est pas un simple «ornement», mais un «fondement», selon la bel-le distinction de Montaigne.

Vous analysez, à l'aune de votre lecture d'Hannah Arendt, les sources de la crise de l'autorité que nos sociétés connaisser Que pouvez-vous nous en dire?

« Autorité» : le mot sonne latin. Aussi, pour penser la question, Arendt emprunte-t-elle la voie roser la question, Arendt emprunte-t-elle la voie ro-maine. Et ce qu'elle rapporte de son exploration est remarquable. Il y a crise de l'autorité, montre-t-elle, dés lors que les hommes qui nous gouver-nent ne s'autorisent guère que d'eux-mêmes, c'est-à-dire qu'à travers eux rien de l'œuvre des bâtisseurs, des fondateurs de notre civilisation ne rayonne. Seul fait autorité le pouvoir qui est com-me augmenté par l'héritage des siècles et qui laisse percer le souci d'assurer un avenir à la civilisation dont il a la responsabilité – ce qu'incarnait émi-nemment le général de Gaulle. Ce qui fait l'homme politique, c'est précisément de s'inscrire dans une temporalité qui n'est pas celle de la pure actualité. Il a à répondre de ses décisions devant les vivants, ses contemporains, certes, mais non moins devant les morts et devant ceux qui naîtront après nous. Un présent indifférent aux fondations est comme condamné à la crise de l'autorité et donc à la fragilité et à l'instabilité.

lité et à l'instabilité.
Nos responsables politiques actuels ne sont guère plus épais qu'une carte à jouer. Ils ne sont lestés d'aucun passé. Quelle confiance pouvons-nous placer en eux, et, partant, comment pourraient-ils faire autorité? Les gouvernants passent et le peuple demeure et veut demeurer. Gageons que si Mi-chel Barnier rallie aujourd'hui le suffrage de l'opi-nion, il le doit en grande partie à sa prestance. Nous voulons croire qu'il y a en lui plus que sa seule personne et peut-être quelque chose de la France

La philosophe voit en l'enfant la possibilité d'un renouveau à chérir. Mais elle insiste aussi sur les vertus d'une école « conservatrice ».

Sur les vertus a une econe «conservarice».

Comment expliquer cet apparent paradoxe?

Ce texte a été publié en 1958 et nous refusons toujours de nous laisser instruire par ce qu'il contient.

Et pourtant, je ne pense pas que l'on puisse refonder (et non réinventer) notre civilisation sans en tenir compte. Le paradoxe n'est qu'apparent, car ce que montre très bien Arendt, c'est qu'en élevant et en éduquant l'enfant selon la morale du jour ou et en eduquant l'entant seion la morate du jour ou plutôt selon les injonctions des maitres de l'heure -car la morale, le bien et le mal, la loi naturelle ne varient pas au fil du temps, contrairement à ce qu'on ne cesse de nous dire -, on l'adapte au mon-de comme il est, comme il va. On étouffe cet élément de renouveau dont il est porteur par naissan-ce. On le livre, et la démonstration n'est plus à faire, pieds et poings liés, à tous les conformismes. La liberté invoquée par les progressistes dès les an-nées 1970 pour renoncer à la transmission s'est re-tournée en son exact contraire : elle a produit en masse des individus incarcérés dans la prison du présent. Le passé est l'instance critique par excel-lence, il est la condition du pas de ôté. Par ailleurs, cet élément de nouveauté dont nous

sommes porteurs par naissance ne va pas sans am-bivalence. Il peut être salvateur, empêcher le monde de sortir de ses gonds, comme dit Arendt avec Shakespeare, ou l'empêcher de se défaire, avec shakespeare, ou l'empeciner de se deaire, comme le disait Camus, mais il peut aussi être des-tructeur, «déconstructeur» - ce qui nous arrive précisément - s'îl est abandonné à lui-même. C'est pourquoi il appartient à l'école d'apprendre au nouveau venu par la naissance mais aussi par les vicissitudes de l'histoire, à connaître, à comprendre et à aimer la patrie à laquelle il est appelé à

rendre part. ■

* Bérénice Levet est professeur à l'IPC, Facultés libres de philosophie.





■ « PENSER CE QUI NOUS ARRIVE AVEC HANNAH ARENDT » de Bérénice Levet, Éditions de l'Observatoire. 21€.

BÉRÉNICE LEVET

L'essaviste et professeur de philosophie publie ce mercredi Penser ce qui nous arrive avec Hannah Arendt (L'Observatoire), un essai qui montre combien la pensée de la philosophe peut nous guider aujourd'hui, face à l'aggravation de la crise de la modernité qu'elle avait su diagnostiquer.



OPINIONS

Une majorité XXS pour relever un défi XXL



e n'est plus un signal d'alarme qui en est pius un signal d'adarité qui est tiré, c'est un orchestre philar-monique de klaxons qu'on entend maintenant jouer le grand air de l'alerte sur les finances publiques françaises. « Notre situation budgé taire pourrait devenir dangereuse », avertit le pre-mier président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici (Le Parisien). « Nous sommes au bord de la falaise», afirme Édouard Philippe (Le ae la Jataise», aimme Edouard Philippe (Le Point). «Les comptes publics sont à vau-l'euu», constate Jacques de Larosière, ancien patron du Fonds monétaire international (FMI). «Il est im-portant de rassurer les marchés», rappelle à la France l'économiste en chef du FMI, Pierre-Olivier Gourinchas (AFP). La note de la dette tricovier cournicias (AFF). La note de la dette frico-lore, dégradée en mai, reste «sous pression», a insisté l'agence S&P. Et le salut, cette fois, ne viendra pas de la Banque centrale européenne. «Ce n'est pas son rôle de venir au secours de tel ou tel État», dit le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau (Le Point). Bienvenue, Monsieur Barnier! Il revient au nouveau premier ministre et à son gouvernement

de redresser en urgence la trajectoire des finances publiques de la France, engagée sur une pente qui, si rien n'est fait, portera le déficit à 5,6 % du PIB en 2024 et à 6,2 % en 2025, selon les dernières estimations de la Direction du Trésor. Il faudra convaincre la Commission européenne que la France sera capable de ramener son déficit sous France sera capable de ramener son déficit sous la fameuse barre des 3 %, si ce n'est en 2027, du moins quelque part entre 2029 et 2031. La dette du pays, mesurée en points de PIB (110 % à fin 2023), va continuer à augmenter sauf à passer d'une situation de déficit primaire (avant paiement des intérêts) de 4,2 % aujourd'hui à un excédent de 1 %, a calculé le Conseil d'analyse économique. L'enjeu n'est cependant ni le culte du chiffre ni l'allégeance à Bruxelles. C'est la maîtrise des volumes des titres de dette d'Etat que la France doit placer chaque année (28 5 milliards France doit placer chaque année (285 milliards d'euros pour la seule année 2024, dont 219 milliards placés à fin juillet). La capacité d'absorption des investisseurs est moins infinie que notre faculté à dépenser. Nous sommes extrêmement

vulnérables à tout mouvement de défiance : cha vunier anse a four flouvement de definité : Cha-que point de pourcentage supplémentaire de taux d'intérêt sur les obligations souveraines coûtera 17 milliards d'euros par an. Bienvenue, Monsieur Barnier. La «majorité»,

s'il s'en trouve une pour soutenir le gouverne-ment ou du moins pour ne pas le renverser, sera de taille XXS alors que le défi est XXL. En pre-mière analyse, le chantier du budget 2025 qui s'ouvre est une affaire de curseurs : il y aura des impôts en plus – sous couvert de cette « justice fiscale » dont Michel Barnier a déjà dit qu'il ne se l'interdisait pas, ils affecteront les plus fortunés, les revenus du capital et/ou les entreprises –, des dépenses en moins - piochées dans les revues li-vrées cet été par Bercy - et un petit passage de rabot général sur les crédits des ministères ou les dates de revalorisation des prestations. Chacun classera, selon sa sensibilité, les baisses de dé-penses fiscales, c'est-à-dire les coupes dans les niches fiscales et autres exonérations de charge. dans la colonne impôts en hausse ou dépenses en baisse. Cet exercice très convenu nécessite ce-pendant du doigté pour ne pas affaiblir la crois-sance, déjà faible et fragile.

Jouer ainsi des curseurs peut suffire à présenter une copie acceptable pour l'année prochaine, que l'on insérera dans une trajectoire de redresse-ment à l'intention de la Commission. Mission accomplie?

Les prochains choix budgétaires, si le temps n'était pas si compté et le contexte politique si fragile, devraient pourtant donner l'occasion de s'arrêter, enfin, sur les grands choix de politique économique et de société que chaque ligne d'un projet de loi de finances et d'un projet de loi de

projet de loi de Imances et d'un projet de loi de financement de la Sécurité sociale induit, sou-vent implicitement. Le débat public est anesthésié par la question de l'impôt, le programme du Nouveau Front populaire en ayant fixé à la fois la borne haute à populair et a) an inx a la los la bone l'autre l'altre d'analyse (les inégalités).

Mais on passe ainsi à côté des sujets qui rongent Mais on passe ainsi à côté des sujets qui rongent à la fois notre modèle économique et social. Le premier est la suradministration et la complexité. «Pour le même modèle social que nos voisins européens, nous dépensons au total près de dix points de PIB supplémentaires », rappelle François Villeroy de Galhau. La France compte 85 fonctionnaires pour 1000 habitants, contre 56 en Allemagne, souligne Jacques de Larosière. La suradministration et la surlégislation ont des effets bien concrets dont Mario Drashi! Pancien président de la tion et la surlégislation ont des effets bien con-crets, dont Mario Draghi, l'ancien président de la BCE, a donné la mesure à l'échelle de l'Union européenne lundi : une croissance systématique-ment inférieure à celle des États-Unis, des gains de productivité insignifiants, et un revenu réel par tête qui a augmenté deux fois plus vite là-bas qu'ici depuis l'an 2000. Ces éléments sont autant de pertes de chance, c'est-à-dire de facteurs d'injustice, pour les Européens en genéral et les Français tout particulièrement.

Français tout particulièrement.
Il est urgent de revisiter le coût de notre mo-dèle social et le poids de notre administration qui conduit à 1560 milliards d'euros de dépenses pu-bliques (chiffre 2023) mais ne corrige pas les deux racines de l'injustice : une éducation au radeux racines de i inflistice : infle education au ra-bais et un logement hors de prix. Il est également urgent de revisiter un modèle qui conduit à faire peser de façon exorbitante cette charge sur les actifs. «Dans les années 1950 à 1970, on pouvait actis. «Dutis es almees 1390 a 1390, on poutait doubler son niveau de vie en une quinzaine d'an-nées de travail», écrit Jacques de Larosière (Le déclin français est-il réversible?, Éditions Odile Jacob). Aujourd'hui, «pour la première fois de-puis 1945, on a une génération qui n'améliore plus son niveau de vie en travaillant, et ça concerne son niveau de vie en travantant, et ça concerne tout le monde», constate de son côté Antoine Foucher (L'Opinion). Il est enfin urgent de revisiter le contrat qui lie les générations, et qui fait peser sur les actifs d'aujourd'hui, par ailleurs privés de l'enrichissement que leur aurait procuré un étage de capitalisation collective, le poids des pensions qui assure à leurs aînés, probable-ment de façon inédite dans l'histoire, un niveau de vie supérieur au leur. Déplacer quelques cur-seurs ne suffira pas à prétendre au redressement

Michel Barnier, l'ami des chasseurs



n bon chasseur, aussi charismati-que soit-il au sein de sa puissante fédération (près de 1 million de rederation (pres de 1 milion de permis à jour), n'est pas forcé-ment un bon politique. Le prési-dent de la Fédération nationale des chasseurs (FNC), Willy Schraen, l'a appris à ses dépens lors des élections européennes de juin dernier. La liste qu'il a menée, l'Alliance rurale, dernier. La liste qu'il a menee, l'Alliance rurale, n'a pas atteint le score imaginé. Elle n'a totalisé que 2,35% des voix, bien en deçà de ses espé-rances et des enjeux de la ruralité. Il lui aura fallu près de trois mois pour digérer cette défaite cui-sante et personnelle. Lui, le fort en gueule des plateaux télévisés a dû se livrer à l'exercice diffipiateaux televises a du se inver a l'exercice dini-cile du mea-culpa. Profitant de la rentrée et de l'ouverture de la saison de la chasse le week-end dernier, le numéro un des chasseurs français s'est adressé à ses adhérents dans un message

vidéo publié sur les réseaux sociaux. Costume bleu foncé, la mine des jours diffici-les, prenant à partie les yeux dans les yeux l'in-ternaute, Willy Schraen a prononcé un discours d'une dizaine de minutes dans lequel il reconnaît d'une dizaine de minutes dans lequel il reconnait ses torts. La politique au niveau national est un métier qui ne s'improvise pas. Il n'a pas échappé à la règle. « Les élections européennes avec la liste Alliance rurale n'ont pas été pour moi couromées de succès, admet-il, évoquant même l'idée de sa démission. J'avais mis dans la balance le score de cette liste et la poursuite de mon engagement fé-déral à la tête de la FNC. Durant tout l'été, j'ai pu mesurer votre soutien massif pour que je reste vo-tre président jusqu'à la fin de mon mandat (...) Vu les enjeux qui attendent la chasse française, j'ai décidé de rester président de la Fédération natio-nale des chasseurs et, du coup, de terminer mon mandat jusqu'en 2028. » D'ici là, il va demander à ses adhérents, lors du prochain congrès annuel de la FNC en mars prochain à Avignon, un vote

En attendant, Willy Schraen pourra bénéfi-

cier de la bienveillance du nouveau premier ministre. Même s'il ne fait pas partie du million de chasseurs recensés dans l'Hexagone, Michel Barnier est leur ami! Issu de la France rurale où il a débuté sa carrière politique, il a su détecter très vite l'apport de ce loisir. Bien au-delà de ce qu'il représente pour les non-initiés, en ter-mes de biodiversité et de préservation de la faune et flore sauvage, notamment des haies qui servent de refuge au gibier. Quel chasseur

« Comme ministre de l'Agriculture, le soutien des chasseurs a permis à Michel Barnier de mettre en place en 2008 le plan Écophyto de réduction de l'utilisation des pesticides dans les parcelles agricoles »

aurait intérêt à ce qu'il n'y ait plus de lapins ou de chevreuils dans nos campagnes? Aussi s'est-il servi de la bienveillance des chasseurs pour mettre en place sa loi éponyme en 1995, lorsqu'il était ministre de l'Écologie sous Balladur, instaurant le principe de précaution et une taxe écologique pour la préservation des mi-

Un an auparavant, il avait convaincu Bruxeles de ne pas toucher aux chasses dites tradi tionnelles, notamment celle de l'alouette dans le Sud-Ouest à l'aide de pantes (filets) ou de matoles (cages). Plus tard, comme ministre de l'Agriculture, le soutien des chasseurs lui a per-mis de mettre en place en 2008 le plan Écophyto de réduction de l'utilisation des pesticides dans les parcelles agricoles. « Michel Barnier est l'ami des chasseurs. Il a compris bien avant d'autres politiques qu'au-delà de la pratique de ce loisir était rattaché un mode de vie lié à la biodiversité, aux terroirs et à la gastronomie, rappelle Thierry Coste, conseiller politique du président de la Fédération nationale de la chasse, Willy Schraen. Il a aussi compris le sort des chasses traditionnelles en allant défendre leur enjeu à Bruxelles en 1994. »

Même quand il n'était pas aux affaires Michel Même quand il n'était pas aux affaires, Michel

Même quand il n'était pas aux affaires, Michel Barnier est allé à plusieurs reprises au Game Fair, le rendez-vous annuel des passionnés de la chasse à La Motte-Beuvron en plein pays solognot et a défendu son attachement viscéral à la chasse et à la ruralité. «Je reste convaincu que la ruralité est un des équilibres fondamentaux de notre société, si on ne la respecte pas, on va vers de grands affrontements et de grandes tensions, prédisait-il déjà lors de l'édition 2022 devant la caméra du site Chassons.com. On n'a pas besoin de cette écologie punitive, on a besoin de respect. » Tout en mettant l'accent sur sa méthode qui l'a cette ecologie punitive, on a besoin de respect. »
Tout en mettant l'accent sur sa méthode qui l'a
conduit pendant toute sa vie politique d'Albertville à Bruxelles puis à Paris et désormais à Matignon. «On a besoin de gens qui se parlent qui se
mettent autour de la table. Quand on se met mettent autour de la table. Quand on se met autour de la table, y compris sur des sujets sensi-bles, on arrive avec du respect à se mettre d'ac-cord, c'est la méthode pour laquelle je continuerai de plaider », avançait-il déjà. Une vision toujours d'actualité deux ans après.



tionnaire à plus de 95 %) -25, rue de Provence 309 Paris Président-directeur général Charles Edelstenne

Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,

Charles Edelstenne

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS Directeur des rédactions Directeur délégué de la rédaction

> Directeurs adjoints de la rédaction Gaëtan de Capèle (Écon Laurence de Charette (pôle audiovisuel). Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International).

Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaron fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Télévision), Yves Thréard (Enquêtes,

Directeur artistique Pierre Bayle Rédacteur en chef Frédéric Picard (Web) Directeur délégué du pôle news Bertrand Gié Éditeurs Robert Mergui Anne Picar

FIGAROMEDIAS vence, 75009 Paris MIRPP autorità de riguisión prote de la patidade

Président-directeur général Adriore Bornont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél.: 0157 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression.L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Mid Pirit, 30000 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Pour vous abonner Lund au vendred de 7h à 18h;
sam de 8 hi à 18h au 01 70 37 3170 Fax; 015 55 70 17
Gerez voir abonnement: espace Clief www.elfgaro fr/client
Cerez voir abonnement: espace Clief www.elfgaro fr/client
Pressitge: 429 C. Week-end : 359 C. Semaine: 415 C. Week-end

Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recydées : 100%. Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. Eutrophisation : Ptot 0.002 kg/tonne de papie

Édition nationale 1 cahier 20 pages Cahier 2 Économie



PEUGEOT



JUSQU'À

8 ANS DE GARANTIE **ALLURE CARE**OFFERTS SUR **TOUTE LA GAMME**⁽¹⁾

PORTES OUVERTES 12 - 16 SEPTEMBRE (2)

PEUGEOT RECOMMENT TotalEnergies (1) Allure Care : 2 ans de garantie constructeur et jusqu'à 6 ans de garantie additionnelle Allure Care offerte, activée à chaque entretien prévu au plan d'entretien effectué dans le réseau Peugeot participant, valable jusqu'à l'entretien suivant dans la double limite de 8 ans et 160 000 km. Offre réservée aux particuliers sur toute la gamme VP jusqu'au 30/09/2024. Conditions sur Peugeot.fr. (2) dans le réseau PEUGEOT participant. Automobiles PEUGEOT 552 144 503 RCS Versailles.

Pensez à covoiturer #SeDéplacerMoinsPolluer



BUDGET

<u>DÉFICIT, DETTE : MICHEL</u> BARNIER SOUS SURVEILLANCE DE BRUXELLES PAGE 22

SOCIAL

LES SYNDICATS FONT LEUR RENTRÉE EN ORDRE DISPERSÉ





Accusé d'avoir bénéficié de rabais fiscaux illégaux, le géant américain est condamné à rembourser 13 milliards d'euros à l'Irlande après huit ans de procédure. PAGE 23

EasyJet va fermer sa base de Toulouse

La compagnie anglaise easyJet n'échappe pas à la rentrée morose dans le transport aérien marqué par la baisse du prix des billets d'avion cet été. Numéro deux sur le marché français, le transporteur aérien va fermer en mars 2025 sa base de Toulouse, où il exploite deux avions. C'est ce qu'il a annoncé aux représentants du per-sonnel, mardi. Un coup de tonnerre car il n'y avait pas de signe avant-coureur de ce retrait. Easy-Jet explique que cette décision est due notamment «à une reprise plus lente post-Covid et à la pression inflationniste ».

En clair, la compagnie n'aurait toujours pas retrouvé le niveau d'activité d'avant-Covid sur l'aéroport de Blagnac (2,5 millions de passagers), où elle était installée

depuis douze ans. Pour amortir le choc, easyJet a donné quelques garanties au personnel sur place : les 125 collaborateurs à Toulouse (pilotes, stewards et hôtesses de l'air) sur place se verront proposer un poste dans une de ses six autres bases (Orly, Roissy, Lyon, Nice...). EasyJet promet aussi d'aider ceux qui ne souhaitent pas quitter la Ville rose à trouver un emploi sur

place. Parallèlement, la compa gnie va mettre en place un plan li-mité de départs volontaires pour le personnel de cabine de trois de ses bases françaises. L'objectif? Sup-primer une trentaine d'emplois sur un effectif actuel de 1800 pos-tes. «Notre proposition ne prévoit aucun départ contraint », insiste Bertrand Godinot, directeur d'easyJet France.

> FOCUS NESTLÉ WATERS MIS À L'AMENDE EN FRANCE

Nestlé Waters solde ses litiges en France et met ses eaux minérales en conformité. La filiale du géant suisse de l'agroalimentaire était visée par deux enquêtes préliminaires par le parquet d'Épinal : elle était suspectée d'avoir illégalement exploité neuf fo-rages pour produire ses eaux Con-trex et Vittel ces dernières années. Et elle était accusée de «tromperie», en raison de l'utilisation de traitements non autorisés pour ses eaux minéra-les, en l'occurrence le traitement par ultraviolets et filtres à charbon actif. Mardi, Nestlé Waters a conclu une convention judiciaire d'intérêt public (CJIP) avec le parquet d'Épinal et accepté de payer une amende de 2 millions d'euros. «Il s'agit de la CJIP, la plus importante en matière environ nementale signée à ce jour en Fran-ce», a précisé le procureur d'Épinal, Frédéric Nahon.

L'entreprise, qui possède les mar-ques Vittel, Perrier, Contrex, Hépar et San Pellegrino, s'est engagée à «la ré-paration de l'impact écologique par la mise en place d'un ambitieux plan de renaturation et de restauration» de deux cours d'eau et à la restauration de zones humides situées sur le territoire de Vittel et de Contrexéville. Ce plan représente un investisse ment de 1,1 million. Nestlé Waters va en outre indemniser plusieurs associations de défense de l'environne ment à hauteur de 516800 euros au total. Le parquet d'Épinal a noté que Nestlé Waters avait mis fin aux irré-gularités constatées et a cessé les traitements de l'eau non autorisés (en 2023). «Il n'y a eu aucune conséquence sur la santé publique», a-t-il souligné. Le groupe a «pleinement coopéré» avec les autorités judiciai-res et administratives. **D. G.**

le **PLUS** du FIGARO **ÉCO**

ISRAËL

L'économie mise à rude épreuve par la guerre PAGE 24

LA SÉANCE

DU MARDI 10 SEPTEM













NIKKEI 36159.16 -0.16%

L'HISTOIRE

Quand les promoteurs soldent leur stock de logements neufs sur Veepee

es remises « iusau'à 89 000 euros» pour un appartement neuf : la plateforme de vente en ligne Veepee va donner un coup de main aux promoteurs qui peinent à commercialiser leurs logements. Le 17 octobre, dès 7 heures, le spécialiste des ventes flash va mettre en ligne une centaine d'offres

(du studio au cinq-pièces duplex). Une fois le bien choisi le client sera redirigé vers le site du promoteur. Une façon d'accélérer les ventes d'ici à la fin d'année. Des groupes tels que Nexity. Kaufman & Broad Marignan, Les Nouveaux Constructeurs et Verrecchia participent à l'opération. Ce n'est pas la première fois que des programmes immobiliers sont proposés en vente via un site en ligne. Ce canal

avait déià été testé il v a une dizaine d'années. Conséquence de la flambée des taux, les promoteurs ont à nouveau du stock sur les bras. Le promoteur Nexity a récemment indiqué qu'il détenait encore près de 5000 lots à vendre. Et le temps presse. «L'avantage fiscal Pinel s'éteint, il faut signer les derniers lots avant le 31 décembre, rappelle Franck Vignaud. du

Laboratoire de l'immobilier (groupe Theseis). *En outre,* les promoteurs qui ont peu vendu cette année doivent améliorer leur bilan d'ici à la fin d'année. » Tous les promoteurs font des efforts (baisse de prix, cuisine ou frais de notaires offerts) pour vendre en ces temps de crise. Les ventes au détail se sont effondrées (-22,5%) au deuxième trimestre sur un an, selon les derniers chiffres de la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI). ■

JORGE CARASSO

Volkswagen dénonce l'accord sur la garantie de l'emploi en Allemagne

Volkswagen persiste et signe. Il y a quelques jours, le premier constructeur automobile mier constructeur automobile européen avait provoqué la stupéfaction en annonçant envisager la fermeture de deux usines en Allemagne. Ce serait une première dans l'hisserait une premiere dans i nis-toire du groupe longue de quatre-vingt-dix ans. Pour faire bonne mesure, il avait aussi évoqué un plan d'écono-mies sans précédent. Malgré la levée de boucliers des syndicats, le concurrent de Toyota a posé mardi les premiers jalons pose mardi les premiers jaions qui lui permettront de réaliser ce projet. Le groupe a résilié l'accord sur la garantie de l'emploi - en vigueur depuis trente ans - qui courait jus-qu'en 2029. Il a aussi dénoncé cinq autres conventions col-lectives définissant les relations de travail.

La direction appelle désormais les syndicats à s'asseoir à la table des discussions. « Cette période nous offre maintenant la possibilité de trouver, en colla boration avec les représentants

des salariés des solutions nous permettant de positionner durablement Volkswagen en termes de compétitivité et d'avenir», affirme Gunnar Kilian, directeur des ressources humaines du groupe cité dans une note. Si le deuxième constructeur automobile mondial n'exclut plus de tailler dans son outil industriel domestique, qu'il n'est pas dans sa meilleu-re forme : ses ventes reculent significativement en Chine, le premier marché automobile mondial. Et, partout dans le monde, il subit la concurrence des marques chinoises qui vendent de voitures électriques meilleur marché. « Avec les coûts actuels, il ne sera pas possible à Volkswagen de maintenir l'emploi dans sa structure actuelle. Volkswagen doit augmenter sa productivité et réduire durablement ses coûts - notam-ment sur les sites allemands», réaffirme le constructeur alle-mand dans la note transmise

Budget, déficit, dette : Michel Barnier sous surveillance de Bruxelles

Les Européens attendent des gages de la France sur le respect des règles budgétaires communes, alors que la trajectoire dérape. En dernier ressort, des sanctions financières

sont prévues.

ichel Barnier va pouvoir mobi-liser tous ses réseaux Bruxelles pour Européens de la sincérité de la France pour revenir dans les clous des règles budgétaires de la zone euro : un déficit inférieur à 3 % du PIB et une dette de 60 % du PIB maximum. On en est loin. Si le dérapage encore pire que prévu des finances publiques françaises inquiète ses nances publiques trançaises inquete ses partenaires, la nomination à Matignon de l'ancien commissaire et négociateur du Brexit a été reçue avec un «ouf de soulagement», raconte Stéphanie Yon-Courtin, coordinatrice du groupe Renew à la commission économque et monétaire du Parlement de Strasbourg.

Paris a déjà demandé à Bruxelles un sursis pour lui envoyer son plan budgé-taire structurel, un document décrivant la trajectoire des finances publiques sur la trajectoire des mances publiques sur quatre ans, attendu normalement le 20 septembre. La Commission n'a pas encore répondu mais devrait lui oc-troyer un délai «raisomable», sans doute jusqu'à la mi-octobre. L'indul-gence habituelle vis-à-vis de la deuxièéconomie du continent pourra-t-

Avec six autres pays, la France a été placée au début de l'été sous procédure pour déficit excessif, ce qui implique une action correctrice déterminée pour assainir la situation. Une fois le plan budgétaire pluriannuel reçu, la Commission aura six semaines pour l'évaluer, avant de répondre cet automne par des recommandations

Plan de redressement sur quatre ou sept ans

La France est dans une situation de fra-«La France est dans une studition de fra-gilité budgétaire et d'instabilité politique, souligne Andreas Eisl, économiste à l'Institut Jacques Delors. Les enjeux sont compliques à gerer pour la Commission, qui ne veut pas gjouter de l'huile sur le feu. Economiquement, elle ne peut exiger un effort trop brutal de redressement budgé-taire, au risque de tuer la croissance. » À la Commission, on est bien conscient de ne pouvoir s'attendre à une réduction du déficit de près de 6 % à 3 % trop vite. En parallèle, ses économistes se livrent à une analyse de la soutenabilité de la dette de la France. En plus de la procédure pour déficit excessif, le pays pourrait pour deficit excessit, le pays pourrait étre placé l'an prochain sous une procé-dure concernant son endettement, de 111 % du PIB en 2023. «Les chiffres par-lent d'eux-mêmes, c'est pire que prévu. C'est sur que la France doit donner des gages, mais le contexte politique peut prêter à des circonstances atténuantes. Nous avons un nouveau cadre qui prend justement en compte les spécificités des États membres et prône une approche progressive», explique l'eurodéputée Stéphanie Yon-Courtin. Dans les nouvelles règles budgétaires

de la zone euro, le pays en déficit excessif peut proposer un plan de redresse-ment sur quatre ans ou demander une extension sur sept ans, à condition de s'engager sur des réformes et des investissements structurels qui permettent d'assainir les comptes publics. Tout l'été, les services du premier ministre en partance Gabriel Attal ont tenté de convaincre la Commission de pouvoir

inscrire certaines réformes déjà mises en œuvre dans le plan de réduction de la en œuvre dans le plan de reduction de la dette et du déficit, comme la réforme des retraites. «Les équipes de la Com-mission argumentent que ce programme doit intégrer uniquement des mesures d'économies nouvelles», explique une d economies nouveues», expique une source proche du dossier. Il peut aussi s'agir d'investissements porteurs d'une accélération de la croissance. L'Union européenne veut évi-ter de reproduire les erreurs du

passé et les cures d'austérité drastiques comme celles in-fligées au Portugal ou à l'Ir-lande il y a dix ans. Il est fort probable que Paris réclame un plan sur sept ans, qui se traduirait par un effort de redressement du déficit structurel de 0,54% de PIB

PIB par an, contre 0,94% par an sur quatre ans, selon les calculs de l'institut Bruegel.

Pour avoir une chance de tenir nos engagements, il faut d'abord se mettre d'accord sur leur nature exacte. Or, la France est en plein dérapage. Le déficit public pourrait at-teindre 5,6 % du PIB cette année (contre

5,1% prévus actuellement dans la trajectoire sur laquelle la France s'est engagée auprès de Bruxelles) et 6,2% en 2025 si rien n'est fait, selon une note du Trésor. Pour le ministre sortant de l'Économie, Bruno Le Maire, la ligne prise au printemps d'un retour dans les clous en 2027 reste tenable. « Nous pou-vons et nous devons tenir nos 3 % en 2027, a-t-il martelé devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, lun-C'est uniquement une question de choix politiques. C'est le défi le plus ur-gent. C'est le défi le plus difficile. C'est le défi le plus politique. » Cela impliquerait environ 110 milliards d'euros d'économies d'ici la, prévient le Trésor. Des «efforts complètement démesurés», se-lon Charles de Courson, rapporteur gé-néral (Liot) du budget. Une trajectoire «cadaque», «devenue peu vraisembla-ble et pas forcément souhaitable», selon Pierre Moscovici, président de la Cour

110 milliards d'euros

d'économies nécessaires nou repasser sous 3% de déficit en 2027

Une trajectoire budgétaire très différente Les déficits (et excédents) publics allemands et français depuis 2018, en % Allemagne Plafond européen -4.3% 2024 Source : Direction générale du Trésor

L'enjeu est d'autant plus délicat dans un contexte où le gouvernement démisun contexte ou le gouvernement demis-sionnaire était dans l'incapacité ces der-niers mois de préparer des réformes d'ampleur. À date, pour le budget de l'année prochaine, Matignon a fixé le même plafond de dépenses que cette année (492 milliards d'euros) en précianne (492 miniards à euros), en preci-sant que le nouveau gouvernement pourrait modifier cette ébauche à sa guise. Malgré tout, «on ne peut pas re-faire complètement un budget en quelques jours», tempère un député influent de l'ancienne majorité. On peut donc s'at-tendre à ce que le budget de Michel Bar-nier et son futur ministre de l'Économie ne soit pas beaucoup plus ambitieux que la copie laissée par son prédécesseur sur le front des coupes budgétaires.

Menaces de sanctions

Si la France dévie à nouveau par rapport Si la France devie a nouveau par rapport à la trajectoire adoptée avec Bruxelles, elle peut être sommée de redresser le tir sous six mois. Si rien ne change, «la Commission pourrait alors, à partir de l'été 2025, menacer d'une amende, mais l'ete 2025, menacer d'une amende, mais c'est assez improbable», estime Sander Tordoir, du Centre for European Re-form, à Berlin. Les textes prévoient des sanctions à hauteur de 0,05 % du PIB tous les six mois, faute d'action prise tous les six mois, faute d'action prise pour respecter les injonctions, soit en-viron 2,8 milliards d'euros par an pour la France. Cela ne s'est jamais produit. Quand la France a déjà passé dix ans en procédure pour déficit excessif, jus-qu'en 2018, le Conseil, qui représente les que un 2003, u consen, qui représente et Etats membres, avait décidé de ne pas appliquer de sanctions. «En réalité, la Commission a des capacités limitées pour forcer un État à appliquer les règles, juge Andreas Eisl. La pression des autres pays peut davantage peser et, surtout, celle des marchés financiers. » L'Allemagne, en particulier, se pose en garant euro-péen de la vertu budgétaire.

Après avoir bondi suite à l'incertitude d'intérêt entre les obligations d'État françaises et allemandes est, depuis, resté à peu près stable. En grande partie reste a peu pres staton. Eni grante partie en raison de l'appétit des marchés pour ces titres de dette publique plus impor-tant que l'Allemagne ne peut lui en four-nir, faute d'endettement suffisant. Mais la moindre étincelle peut provoquer la défiance et la panique, comme a pu en denance et la panique, comme a pu en faire les frais Liz Truss, ex-première ministre britannique renversée après un dérapage budgétaire incontrôlé. « On est au pied du mur. On peut vite être rattrapé par la patrouille des marchés », prévient Stéphanie Yon-Courtin. ■

En Allemagne, un budget bancal pour respecter le sacro-saint «frein à l'endettement»

Michel Barnier le 5 septembre à Paris.

IS BOLICHON

e budget est sûr sur le plan ju ridique.» Le ministre des Fi-nances, le libéral Christian Lindner, s'est montré soulagé mardi devant les députés du Bundestag alors que s'ouvrent les discus sions budgétaires. Les partis de l coalition « ont appris de leurs erreurs » a-t-il assuré, faisant allusion à la débâ a-t-il assure, laisant aiusion a la deba-cle de l'automne dernier, lorsque la Cour constitutionnelle de Karlsruhe avait retoqué l'affectation de 60 mil-liards d'euros destinés à la lutte contre les conséquences de la crise du Covid à un fonds pour le climat.

Mais s'il respecte a priori les clous fixés par la Constitution, le budget 2025 est pour l'heure encore loin de tenir la route. Jusqu'à la dernière minute objet de conflits entre les trois partis de la coalition (sociaux-démo-crates, Verts et libéraux), le projet de loi de finances 2025 doit répondre à des attentes divergentes, voire contrades attentes duvergeines, voire contra-dictoires: relancer une économie en berne, assurer le financement d'un volet social ambitieux, être à la hau-teur du virage promis dans la défense par Olaf Scholz au lendemain de l'invasion de l'Ukraine, tout en soula geant le contribuable d'une partie de la charge fiscale, la principale promesso électorale des libéraux.

Au final, le texte de près de 1000 pa ges prévoit 489 milliards d'euros de dé penses, légèrement moins que cette année, dont 51,3 milliards seront financés par l'endettement. Le plus gros poste reste le ministère du Travail, avec plus d'un tiers du volume total en raison des généreux minimas sociaux alloués en Allemagne, La Défense vient en seconde Anchiaghe. La Detense vine d'euros, sans compter le fonds spécial lancé par Scholz en 2022). Le ministère des Transports et de la Numérisation occupe le troisième poste, avec 49,7 milliards d'euros (+ 5,2 milliards sur un an). Prin-cipale victime des coupes liées à l'austé-rité, l'aide au Développement recule de près de 1 milliard d'euros. Tous ministè-res confondus, 81 milliards sont comptabilisés comme «investissement»

Fruit d'un compromis âprement né-gocié entre les trois partis de la coali-tion, le projet de budget laisse ouvert un «trou» de 12 milliards d'euros de dé-«trou» de 12 milliards d'euros de de-penses «en disence de financement», une somme inhabituellement élevée pour l'Allemagne. «Le projet de budget est inachevé, constate tout simplement le quotidien Süddeutsche Zeitung. Un re quotulei s'a été trouvé que parce que compromis n'a été trouvé que parce que les trois chefs de la coalition, Olaf Scholz, Christian Lindner et le ministre de l'Éco-nomie Robert Habeck n'ont pas eu peur de laisser un trou béant. » De fait, le gouvernement spécule pour tenir son bud-get sur «des renoncements de dépenses de dernière minute», sur un niveau in-

habituellement élevé de «subventions non utilisées», ou encore sur une relan-ce surprise de l'économie, qui ferait repartir les recettes fiscales et permettrait à de nombreux bénéficiaires des minia de nombreux behenciaires des mini-mas sociaux de rentrer sur le marché du travail. C'est plutôt le marasme qui pré-domine : les dernières prévisions des grands instituts Ifo, DIW et IWH tablent sur une stagnation, voire un recul, du PIB cette année.

« Ce budget, c'est comme si quelqu'un allait au restaurant avec sa famille en sachant qu'il ne pourra pas payer la note et espérait que le patron allait baisser les prix dans le courant de la soirée »

Friedrich Merz Président de la CDU

Sur un budget d'un tel volume, il n'est toutefois pas inhabituel en Alle-magne que le gouvernement se retrouve en fin d'exercice avec 7 à 8 milliards d'euros de reliquat. Mais « 12 milliards c'est vraiment énorme, écrit le constitu-tionnaliste Hanno Kube, dans un rap-port d'expertise rédigé à la demande de l'opposition. Cette somme est très supérieure à ce que l'expérience a montré par le passé. » « Ce budget, c'est comme si quelqu'un allait au restaurant avec sa fa-mille en sachant qu'il ne pourra pas payer la note et espérait que le patron allait baisser les prix dans le courant de la soirée», s'indigne le chef du Parti chré-tien-démocrate et possible prochain chancelier, Friedrich Merz.

Pour les députés, qui devront trouver des économies supplémentaires d'ici novembre, le travail ne fait que commencer. Car il n'est pas question de laisser filer les déficits et de revenir sur le sacro-saint «frein à l'endettement», inscrit depuis 2009 dans la Constitution. Cette règle d'or qu'avait fait adopter l'ancien ministre des Finances, Wolfgang Schäuble (CDU) limite les em-prunts publics à 0,35 % du PIB, sauf cir-constance exceptionnelle. Il avait été exceptionnellement contourné dans le sillage de la crise sanitaire. Les libéraux ont depuis imposé le retour à l'orthodo-xie budgétaire.

En Allemagne même, le dispositif est

de plus en plus contesté chez les Verts et au sein du Parti social-démocrate, parau sent du l'alti social-cinorate, pai-tisans d'un plan de relance quitte à lais-ser les filer les déficits. Mais les libéraux y sont résolument opposés. La Constitu-tion n'étant réformable qu'à la majorité des deux tiers au Parlement, l'abolition du «frein à l'endettement» nécessite-rait l'appui de la CDU. À un an des pro-chaines législatives, l'état des forces politiques en présence ne permet pas d'envisager une telle réforme, attendue aussi par les partenaires européens qui espèrent une relance de la locomotive allemande. ■

e montant à verser est salé, même pour un groupe de la taille d'Apple. Après des démèlés judiciaires longs de plusieurs années dans ce que certains considèrent comme le «litige fiscal du siècle», la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a infligé mardi un camouflet au géant californien. Estimant que ce dernier a bénéficié de rabais fiscaux illégaux à hauteur de 13 milliards d'euros en Irlande entre 1991 et 2014, la CJUE vient de juger qu'Apple devait rembourser cette somme au contribuable local. «L'Irlande a accordé à Apple une aide illégale que cet État est tenu de récupérer», insiste la juridiction européenne, dans une déclaration faite ce

Cette décision referme un feuilleton juridique long de huit ans. En 2016, après une longue investigation, la Commission européenne avait décidé d'infliger ce redressement à Apple, avant que le tribunal de l'UE, en 2020, ne vienne renverser cette décision. Bruxelles a repris espoir en novembre 2023, lorsque l'avocat général de la Cour de justice de l'UE, auprès de laquelle la Commission avait formé un recours, a reconnu des « erreurs de droit » dans la décision du tribunal et demandé un nouveau jugement.

Grâce à deux «ruling fiscaux», accordés par l'Irlande en 1991 et 2007, Apple pouvait déclarer des bénéfices dans d'autres pays que ceux où ils étaient effectivement réalisés. Si l'Irlande a enterré ces règles depuis, l'entreprise de Cupertino a réussi à abaisser jusqu'à 0,05% son taux d'imposition dans le pays en 2014, selon le mécanisme désormais bien connu de «double irlandais». Les bénéfices tirés des ventes de licences de propriété intellectuelle d'Apple avaient ainsi été soustraits à l'impôt local grâce à la création de deux filiales, de droit irlandais (Apple Sales International et Apple Operations Europe) mais non résidentes fiscales.

La Cour, en cassant la décision du tribunal de l'UE, indique que les béné-

La Cour, en cassant la décision du tribunal de l'UE, indique que les bénéfices tirés de ces licences auraient « dû être attribués, à des fins fiscales, aux succursales irlandaises ». Ils n'auraient donc pas dû échapper à l'impôt. Avec cet arrêt, la plus haute juridiction européenne statue définitivement sur le litige, sans moyen de recours pour le groupe californien. «La Commission européenne tente de modifier rétroactivement les règles et ignore que, comme l'exige le droit fiscal international, nos revenus étaient déjà soumis à l'impôt aux États-Unis », s'est empressé de dénoncer Apple.

Le groupe estime déjà avoir payé 20 milliards de dollars de taxes aux

Le groupe estime déjà avoir payé 20 milliards de dollars de taxes aux États-Unis pour les bénéfices en cause. « Cette affaire n'a jamais porté sur le montant des impôts que nous payons,

Avantages fiscaux : Apple remboursera 13 milliards d'euros à l'Irlande

Lucae Mediavilla

Après huit ans de procédures, la Cour de justice européenne a tranché le «litige fiscal du siècle ». Une victoire pour Bruxelles.



La firme américaine Apple avait réussi à abaisser jusqu'à 0,05 % son taux d'imposition en Irlande en 2014.

mais sur le gouvernement auquel nous sommes tenus de les payer», indique encore Apple. Se disant «déçu» de la décision, le groupe dirigé par Tim Cook rappelle encore que le tribunal avait «catégorigement amulé cette affaire».

catégoriquement annulé cette affaire ».

De son côté, le gouvernement irlandais a également indiqué qu'il respecterait «les conclusions de la cour concernant l'impôt dú dans cette affaire ».

Dublin s'est longtemps opposé à cette procédure, faisant cause commune avec Apple. Il faut dire que le pays a

grandement profité des largesses de sa fiscalité. Avec un taux d'imposition sur les sociétés de 12,5 %, l'Irlande a attiré bon nombre de multinationales américaines, ces dernières contribuant aussi bien à l'économie locale qu'à remplir les caisses du pays.

les caisses du pays.

La satisfaction est grande à Bruxelles.

La commissaire à la Concurrence, Margrethe Vestager, qui avait déclenché la procédure il y a maintenant huit ans, s'est félicité d'une «victoire pour la Commission, pour l'équité dans le mar-

ché unique, et pour la justice fiscale » Il s'agit, de loin, du plus gros contentieux fiscal intenté au niveau européen contre un des géants du numérique. La Commission se félicite de la portée de cette décision. Si les États restent souverains dans la fixation des taux d'imposition sur les sociétés, la CIUE confirme, aux yeux de Margrethe Vestager, la légitimité de la Commission pour mesurer si cette fiscalité ne déroge pas au principe d'équité en matière d'aides d'État.

La dirigeante a aussi indiqué que le dossier a permis de faire changer les mentalités au sein des États membres sur la question de la taxation des multi-nationales. «Aujourd'hui, l'affaire Apple ne pourrait plus se produire», a-t-elle insisté, rappelant que l'Irlande avait pris de nouvelles dispositions pour empêcher ce type d'optimisation fiscale. La patronne de la Concurrence a rappelé que si Bruxelles a parfois été débouté par la justice dans des cas semblables - par exemple dans des dossiers de rabais accordés à Engie, Amazon ou Fiat au Luxembourg -, l'ouverture d'enquêtes a globalement mené certains États membres à modifier leurs politiques.

« C'est une grande victoire pour la Commission, pour l'équité dans le marché unique, et pour la justice fiscale »

Margrethe Vestager Commissaire européenne à la Concurrence

Pour rappel, Apple avait placé les 13 milliards d'euros sous séquestre dans un fonds spécifique géré par Dublin, dans l'attente d'un jugement définitif. «L'arrêt rendu aujourd'hui constitue la décision finale dans cette affaire et le processus de transfert des actifs du fonds fiduciaire vers l'Irlande va maintenant commencer», ajoute le gouvernement local.

En surplus budgétaire de 8,6 milliards d'euros l'an passé grâce à sa fiscalité pro-multinationales, l'Irlande va faire gonfler son pactole de 13 milliards d'euros supplémentaires. Reste à savoir la façon dont le gouvernement va l'utiliser. Le débat risque de monter, à l'approche des prochaines élections générales dans le pays, prévuse en mars 2025. Jusqu'ici, l'exécutif a toujours utilisé

Jusqu'ici, l'exécutif a toujours utilisé avec parcimonie les milliards de recettes fiscales tirées des multinationales ayant implanté leurs activités en Irlande. Une façon de se prémunir contre les soubresauts qui pourraient venir toucher ces vaches à lait, dont le budget du pays est devenu extrêmement dépendant. Mais le pays fait également face à de forts besoins pour le financement de nouvelles infrastructures (routes, électricité, eau) ainsi que pour les services publics. Et une partie des économistes demandent désormais au gouvernement d'ouvrir les cordons de la bourse.

Tensions avec Stellantis et Bruxelles: Rome monte au front

Valérie Segond Rome

Le gouvernement italien est vent debout contre la suspension du projet de giga-usine de batteries et contre les normes.

ans la partie d'échecs sur l'automobile qui se joue autre. Ainsi le gouvernement italien est-il aujourd'hui eux prises avec deux bras de fer distincts, mais qui se révèlent étroitement liés entre eux : avec stellantis d'abord, avec la Commission

européenne ensuite.

En Italie, le groupe Stellantis qui s'était engagé à produire dans ses usines italiennes 1 million de véhicules à l'horizon 2028, ne parvient à faire tourner ses sites de production qu'à une fraction de leurs capacités. À Mirafiori, à Cassino, à Pomigliano, les plans d'utilisation sont tels que le groupe ne produira probablement qu'environ 500 000 véhicules cette année dans la péninsule, après 752 000 en 2023. Méme à Atessa dans les Abruzzes, la baisse du marché des grandes camionnettes, qui avait bien tenu jusque-la, contraint le groupe à recourir à du chômage partiel.

Le gouvernement italien reproche au groupe de ne pas investir suffisamment

Le gouvernement italien reproche au groupe de ne pas investir suffisamment pour relancer ses usines italiennes? Mais ses ventes ne décollent pas. En particulier ses ventes de véhicules électriques, dans un marché italien où ils ne

dépassent pas 3,9 % des immatriculations neuves, en raison, entre autres, d'un très faible nombre de bornes de recharge. Ce qui a poussé Stellantis, avec ses partenaires dans ACC Mercedes et TotalEnergies, à suspendre en juin dernier la conversion de l'usine de moteurs de Termoli en giga-usine spécialisée sur la fabrication de batteries. ACC a également suspendu son projet allemand sur l'ancien site d'Opel à Kaiserslautern, ou le projet américain de Kokomo dans l'Indiana. «Les actionnaires d'ACC doivent tenir compte de la réalité du marché de l'électrique et ne peuvent prendre le risque de se tromper sur cet investissement de 2 milliards à Termoli», estime Antonio Sileo, spécialiste des mobilités à la Fondation Eni Enrico Mattei. Une suspension que le gouvernement italien a pourtant très mal prise, demandant à Stellantis de carifier au plus vite ses intentions, le menaçant même de lui retirer la subvention de 256 millions qu'il devait hui apporter dans le cadre du plan de relance. Si ACC dit étudier la production e modules hybrides à Termoli, plus en phase avec l'évolution du marché, l'entreprise ne livrera la teneur de ses projets qu'à la fin 2024, voire seulement en 2025.

En attendant le gouvernement italien tente de lever le brouillard dans lequel se trouve le marché européen de l'automobile. Alors que le plan européen qui impose la fin des ventes de véhicules thermiques neufs en 2035, pré-

« Attendre encore deux ans pour réviser ce plan (qui impose la fin des ventes de véhicules thermiques neufs en 2035], au moment où les marchés changent si vite, c'est plonger toute l'industrie automobile européenne dans la paralysie, et lui faire courir le risque d'effondrement face à la concurrence chinoise »

Adolfo Urso Ministre de l'Industrie et du Made in Italie

voyait une clause de revoyure en 2026, le ministre italien de l'Industrie, Adolfo Urso, réclamera le 25 septembre à Bruxelles une anticipation de cette révision. Avec comme but final de demander une refonte totale du plan de transition européen. «Attendre encore deux ans pour réviser ce plan, au moment où les marchés changent si vite, c'est plonger toute l'industrie automobile européenne dans la paralysie, et lui faire courir le risque d'effondrement face à la concurrence chinoise, car plus personne n'investira dans ce climat d'incertitude, nous explique le ministre de l'Industrie et du Made in Italie (Mimit) Adolfo Urso. Il faut anticiper cette révision au début de la nouvelle législature européenne, au premier trimestre 2025. »

peenne, au premier trimestre 2025. »
« L'environnement ayant radicalement
changé, c'est clairement le meilleur moment pour proposer une refonte radicale
du "Green Deal" », juge l'expert Antonio Sileo. Lundi, en présentant son rapport sur la compétitivité, Mario Draghi
a préconisé une réglementation sur la
transition verte qui soit à la fois « plus
cohérente, plus prédictible, avec un calendrier plus approprié » aux réalités du
marché. Et a recommandé une « approche technologiquement neutre », c'està-dire qui se concentre sur l'objectif de
zéro émission de CO₂ sans imposer à
toute l'Europe la technologie du « toutélectrique».

L'Italie considère que l'objectif « zéro émission » peut être atteint par d'autres voies que le tout-électrique. « Il faut pousser les constructeurs à fabriquer des véhicules hybrides encore plus efficaces, travailler sur les carburants neutres (synthétiques, mais aussi d'origine biologique) en poussant leur utilisation sur le parc existant, et encourager une plus grande utilisation des transports publics» affirme Antonio Sileo. De fait, I'ltalie voudrait que l'Europe réfléchisse davantage à la décarbonisation du parc auto existant, comme le recommande le rapport Draghi qui pointe «qu'en 2040, les véhicules circulant en Europe devraient encore comprendre environ 45 % de voitures à moteur à combustion et de voitures hybrides».

45% de voitures à moteur à combustion et de voitures hybrides.»

Alors que la nouvelle Commission européenne doit être annoncée la semaine prochaine, et que les ventes automobiles patinent en Europe, et no-tamment celles de véhicules électriques, Rome considère avoir de meilleures chances d'être entendu aujourd'hui. «Si l'Europe veut vraiment maintenir cet objectif (de 2035 NDLR), elle doit mettre à disposition des États et des constructeurs les centaines de milliards d'euros nécessaires à la transition, comme l'ont fait les États-Unis et la Chine, et comme le recommande Mario Draghi dans son rapport », insiste le ministre Adolfo Urso. Projet irréaliste à court terme.

En Israël, l'économie mise à rude épreuve

Dérapage budgétaire, fermetures de PME, pénuries de main-d'œuvre... Le pays paie un lourd tribut à la guerre

près deux mois de re-tard, le ministre des Fi-nances israélien, Bezalel Smotrich, a enfin pré-senté le budget 2025 au cours d'une conférence de presse convoquée à la hâte. Du moins un «simulacre», sinon de «vul-gaires diapositives», mais pas l'ombre d'un détail sur l'équilibre des finances publiques, accusent médias et écono-mistes. «C'est le même blocage qu'en France mais en période de guerre», iro-nise avec amertume Dan Catarivas, conseiller du patronat et président des Chambres de commerces binationales.

En Israël, l'élaboration du budget tourne au mélodrame, alors que les dé-penses militaires mettent à rude épreuve l'économie. Les discussions annuelles, qui ont traditionnellement lieu au cours de l'été se sont fait attendre «On s'inquiétait que le gouvernement ne pré-pare pas de budget adéquat », explique Dan Catariyas, décrivant une «bagarre interne » au sein de l'administration et interne» au sein de l'administration et des pressions de la banque centrale qui réclamait des éclaircissements sur la politique budgétaire. Face à l'incompréhension de son équipe, Bezalel Smotrich aurait même appelé le responsable du département budgétaire de son propre ministère à démissionner.

«Nous sommes dans la guerre la plus longue et la plus coûteuse de notre histoiner eures de démerges de 200 à 250 mil.

tongue et ut pius couteuse de norte niston-re, avec des dépenses de 200 à 250 mil-liards de shekels (54 à 68 milliards de dollars), a martelé le ministre devant les journalistes. Nous soutiendrons cet ef-fort jusqu'à la victoire... Sans ça, il n'y jon jusqu'a tu victore... Sans eç, ii n'y aura pas de sécurité et sans sécurité, il n'y aura pas d'économie.» Pour faire face, son administration prévoit 35 mil-liards de shekels de coupes budgétaires (9 milliards de dollars), dans l'optique (9 limitards de colaris), dais i opinque de limiter le dérapage du déficit à 4 % du PIB. Des chiffres temporaires qui pourront être réévalués en fonction de la situation sur le front, notamment en cas d'une offensive plus large au Liban.

Le budget sera approuvé à temps par le Parlement israélien, d'ici à la fin de l'année, promet le ministre, sans chif-frer son plan d'économies. «Il faut réduire les dépenses et augmenter les recettes, or nous n'avons aucune donnée Comment va-t-il v arriver?. s'interroge le représentant patronal. Le public is-raélien est très mécontent de la gestion de cette crise. » Le délai d'examen est jugé irréaliste, compte tenu des marges à dégager et des tensions politiques autour des largesses allouées à certaines communautés religieuses. Les médias

narlent déià d'une dissolution de l'Asparient dejà d'une dissolution de l'As-semblée et d'élections anticipées face à une perspective de blocage du vote. Plusieurs mesures d'économies ont

été annoncées, comme l'augmentation ete annoncees, comme l'augmentation de la TVA, le gel des allocations socia-les et des salaires dans le secteur public ou encore la suspension d'avantages fiscaux. Une façon d'augmenter les impôts indirectement, bien que le gouvernement ait exprimé clairement son opposition à toute nouvelle hausse qu'il juge inappropriée en temps de

Si les plus de 300 000 réservistes, au début de la guerre, coûtaient très cher à l'État, ce sont les dépenses pour le matériel militaire qui pèsent aujour-d'hui le plus. Israël a puisé dans ses réserves de munitions pour alimenter les serves de munitions pour alimenter les trois fronts tenus par Tsahal et doit s'équiper pour s'adapter à des attaques sophistiquées. À l'instar des missiles à guidage de précision utilisés par le Hezbollah. Aucun cessez-le-feu n'étant envisagé à court terme, les frais continueront de flamber. L'armée doit aussi former les remplaçants d'une partie de ses 12000 soldats blessés. Jusqu'à présent, la majorité du budget militaire a été financée par de la dette empruntée sur les marchés internatio-

« Il faut réduire les dépenses et augmenter les recettes, or nous n'avons aucune donnée Comment va-t-on y arriver? Le public israélien est très mécontent de la gestion de cette crise »

Dan Catarivas Conseiller du patronat

naux : en un an, à fin 2024, elle est pasnaux : en un an, á fin 2024, elle est pas-sée de 60 % du PIB à un peu moins de 80 %, selon l'économiste Yaelle Ifrah, ex-attachée parlementaire. C'est certes toujours moins que la barre des 100 % dépassée par la plupart

des pays développés. Si ce n'est qu'Israël, en guerre depuis un an, a vu sa note d'emprunt dégradée depuis le dé-but de l'année par les trois grandes agences de notation et doit donc subir agences de notation et doit donc subir une prime de risque plus élevée. Un coût supplémentaire estimé entre sept et dix milliards de shekels pour les cais-ses de l'État. Le retard sur le budge 2025 n'est pas non plus de nature à rassurer les investisseurs tout comme les chefs d'entreprise alors que l'incertitu-de floute leur avenir. Selon Coface BDI, 46 000 entreprises

ont fermé depuis le 7 octobre et la pour-suite de la guerre devrait engendrer la disparation de 60 000 d'entre elles en 2024 (compte 40 000 en temps normal). Les autorités ont par ailleurs maintenu l'interdiction de territoire aux centaines de milliers de Palestiniens qui tra vaillaient dans l'État hébreu avant le 7 octobre. Seule une poignée a été auto-risée à revenir, pour soulager quelques entreprises. La construction et l'agri-

culture souffrent touiours de ce manque de main-d'œuvre et les tentatives de recrutement à l'étranger se heurtent à une «bureaucratie inefficace», déplo-re Dan Catarivas. Il était question d'accords avec l'Azerbaïdjan, le Sri Lanka, l'Inde ou encore la Thaïlande, mais les négociations entre pays traî-nent en longueur et les gouvernements s'inquiètent pour la sécurité de leurs ressortissants

L'économie israélienne souffre mais reste loin de l'effondrement :1,5 % de croissance contre 3 % prévus avant guerre. La consommation interne s'est redressée car moins d'Israéliens sont partis à l'étranger. Le secteur alimen taire a repris des couleurs. Cœur d l'activité de la «start-up nation», l secteur technologique résiste, avec une augmentation de 31% des investissements sur un an au cours du premier semestre 2024, même si ce score est biaisé par le succès des plus grandes entreprises.



Manœuvres militaires israéliennes près de la frontière avec la bande de Gaza. Les dépenses pour le matériel militaire et l'appel de quelque 300 000 réserviste pour mener la guerre coûtent très cher à l'économie du pays. AMIR COHEN/REUTERS

En Terre sainte, le tourisme religieux réduit quasi à néant

Correspondant à Jérusalem

itué près de la porte de Jaffa, le restaurant Versavee est une institution de la Vieille Ville de Jérusalem. Avant la guerre dans la bande de Gaza, les habitants du quartier chrétien y côtoyaient des voyageurs du monde entier. C'était un lieu de rendez-vous pour les diploma-tes ou les employés d'organisations humanitaires; un point de passage inévimanitaires; un point de passage inevi-table pour les groupes de pèlerins chrétiens. Mais, par cette claire mati-née de septembre, la cour du restaurant est vide. Depuis le début de la guerre, il y a bientôt un an, les touristes ont déserté le pays. Le tourisme religieux, qui serte pays. Le toursine l'essentiel de l'activité du secteur pour Israël et la Cisjordanie, est à l'arrêt. Dès l'attaque terroriste du 7 octobre 2023, les groupes originaires 7 octobre 2025, les groupes originaires des États-Unis, d'Europe, des pays or-thodoxes - Russie, Grèce, Balkans... -ont annulé leurs réservations. Aucune reprise n'est en vue. Pour les communautés chrétiennes

rour les communautes chretenines de la Terre sainte, c'est une catastrophe économique. «Je n'ai jamais vu pareille situation», s'inquiète Marie-Armelle Beaulieu. Rédactrice en chef du journal Terre sainte Magazine, cette observatrice avisée vit à Jérusalem depuis vingtcinq ans. Directeur du Bureau des projets de développement du Patriarcat latin de Jérusalem, Georges Akroush

partage cette inquiétude. Il occupe un poste clé, depuis lequel il voit la situa-tion économique se dégrader, notam-ment pour les habitants de Jérusalemment pour les nabitants de Jerusalem-Est - la partie palestinienne de la ville -et pour ceux de Bethléem, toute proche mais en Cisjordanie occupée. «Tout le monde ici souffre économiquement de la guerre, juifs, chrétiens, musulmans, re-connaît-il. Les chrétiens ne représentent que 1% de la population, mais ce sont eux qui en pâtissent le plus. L'immense majorité du tourisme en Israël et en Cisjordanie est un tourisme chrétien, 72% des chrétiens locaux vivent du

En Cisjordanie, le secteur perdrait environ 2,5 millions de dollars par jour, selon le ministère du Tourisme de l'Autorité palestinienne. La ville de Bethléem, lieu de naissance du Christ dans la tradition chrétienne, est parti-culièrement affectée. En temps normal, elle accueille environ 1,5 million de ene accuenie civiron 1,5 miniori de touristes par an. Depuis le début de la guerre, l'économie du tourisme y aurait enregistré une perte de 67 %, d'après l'Autorité palestinienne. Le Versavee n'échappe pas à la crise.

Dans un coin de la cour, des chaises sont empilées. La table où Gabi Hani dépose une tasse de café a pris la poussière. Le propriétaire ne cache pas son appré-hension : cela fait onze mois que son activité est quasiment à l'arrêt. L'autom ne, habituellement d'intense activité, s'annonce morose. «Nous avons totale-ment fermé pendant les mois qui ont suivi le 7 octobre. Depuis le printemps, nous sommes ouverts deux jours par semaine. Les revenus générés me permettent tout iuste de maintenir le restaurant en ordre

juste de mantemr le restaurant en ordre de marche», explique-t-il. Le Saint-Sépulcre, basilique construi-te sur le lieu où, dans la tradition chré-tienne, Jésus est mort et a ressuscité, se trouve à quelque pas de là. Dans les ruelles qui mènent à ce site incontournable de la Vieille Ville, on vend des souvenirs religieux, des céramiques ar-méniennes, des jus de fruits : la plupart des boutiques sont fermées. Parfois, un marchand, mélancoliquement assis sur sa chaise, alpague les rares passants, sans trop y croire lui-même.

« En temps normal, les voyages en Terre sainte représentent 50 % à 60 % de notre activité. Du jour au lenden tout s'est arrêté >>

Guilhem de Vasselot Directeur général de l'agence Routes bibliques

Les agences de voyages aussi doivent faire face. En France, Routes bibliques, spécialiste de l'organisation de voyages religieux depuis quarante ans, a vu son activité fondre radicalement. «En temps normal, les voyages en Terre sain-te représentent 50 % à 60 % de notre ac-tivité. Du jour au lendemain, tout s'est arrêté», explique Guilhem de Vasselot,

son directeur général. Depuis, il tente d'organiser des groupes de «visita-tion», qui viennent en signe de soutien : pour l'instant, deux ont fait le dé tien: pour l'instant, deux ont fait le de-placement. Il compte sur d'autres destinations spirituelles pour prendre le relais. Fabien Safar ne peut pas en faire autant : fondateur de l'agence Terra Dei, installée à Jérusalem depuis 2013, ce Franco-Palestinien travaille entre Israël et la Cisjordanie. L'activité de son entreprise, qui employait une quinzaine de personnes avant la guerre, est quasi nulle. « Nous devions recevoir deux pe-tits groupes cet été, mais ils ont annulé à tals groupes cree, mata sont ultimate cause des tensions avec le Hezbollah et l'Iran. Là, je n'ai aucune perspective. Ce matin, j'ai parlé avec des retraités qui prévoyaient de venir : ils vont sans doute annuler: leurs enfants sont inquiets. Ils disent: le Quai d'Orsay déconseille de venir. Je sais bien que ça n'est pus si dan-gereux ici, à Jérusalem, mais qui suis-je par rapport au Quai d'Orsay?»

son entreprise souffre durement : il a ûs e séparer de près de la moitié de ses employés. «l'en emploie encore à mi-temps, je sais que j'aurai besoin d'eux quand l'activité reprendra et c'est long quand l'activité reprendra et c'est long de les former», précise-t-il. Il a aussi vendu un car de tourisme, acheté juste avant le début de la guerre; il craint de devoir se séparer bientôt de ses deux autres véhicules. Il n'est pas sûr de pouvoir continuer à payer le loyer de ses bureaux. «Nous ferons du télétravail», lance-t-il, résolument optimiste. Sans savoir de quoi l'avenir sera fait.

« Nous avons tenu onze mois comme ca.

on ne tiendra pas onze mois de plus. »

Ce ne sont pas seulement les entreprises touristiques qui sont touchées. Déià frappées par la crise du coronavirus, des milliers de familles de Jérusalem ou Bethléem se retrouvent sans revenus. Les parents ne peuvent plus payer l'école de leurs enfants. Les chrétiens sont généralement scolarisés dans les instituts gérés par le Patriarcat latin de Jérusalem : on en compte 44, pour 20000 élèves. «Pas question de refuser un élève dont les parents ne peuvent pas payer, affirme Geor-ge Akroush. Le Patriarcat prend en charge leur scolarité. » Mais cela représente un trou de 15 millions d'euros dans les fi-nances de l'institution, d'après lui. Pour les communautés religieuses, les pertes aussi sont sévères. À Bethléem, plus un sou dans les troncs de la basilique de la Nativité : l'argent collecté permettait de faire vivre une dizaine de frères franciscains chargés d'accueillir les pèlerins.

canis charges o accuentir especients. La situation pourrait-elle s'arranger? Fabien Safar et Gabi Hani l'espèrent. «I suffit qu'un cessez-le-feu soit conclu en-tre Israël et le Hamas pour que les réser-vations reprennent», assure Fabien Savations reprennent », assure ranien sa-far, «Les voyageurs ont-lis plus peur de voyager aujourd'hui qu'autrefois?», s'interroge toutefois le directeur de Routes bibliques. Devant la volatilité de la situation, certains groupes pourraient hésiter, même en cas de cessez-le-feu. Au Patriarcat latin de Jérusalem, aucune

Réunies lundi soir, les huit organisations de salariés n'ont pas réussi à trouver de stratégie commune pour faire entendre leur voix.

ui pour s'opposer, mais chacun à sa façon. Lundi soir, les cinq syndicats représentatifs (CGT, CFDT, CFTC, FO, CFE-CGC) accompagnés de FSU, Unsa et Solidaires étaient réunis au siège de cette dernière pour leur réunion de rentrée. Le rendez-vous était fixé de longue date mais tombait à point nommé. Après de longues tractations, Emmanuel Macron s'est finalement dé-cidé, quelques jours auparavant, à nom-mer Michel Barnier au poste de premier ministre. Au cours des deux heures, chaque numéro un a donc pu donner son ressenti sur cette désignation sur-prise et le rôle des partenaires sociaux dans ce paysage politique morcelé. L'occasion surtout de mettre en exergue les différences d'approche entre les

Seul constat partagé : aucun des invités n'a pour le moment été contacté par tes in a pour le moment ete contacte par le nouveau locataire de Matignon. Lors de sa première intervention publique, au journal télévisé de TFI vendredi soir, Michel Barnier a pourtant assuré vou-loir «prendre en compte les partenaires sociaux». Ajoutant que «notre pays a besoin de syndicats forts». Ce manque d'empressement n'est pas de nature à rassurer les partenaires sociaux, qui attendent un changement de méthode tendent un changement de méthode par rapport au style d'Emmanuel Macron. «Le politique seul ne pourra rien, » a rappelé la CFDT dans un communiqué en réponse à la nomination du nouveau premier ministre. «Il a dit vouloir s'appuyer sur nous mais pour le moment on fait le constat que ce n'est que des paroles et qu'il n'y a pas d'actes », s'inquiète également Julie Ferrua, codéléguée de Solidaires. «À l'époque Jean Castex nous avait appelés dans la journée », compaça, acide, un des numéros un présents. re, acide, un des numéros un présents

re, acide, un des numéros un présents. Au-delà, les échanges ont très vite buté sur l'attitude à adopter face à ce nouvel exécutif en formation. «Il y a deux groupes. Ceux qui estiment que la nomination de Barnier est un déni de dé-mocratie et ceux qui veulent attendre de voir», explique un participant. Sans surprise, le désaccord a recoupé les cli-vages babituels avec d'in côté un caté vages habituels avec d'un côté un camp radical mené par la CGT, de l'autre les



Face à Barnier, les syndicats font leur rentrée en ordre dispersé

modérés avec la CFDT en tête. «Le casmodérés avec la CFDT en tête. «Le cas-ting ne nous intéresse pas» balaie-t-on du côté de la centrale de Marylise Léon. À l'inverse, pour Sophie Binet, «cette nomination démontre un mépris du vote des électeurs». Toutefois, hors de ques-tion « d'imiter le Nouveau Front populai-re en demandant la destitution du gou-vernement», souligne le cadre d'une organisation radicale. «On n'est pas dans l'idée qu'il n'a pas de légitimité», confirme Benoit Teste, numéro un de la FSII

Suspension de la réforme des retraites

Les participants se sont également op-posés sur la stratégie à adopter sur la question de la réforme des retraites. In-terrogé, Michel Barnier a fait un pas vers l'intersyndicale, assurant qu'il était prêt à «ouvrir le débat sur cette

loi», tout en soulignant qu'il ne revien-drait pas sur les 64 ans. «Nous respectrait pas sur les 64 alis. «Nota respec-terons le cadre budgétaire», a-t-il pré-venu. Une ouverture unanimement jugée insuffisante. Même Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT, a annoncé ce dimanche sur France Inter qu'elle attendait «a minima», une pension du recul de l'âge avant de s seoir à la table des discussions. «L'ar seoir a la table des discussions. «L dr-gument budgétaire a bon dos, a-t-elle critiqué, je pense qu'on a d'abord des responsables politiques qui n'ont pas en-vie de bouger.» La CGT, elle, ne fait pas mystère de

ses intentions. La centrale de Montreuil a de longue date annoncé une journée de mobilisation le ler octobre. Outre l'abrogation du recul de l'âge, le mot d'ordre est la «hausse des salaires, des pensions et des budgets publics permet-tant de sortir de l'austérité ». FSU et Solidaires ont prévenu qu'elles se join-draient au cortège. De son côté, Maryli-se Léon a d'ores et déjà décliné l'invita-tion. «La CFDT n'a jamais été adepte du rituel de la mobilisation de rentrée», a fait valoir la secrétaire générale à La Tribune Dimanche début septembre. Encore une fois, l'organisation réfor-miste appelle à la patience. «Une ap-proche un peu paresseuse», tacle un leader syndical opposé à cet attentisme. Reste que cette approche a eu gain de cause puisque aucun communiqué de presse commun n'a été publié dans la Un nouveau rendez-vous est fixé à la fin du mois pour aviser

Pour autant, l'intersyndicale ne compte pas rester les bras croisés sur tous les sujets, consciente que l'éclate-ment de l'Assemblée nationale en trois blocs les place en position de force. «Si on vient avec un texte qui a le soutien des

partenaires sociaux, personne ne va le censurer», veut croire François Hom-meril, de la CFE-CGC. Il appelle donc les représentants syndicaux et patro-naux à se remettre autour de la table. Un appel partagé par le patronat. «La qualité du dialogue entre le patronat et les organisations syndicales reste bonne. La démocratie sociale fonctionne bien et doit occuper toute sa place», a souligné le président du Medef, Patrick Martin, dans Le Figaro. Les sujets ne manquent pas, comme la question des salaires et du pouvoir d'achat. Toutefois l'urgence se situe du côté de

l'assurance-chòmage. La précédente réforme voulue par le gouvernement Attal ne semble plus d'actualité. Il faudra rapidement que les partenaires sociaux et l'exécutif se saisissent du sujet alors que les règles actuelles doivent théoriquement s'arrêter au 31 octobre.

Edeis, le Petit Poucet des concessions à l'appétit d'ogre

L'entreprise, qui opère une vingtaine d'aéroports régionaux, se développe aussi dans la culture, le tourisme et l'ingénierie.

lus grand bâtiment Art déco de France, l'ancienne gare maritime transatlantique de Cherbourg accueille depuis de nombreuses années la Cité de la mer. On peut y visiter le Redoutable, pre-On peut y visiter le Redoutable, pre-mier sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) français, une exposi-tion immersive sur le Titanic ou pas moins de 17 aquariums. À Nimes, les touristes peuvent se rendre dans les arènes romaines, construites en l'an 100, pour en apprendre plus sur l'his-toire de Rome à travers un spectacle in-titulé Germanicus et la colère barbare. Pour aller d'un sit à l'autre, le plus aire. Pour aller d'un site à l'autre, le plus aisé est de prendre l'avion, les deux villes disposant d'un aéroport. Le point com-mun entre toutes ces infrastructures s'appelle Edeis. La société, créée et présidée par Jean-Luc Schnoebelen, est le concessionnaire des aéroports de Nîmes et Cherbourg mais aussi, plus original, de la Cité de la mer de la ville du Coten-tin et des Arènes de la cité gardoise.

Jean-Luc Schnoebelen est un vrai entrepreneur. Ingénieur de formation, il a passé quelques années dans le grou-pe Bouygues avant de créer une entre-

prise d'ingénierie, Ginger, en 1997, Une véritable success story, marquée par son introduction en Bourse en 2001, à peine quelques semaines après les at-tentats du 11 Septembre. En 2010, il cède le capital de l'entreprise au néercede le capital de l'entreprise au neer-landais Grontmij. L'entrepreneur ne reste pas longtemps inactif, puisqu'il crée alors un holding d'investissement. En 2016, il prend le contrôle des actifs français du canadien SNC Lavalin. C'est

français du canadien SNC Lavalin. C'est la naissance du groupe Edeis.

SNC Lavalin est alors avant tout un groupe d'ingénierie, un métier que connaît bien Jean-Luc Schnoebelen.

«La moitié de l'activité du groupe est encore réalisée dans l'ingénierie, précise le fondateur d'Edeis. Nous devons étre des experts pour ne pas être concurrencés par l'intelligence artificielle. L'IA doit être un outil au service des idées ces par intenigence artificient. Li A doit être un outil au service des idées nouvelles, et nous prévoyons d'ailleurs de l'intégrer à notre ingénierie via notre filiale IMKI, spécialisée dans l'intelli-gence artificielle générative. » Edeis est aujourd'hui un acteur d'importance dans le secteur hospitalier - il est ainsi présent dans la construction du CHU de Nantes - mais aussi dans la transformation éco-énergétique - comme dans la conception de la giga-usine du fran-çais Verkor.

Dans l'escarcelle de SNC Lavalin,

Dans l'escarceire de SNC L'Avaini, Jean-Luc Schnoebelen a également trouvé la concession d'une dizaine d'aéroports régionaux. Le dirigeant a très vite décidé d'investir dans ce do-maine. «Le groupe doit devenir un allié

« La moitié de l'activité du groupe est encore réalisée dans l'ingénierie. Nous devons être des experts pour ne pas être concurrencés par l'intelligence artificielle »

Jean-Luc Schnoebelen

des territoires, et pas seulement un groupe d'ingénierie, explique Jean-Luc Schnoebelen. Il va y avoir de moins en moins d'argent pour les territoires, alors qu'on leur demande de prendre de plus en plus leur destin en main. En revanche, ils ont des infrastructures. Or elles ne

sont pas réellement gérées ou seulement d'un point de vue technique, sans vision globale. » Les aéroports régionaux peu-vent contribuer à ce développement territorial. «L'aéroport de Nîmes a été renommé Nîmes Grande Provence Médirenomne Nimes Grande Provence Medi-terramée, pour bien montrer cet ancrage dans un territoire large dont le bassin économique ne recoupe pas toujours strictement le découpage politique », souligne Olivier Galzi, le directeur du

développement d'Edeis.

Mais Edeis a perçu rapidement qu'il était possible d'aller au-delà des seuls aéroports. «Nous avons commencé à aeroports. «Nous avons commence a nous intéresser aux ports, notamment ceux de Saint-Malo, Cancale ou le port de plaisance de Calais, explique encore Jean-Luc Schnoebelen. Et il y a trois ans, nous sommes entrés dans le secteur ans, nois sommes entres dans le secteur de la culture. » La société, qui gérait déjà l'aéroport de Nîmes, a gagné l'ap-pel d'offres lancé par la municipalité concernant la gestion des Arènes, de la Maison carrée et de la tour Magne.

« On s'appuie sur la culture des terri-toires, analyse Olivier Galzi. On dit : Nîmes, c'est Nîmes la romaine. Si vous voulez passer un week-end à Rome à Pâaues, allez à Nîmes. Il v a les journées romaines et les arènes sont mieux conservées que celles de Rome.» Et ça fonctionne, comme le montrent les chiffres de fréquentation des spectacles. «Il faut que ce soit les enfants qui amènent leurs parents, souligne pour sa part Jean-Luc Schnoebelen. Pour ça, nous préparons des shows avec des batailles, mais également la possibilité d'apprendre des choses. »

Depuis, les succès se sont accumulés dans ce domaine, du petit train de la vallée de La Mure, en Isère, jusqu'au théâtre antique d'Orange ou, en détheatre antique d o'range ou, en de-cembre dernier, la Cité de la mer à Cherbourg. Dernier événement mar-quant : Edeis négocie en exclusivité avec le ministère de la Culture pour faire revivre le site de Clairvaux, à la faire revivre is site de Clairvaux, a la fois ancienne abbaye cistercienne mais également prison depuis la Révolution française. Aujourd'hui, Edeis est encore un petit acteur dans le domaine des concessions, mais un acteur qui monte. La société affichait 178 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023. Et envisage d'atteindre 203 millions cette année. ■

Avec son usine modulable. Sanofi s'arme face à une future pandémie

Marie Bartnik Neuville-sur-Saône

Ce site révolutionnaire pourra produire 500 millions de doses de vaccin par an.

uatre plateaux de pro-duction de vaccins et de biomédicaments, séparés par des cloisons gonflables et démontables, en une heure top chro-no. La nouvelle usine de Sanofi, inaugurée ce mardi par Emmanuel Macron, est un immense ieu de nuel Macron, est un immense jeu de construction, modulable au gré des be-soins de production du laboratoire fran-çais, de la circulation des futurs virus et des découvertes de la science. Le président de la République était

hil-même venu annoncer, aux côtés de Sanofi, la construction de cette nouvelle usine de Neuville-sur-Saône, dans la région lyonnaise, en pleine épidémie de Covid en juin 2020. Il est revenu ce mardi pour couper le ruban. «En 2020, nous nous sommes aperçus de ce que coûtait la perte de souveraineté, a rappelé ce mardi Emmanuel Macron. Nous nous sommes rendu compte qu'il fallait que nous nous adaptions aux innovations beaucoup plus vite. Et en quatre ans cette usine est sortie de terre. Cela a supposé de la constance et de la persévérance. » Sanofi y a consacré près de 500 millions d'euros, dont 240 millions d'aides de l'État. Opéra-tionalle ag 2005 ella reprette de services les conscirces. tionnelle en 2025, elle permettra de pro-duire jusqu'à quatre vaccins ou biomé-dicaments en même temps, requérant des technologies différentes : des vaccins viraux vivants atténués, des vaccins à ARN messager, des traitements issus de biotechnologies comme les enzymes, ou encore des anticorps monoclonaux.

C'est une petite révolution dans le secteur de l'industrie pharmaceutique, où la production d'un nouveau médica-ment va traditionnellement de pair avec



Le président de la République est revenu mardi à Neuville-sur-Saône pour inaugurer Modulus, la nouvelle usine Sanofi, dont il avait annoncé la construction en juin 2020, en pleine pandémie de Covid. LAURENT CIPRIANI/AFP

la construction d'un nouveau bâtiment. Le processus prend en lui-même cinq à dix ans, quand «Modulus», comme Sanofi a baptisé sa nouvelle usine, sera canon a baptics sa notwene issue, sera ex-pable de produire un nouveau médica-ment en quelques mois, quelle que soit sa technologie. Surtout, sa modularité lui permet de changer de configuration lui permet de changer de configuration en quelques semaines, voire quelques jours, si le besoin de produire un vaccin ou un médicament en grande quantité se faisait sentir. «Traditionnellement, un site industriel de vaccins ou de biomédica ments dispose de bâtiments dont chacun est dédié à une technologie ou un produit, explique Sanofi. Chaque élément y est construit en dur et ne peut plus évoluer une fois validé par les autorités de santé. Cette configuration empêche tout chan-gement rapide des capacités de produc-tion, par exemple pour intégrer l'arrivée

rapidement la production d'un vaccin en cas de pandémie.»

Trente-quatre mini-usines

A contrario, Modulus est composé de 34 mini-usines. Pour accroître brus-34 mini-usines. Pour accroître brus-quement la production d'un médica-ment, Sanofi pourra fournir jusqu'à 500 millions de doses de vaccin par an à Neuville-sur-Saône. « Avant, le bâti-ment construit pouvait être trop grand, ou alors trop petit, explique Thomas Triomphe, responsable des vaccins chez Sanofi. Nous ne pouvions pas prévoir un bâtiment vide en attendant la prochaine pandêmie. Grâce à Modulus, nous serons en revanche prêts à y faire face, de même en revanche prêts à y faire face, de même qu'aux différents pics des virus saison-niers. Ce site offre une nouvelle autonomie à la France dans le domaine de la santé.»

La flexibilité de Modulus est aussi une réponse à l'accélération des découvertes scientifiques. « Les nouvelles technologies se succèdent de plus en plus vite », consta-te Thomas Triomphe. Sanofi a tiré les le-çons de son échec dans la lutte contre le Covid, quand le laboratoire ne disposait pas de la technologie de l'ARN messager. Le site de Neuville-sur-Saône sera le premier à produire des vaccins utilisant la technologie ARN messager produits par Sanofi. «La création de Modulus est l'une de nos plus grandes fiertés, résultat du savoir-faire industriel unique de Sanofi, exvon Jane Industret unique de Sanoji, co-plique Paul Hudson, le directeur général du laboratoire. Il ne s'agit pas seulement d'une nouvelle usine, plus moderne, écolo-gique et connectée, mais bien d'une révolution dans la façon dont nous fabriquerons vaccins et biomédicaments dans les prochaines décennies. »

Le recul des prix immobiliers s'atténue

Guillaume Errard

Si la baisse des taux d'intérêt se poursuit, une reprise du marché pourrait se dessiner.

n recul mais moins fort. En France, les prix de l'immobilier ancien ont poursuivi leur baisse au deuxième trimestre 2024, mais à un rythme moins soutenu, 2024, flaas a un rytinie floins souteild, à - 0,5%, après - 1,5% au premier tri-mestre 2024 et - 1,8% au quatrième tri-mestre 2023, selon l'indice Notaires-Insee publié mardi. Sur un an, entre le deuxième trimestre 2023 et le deuxième trimestre 2024, les prix affichent un re-cul total de 4,9%. La hausse des prix,

continue depuis fin 2015, a marqué un net coup de frein depuis la mi-2022. La remontée des taux d'intérêt, en écornant le pouvoir d'achat immobilier des ménages, a freiné le marché. S'y est ajoutée ces derniers mois l'incertitude

«Après avoir été attentistes, les acheteurs sont en pleine réflexion. Quant aux vendeurs qui ne sont pas pressés, ils sont également attentistes », décrypte Élodie Frémont, porte-parole de la chambre des notaires à Paris, qui se réjouit tou-tefois de voir que «le logement en crise est en train de s'autoréguler tout seul comme un grand », par les prix.

Les maisons à la peine

En Île-de-France, le ralentissement im-mobilier a été marqué. Sur un an, les prix franciliens dans l'ancien baissent forte ment (-7,2%), et nettement plus qu'en province (-4,3% sur un an). Cependant, là aussi, le recul s'atténue : les prix diminuent au deuxième trimestre 2024 de $0,9\,\%$. Par ailleurs, en région francilienne, les maisons sont davantage à la peine (-1,4% au deuxième trimestre) que les appartements (-0,7%). C'est le contreoup du boom qu'avaient connu les mai-sons dans la période post-Covid.

Dans la France entière, le nombre de

transactions réalisées au cours des douze derniers mois continue de chuter à 792000 fin juin 2024, après 825000 fin mars et 872000 fin décembre.

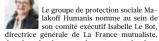
Cette atténuation de la baisse des prix va-t-elle inciter les acheteurs à se pêcher? «Les acquéreurs, qui ont va-t-eue inciter les acheteurs à se dé-pêcher? «Les acquéreurs, qui ont été frustrés de ne pas pouvoir acheter il y a deux ans, peuvent envisager d'acheter aujourd'hui. Mais pas tout de suite car les taux de crédit sont encore trop élevés », décrypte Élodie Frémont. Pour cette notaire parisienne, si la baisse des taux se poursuit - ce qui est probable compte se poursuit - ce qui est probable compte tenu de la politique de la BCE -, on peut s'attendre à un automne dynamique. ■

LES DÉCIDEURS

VINCENT MARTINOT-LAGARDE **Naval Group**

Naval Group procède à des nominations dans son comité exécutif : Vincent Martinot-Lagarde de-vient directeur bâtiments de surface, Il cède son poste de directeur des services à Éric Balufin, jusque-là directeur du site de Brest, en charge du maintien en conditions opérationnelles des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et de bâtiments de surface de la marine nationale basés en Atlantique. Il en conserve l'intérim.

ISABELLE LE BOT **Malakoff Humanis**



dans le cadre du rapprochement entre les deux entités. Sa mission sera de déployer la stratégie épargne de Malakoff Humanis en lien avec les

VINCENT REMOUÉ La Banque postale

À La Banque postale depuis 2020, dernièrement directeur exécutif de la relation et de l'expertise clients de la région Nord, Vincent Remoué assu-me désormais cette responsabilité à l'échelle nationale et siège au comité de développement.

Une ancienne de LVMH devient directrice générale de Diptyque

Les fleurs, l'herbe mouillée... Tous ces effluves du jardin de ses grands-parents, Laurence Semichon s'en souviendra éternellement. Ils ont scellé son envie de travailler dans la parfumerie. Ensuite, elle a ambitionné de reioindre un jour Distruue. ambitionné de rejoindre un jour Diptyque Elle réalise désormais ses deux rêves en ac-

Elle réalise désormais ses deux rêves en ac-cédant à la direction générale de la griffe pa-risienne, connue pour ses bougies. Son baccalauréat en poche, elle souhaitait concilier inventivité et stratégie : elle a choisi le marketing du luxe. Au terme de ses études à HEC, elle a effectué son dernier sta-ge chez Louis Vuitton, en prêt-à-porter masculin. «l'hésitais à opter pour la mode. l'ai adoré l'environnement et les talentueux collaborateurs que i'v qi rencontrés. Muis i'ai J'ul autore l'environnement et les tatentaeux collaborateurs que j'y ai rencontrés. Mais j'ul compris que je manquerais de liberté créative, qui relevait exclusivement du studio», confie-t-elle.

Après un détour de quelques mois auprès

Après un detour de quesques mois auprès d'iBazar, ancêtre français d'eBay, elle a re-trouvé en 2000 le groupe LVMH, comme chef de produits soins de Givenchy. «Il s'agissait d'une petite catégorie, ce qui nous laissait la latitude d'innover», soulignet-elle. Elle a poursuivi en planchant sur le maquillage dès 2005. « Nous avions notam-ment imaginé un mascara boule, une idée avant-gardiste qui nous assurait une certaine notoriété», raconte-t-elle. Elle a finalement rallié le département par-

fums, le cœur de l'activité de la marque tums, le cœur de l'activité de la marque, trois ans plus tard. En 2011, Louis Vuitton lui a proposé de superviser le lancement de ses senteurs. La conception a demandé plu-sieurs années: «Cela représentait une mis-sion quasiment entrepreneuriale au sein d'un géant, avec l'impératif que le projet s'inscrive complètement dans son ADN», explique-

En 2019, épanouie dans son rôle, elle n'enrisageait pas de quitter son employeur. Ce-pendant, à la question d'une chasseuse de têtes, elle a spontanément répondu que seu Diptyque pourrait l'intéresser. Bingo, la maison cherchait justement un vice-prési-

maison cherchain Justement un Vice-presi-dent senior. «Les planètes se sont alignées », philosophe-t-elle. Elle a consacré cinq ans à explorer les facet-tes de la société, rachetée par Manzanita Ca-pital. Alors que Fabienne Mauny, dirigeante phai. Alors que rabiente Mauny, dirigeante historique, en poste depuis dix-sept ans, évolue aujourd'hui en tant qu'associée du fonds d'investissement, elle his succède. Son objectif consiste dorénavant à garder l'es-prit insufflé par les fondateurs tout en parvenant à générer de la croissance

MAUD KENIGSWALD

nominations@lefigaro.fr

STÉPHANIE CAU

Précédemment directrice de la communication du groupe Renault, pas-sée par Bureau Veritas, Stéphanie Cau rejoint Suez pour superviser la communica-

tion, le marketing, le développement durable et les affaires publiques à compter du l^{er} octobre, siégeant au comité exécutif. Elle succédera à Frederick Jeske-Schoenhoven, sur le départ.

SONIA MAHIEDDINE Jacquet Brossard

Après avoir œuvré pendant plus de vingt ans dans les RH chez Neuhauser (InVivo), Fenwick-Linde, Suez ou encore Jardiland, Sonia Mahied-dine rallie le groupe coopératif agricole Limagrain comme directrice des ressources humaines de la filiale Jacquet Brossard. Sa mischa capacitate hi acquetare la tentériorie sion consistera à accompagner la stratégie et maintenir un dialogue social de qualité.

YANNICK FIERLING

Auparavant directeur de l'unité européenne du fabricant chinois d'appareils électroménagers Haier, Yannick Fierling arrive auprès du concurrent suédois Electrolux comme directeur général. Il rejoindra l'entreprise en octobre et succédera le ler janvier à Jonas Samuelson, qui quitte ses fonctions après huit ans en poste.

TECH LE FIGARO mercredi 11 septembre 2024

IA : le luxe amorce sa révolution

Le secteur commence à développer des solutions au service d'objectifs stratégiques.

intelligence artificielle (IA) connaît un essor fulgurant qui bouscule de nombreux secteurs d'activité. Les services financiers ou encore la grande distribution ont investi massi-vement dans ces nouvelles technologies très transformantes pour leur modèle économique. Le luxe n'entend pas rater ce tournant et mène, lui aussi, sa révo-lution, avec un démarrage «promet-teur», constate une étude menée par le cabinet de conseil Bain & Company et le Comité Colbert qui réunit 95 maisons du luxe françaises.

Désormais. «l'intelligence artificielle

Désormais, «l'intelligence artificielle sert vraiment les priorités business des maisons. Ce n'est pas quelque chose de fantaisiste, insiste Mathilde Haemmerlé, & Company. Tout bouge très vite et on s'attend à une accélération massive de l'adoption de l'IA. » Aujourd'hui, les applications déployées restent très ciblées. relativement simples et utilisées par un nombre encore faible d'acteurs du sec-teur. Mais le développement de ces nou-velles technologies, qui progressent à une folle allure, fait désormais partie des une rone antire, lan desormas partie des dix principales priorités pour 78% des grandes maisons du luxe et pour 19% des petites et moyennes. D'ici à deux ans, la mise en place de nouvelles applications devrait accélérer et plus de 30% des acteurs du secteur devraient les utiliser. pronostiquent les experts de l'étude

Efficacité opérationnelle

Pour l'heure, le luxe s'est surtout tour-né vers l'intelligence artificielle pour gagner en efficacité opérationnelle. 26 % des maisons interrogées indiquent voir adopté l'IA afin d'optimiser les prévisions de volumes de ventes pour éviter les invendus : 34 % sont dans une

phase de test. Grâce à ces nouveaux outils, elles travaillent aussi à une meilleure allocation des stocks dans les boutiques. Cette tendance ne devrait pas s'inverser. « Dans un contexte de ralentissement de la croissance du luxe les acteurs cherchent de l'efficacité opé-rationnelle. Tout le monde est en train d'ajuster le plus finement ses ventes», explique Joëlle de Montgolfier, vice-

présidente exécutive des pôles distri-bution, luxe et grande consommation chez Bain & Company. Les maisons investissent aussi pour

améliorer la relation client : 22 % des acteurs ont déià utilisé une solution IA dans ce domaine. L'accent est notam-ment mis sur la communication per-sonnalisée; des outils sont par exemple développés pour perfectionner la connaissance du profil des clients par les vendeurs. Une transformation qui se fait en toute discrétion. «La visibilité des applications suscite encore des ré-serves. À ce stade, la majeure partie des maisons reste très discrète sur l'utilisamaisons reste tres discrete sur l'attissa-tion d'une IA visible (...) par crainte de dénaturer la relation authentique avec leurs clients», précise les experts dans l'étude. D'ailleurs, 70 % des acteurs du luxe sondés n'envisagent pas de déve-lopper des applications utilisées par le client lui-même comme le chatbot, ce robot qui permet d'échanger sur le site. Largement utilisé dans d'autres secpar de la comme les banques, l'outil ne ré-pond pas aux codes des entreprises du luxe qui offrent un service privilégié et sur mesure à leurs clients.

Passer rapidement du croquis

au prototype en 3D Bien plus sensible, l'utilisation de l'IA au service de la fonction créative commence à être explorée par le secteur. Certes, 72 % des maisons interrogées y restent toujours opposées « pour ne pas dénaturer l'essence même du luxe». Mais certaines ont décidé de s'y aven-turer en vue d'enrichir l'inspiration ou encore d'accélérer les visualisations des articles en cours de création en per-mettant, par exemple, de passer du croquis au prototype en 3D en très peu de temps. Pas question donc de toucher à la créativité qui reste humaine, « Cette ata creativite qui reste initianite. We de étude ne dit pas que le directeur artisti-que sera remplacé par l'intelligence arti-ficielle, sinon ce ne serait plus du luxe», insiste Joëlle de Montgolfier.

Pour accélérer cette révolution qui est bel et bien en marche, le secteur sait qu'il devra lever d'importantes barriè-res pour développer de nouvelles solu-tions. Et notamment le recrutement de profils aux compétences très pointues prolis aux competences tres pointues dans le domaine. Les craintes restent également fortes sur la sécurité des données et leur exploitation, ce qui pose le sujet plus large de la propriété intellectuelle et de la confidentialité de ces données. Plusieurs maisons « mettent en avant le risque de voir leur patri-moine historique tomber dans le domaine public», souligne l'étude. Ce travail de sécurisation sera de longue haleine.



L'intelligence artificielle, qui permet déjà l'essayage virtuel en ligne, offre une expérience d'achat inédite pour le client et aide les marques à optimiser les prévisions de volumes de ventes.

Jeux vidéo : pourquoi Ubisoft s'effondre en Bourse

L'action du créateur du jeu Star Wars Outlaws a perdu 50% de sa valeur en un an et flirte avec ses plus bas historiques.

ettre le groupe en vente, remplacer le PDG et cofon-dateur, Yves Guillemot, et se séparer d'une part non négligeable des trente studios de production : tel est le remède de cheval duction: tel est e remede de cineval proposé lundi par le fonds spéculatif slovène AJ Investments au conseil d'administration de l'éditeur français de jeux vidéo Ubisoft. «Nous vous écri-vons pour exprimer notre profonde insatisfaction face aux performances du groupe», indique cet actionnaire qui

détient moins de 1% du capital d'Ubisoft. «Nous utiliserons tous les moyens légaux à notre disposition pour atteindre notre but», menace celui qui entend pousser la famille Guillemot à vendre son groupe à des fonds de private equity, ou bien à sortir Ubisoft de Bourse en rachetant, aux côtés de son allié chinois Tencent, les actions «à prix juste». Il donne soixante jours au conseil d'administration pour agir, sous peine de rassembler autour de lui d'autres acminoritaires insatisfaits

Contacté par Le Figaro, Ubisoft n'a pas

souhaité réagir.
Si les chances de réussite d'AJ Investments semblent faibles au vu de son poids, son coup de sang reflète la nervosité des actionnaires face à la dénervoste des actionnaires race à la de-gringolade boursière du groupe fran-çais. Qu'il semble loin, le temps où, en pleine pandémie de Covid-19, l'action d'Ubisoft valait 85 euros. Mardi, elle ne valait plus que 13,15 euros - il faut remonter à 2014 pour retrouver un tel niveau. En un an, le cours a perdu plus de

la moitié de sa valeur, dont 22 % rien ces deux dernières semaines que ces deux dernieres semaines. La valorisation d'Ubisoft n'est plus que de 1,7 milliard d'euros, bien loin des 4 milliards du polonais CD Projekt ou des 27 milliards de dollars de l'éditeur américain FA

Comment expliquer cette glissade? «Les mauvaises nouvelles s'enchaî-nent», commente Charles-Louis Planade, directeur des opérations internaitionales chez TP Icap Midcap. Le 3 septembre, ISS Stoxx a ainsi annoncé qu'Ubisoft sortirait à la fin du mois de l'indice Stoxx Europe 600. Cela a mécaniquement conduit des gestionnaires à sortir le titre de leurs portefeuilles, en-traînant une baisse immédiate de 5 %

« Ubisoft a des coûts fixes très élevés. Quand on se rate sur ses objectifs de vente, cela a mécaniquement des impacts forts sur le résultat opérationnel »

Un observateur

Autre revers : sorti le 27 août, le ieu Star Wars Outlaws, pourtant doté du plus important budget marketing de l'histoire d'Ubisoft et bien reçu par la critique, ne semble pas avoir le succès critique, les senione pas avoir le success escompté par les analystes. Alors qu'ils attendaient entre 7 et 8 millions d'exemplaires vendus, ils n'en espèrent plus que de 5 à 6 millions au vu de di-vers indicateurs comme les premiers vers indicateurs confine les premiers chiffres de vente tombés au Royaume-Uni, les classements des sites d'e-com-merce, le nombre de gamers s'intéres-sant au titre sur la plateforme Twitch, mais aussi l'absence de communication

du groupe sur ce point.

Ubisoft a des coûts fixes très élevés.
Quand on se rate sur ses objectifs de vente, cela a mécaniquement des impacts

forts sur le résultat opérationnel, qui jorts sur le resultat operationnet, qui était de 252 millions d'euros au dernier exercice fiscal pour 2,3 milliards de chiffres d'affaires, note un observateur. Le contexte concurrentiel était pourtant favorable pour Star Wars Outlaws.»

Javoraue pour Sar wars cuttaws.»

Cette déception s'ajoute à une liste désormais longue de titres à gros budget qui n'ont pas fait d'étincelles. Sorti en mai, le jeu en ligne gratuit XDefiant semblait pourtant avoir prisé cette malédiction en rassemblant 8 millions de joueurs en première se-maine et 200 000 spectateurs sur Twitch. Quatre mois plus tard, ces chiffres se sont effondrés et l'avenir

chitres se sont ettondres et l'avenir du titre est incertain. Mais pour les bons connaisseurs d'Ubisoft, les problèmes du groupe sont plus profonds, avec en premier lieu des coûts fixes élevés avec 18000 salariés dans le monde, soit un nombre bien plus élevé que les cadors de l'industrie. «Il en faudrait deux fois moins. Ubisoft nécessite une restructuration dure, mais necessite une restructuration dure, mais la famille Guillemon i'est pas prête à l'entreprendre», estime l'observateur cité plus tôt. Les coûts sont aussi tou-chés par des jeux dont le développe-ment s'avère bien plus ardu qu'es-compté, et qui peuvent parfois s'étale sur dix ans comme pour Skulls and Bo-res finalement entri a férire. L'étale nes, finalement sorti en février. L'édi-teur a récemment corrigé cet écueil en annulant plusieurs projets, comme le jeu en ligne The Division Heartland après trois années de travail.

«Attention à ne pas enterrer Ubisoft trop vite!, plaide l'analyste Charles-Louis Planade. N'oublions pas que la va-che à lait du groupe, le jeu en ligne Rainche a lan du groupe, le jeu en ingle Ruin-bow Six Siege, marche toujours bien et est l'un des jeux les plus joués au monde. Et leur plus grosse sortie de l'année, As-sassin's Creed Shadows, arrive le 12 no-vembre et va toucher une communauté de fans fidèle à cette saga. » Mais la vi-gilance reste de mise : un échec com-mercial grèverait plus encore la confiance des marchés. ■

LA SÉANCE DU MARDI 10 SEPTEMBRE

LE CAC	JOUR	WVAIL	*HAUTJUUR	*BAS JOUR	NUMPLECH	31/12		JOUR	WAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	MCAPECH	31/12
ACCOR	37,75	-1,44	38,57	37,62	0,215	+9,1	LVMH	612,4	-0,62	620,8	610,6	0,065	-16,52
AIR LIQUIDE	168,98	+1,67	169,86	165,4	0,127	-4,05	MICHELIN	35,47	-0,48	36,02	35,33	0,227	+9,27
AIRBUS	130,44	+0,52	131,32	129,32	0,12	-6,68	ORANGE	10,775	+0,23	10,785	10,69	0,153	+4,57
ARCELORMITTAL SA	19,7	-2,18	20,1	19,645	0,305	-23,27	PERNOD RICARD	124,8	+0,4	125,85	123,25	0,221	-21,88
AXA	34,96	+0,14	35,34	34,73	0,192	+18,55	PUBLICIS GROUPE SA	94,8	-0,9	96,34	94,62	0,113	+12,86
BNP PARIBAS ACT.A	62,18	-0,62	63,22	61,95	0,133	-0,66	RENAULT	38,5	-3,1	39,8	37,18	0,647	+4,32
BOUYGUES	31,64	-1,59	32,43	31,64	0,208	-7,27	SAFRAN	196,15	+1,08	196,15	193,45	0,127	23,01
CAPGEMINI	190	+5,29	194,05	186,35	0,245	+0,66	SAINT GOBAIN	77,38	+0,7	78,26	76,66	0,193	+16,08
CARREFOUR	15,055	+0,57	15,165	14,97	0,296	-9,12	SANOFI	105,58	-0,17	105,86	104,92	0,101	+17,62
CREDIT AGRICOLE	14,16	-0,81	14,415	14,115	0,131	+10,18	SCHNEIDER ELECTRIC	219,9	+0,27	221,3	218,45	0,087	20,97
DANONE	66,08	+0,52	66,34	65,46	0,145	+12,61	SOCIETE GENERALE	21,805	-1,11	22,21	21,66	0,317	-9,24
DASSAULT SYSTEMES	34,64	+1,79	34,92	34,19	0,088	-21,69	STELLANTIS NV	13,678	-3,02	14,164	13,38	0,121	35,31
EDENRED	37,95	-0,11	38,56	37,85	0,095	-29,9	STMICROELECTRONICS	25,195	-3,47	26,16	25,065	0,309	44,31
ENGIE	15,965	-0,09	16,12	15,9	0,193	+0,3	TELEPERFORMANCE	96,86	-2,06	99,9	96,26	0,319	-26,65
ESSILORLUXOTTICA	210,3	-0,57	210,5	208,1	0,086	+15,8	THALES	146,15	+0,72	146,75	144	0,055	+9,11
EUROFINS SCIENT	53	0	53,86	52,56	0,156	-10,14	TOTALENERGIES	59,87	-1,79	61,21	59,48	0,154	-2,81
HERMES INTL	1896	-0,45	1929	1890,5	0,055	-1,19	UNIBAIL-RODAMCO-WE	76,52	+1,7	77,28	74,96	0,232	+14,35
KERING	229,3	-0,43	231,7	225,9	0,244	-42,53	VEOLIA ENVIRON	29,51	-0,97	30,01	29,5	0,19	+3,33
L'OREAL	376,55	-1,83	385,1	376,55	0,072	-16,44	VINCI	109,85	+0,05	111,1	109,5	0,117	-3,39
LEGRAND	97,82	-0,53	98,72	97,54	0,139	+3,95	VIVENDI SE	9,982	-1,02	10,11	9,916	0,094	+3,16

Ling Ling Ling Ling Ling 20F 20F 50I

LES DEVISES	MONNAIE	1 EURO=		
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6551	AUD	
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,4973	CAD	
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8427	GBP	
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,6004	HKD	
JAPON	YEN	157,81	JPY	
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9349	CHF	
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1031	USD	
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,363	TND	
MAROC	DIHRAM	11,103	MAD	
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	37,5708	TRY	
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	53,3719	EGP	
CHINE	YUAN	7,853	CNY	
INDE	ROUPIE	92,6325	INR	
ALCEDIE	DIMAD ALCEDIEN	146 0570	D7D	

L'OR VEILLE

eot 1KG	73 234.3€	+21.82
got 100g	7334,43€	+21,78
got 50g	3 673,22€	+21,74
got ONCE (31,10g)	2 289,95€	+21,69
got 10g	743,54€	+21,46
got 2,5g	193,81€	+20,49
Fr NAPOLÉON	456,94€	+21,83
r SUISSE	451,84€	+21,83
UVERAIN	570,33€	+21,83
UGGERAND	2.436,02€	+21,83
PESOS	2 910,87€	+21,83
OOLLARS	1190,86€	+21,83
DOLLARS	2 380 73€	±21.83



Le directeur du pôle TV du groupe L'Équipe sur le départ

En poste depuis 2019, Jérôme Saporito a été écarté brutalement la semaine dernière.

ans les bureaux de L'Équipe, cela fait déjà plus d'une se cela fait deja pius d une se-maine qu'il n'est plus à son poste. «Personne ne sait ce qu'il se passe, nous n'avons plus de nou-velles, et les rumeurs vont bon train », constate un salarié. En plein redémarrage de la saison médiatique l'absence rage de la saison infediatique, i absence du directeur du pôle TV a fini par susci-ter des interrogations chez les salariés. À juste titre. Selon nos informations, Jérôme Saporito a été écarté brutalement la semaine dernière

Au sein de la chaîne, c'est la stupeur. Aucun signe avant-coureur ne laissait présager une telle décision. «Nous al-lions redémarrer une rentrée classique,

et, du jour au lendemain, Jérôme Saporito n'est plus réapparu dans les locaux »,

to n est puis reapparu dans les locaux y, confie ce même salarié. Arrivé dans le groupe de la famille Amaury en 2019, l'ex-directeur adjoint des sports de TFI avait été débauché afin de remplacer Arnaud de Courcelles à la tête de la chaîne TV de L'Équipe. Il a la tete de la Chaine IV de l' Equipe. Il connaissait déjà la maison pour y avoir commencé sa carrière en 1999 au poste de chef d'édition de L'Équipe TV. De-puis cinq ans, le dirigeant avait largepuis cinq ans, ie durigeant avait large-ment contribué à dynamiser l'activité TV du groupe. Et il était apprécié des équipes. «Je n'ai jamais entendu parler de problèmes particuliers. l'ai toujours eu des relations cordiales et respectueuses avec lui», assure un collaborateur. «Il n'y a jamais eu aucun souci entre lui et la rédaction. C'est une surprise totale », confie un autre

Diversification des activités du groupe

du groupe
Comme pour tous les diffuseurs, le
mois d'août a été difficile. La chaîne
sportive a pâti de la diffusion des Jeux
olympiques sur les antennes concurrentes du service public. Hormis ce
coup de mou passager, L'Équipe TV
avait redressé ses audiences en même
temps que ses finances. Après des années de pertes, l'antenne, qui avait récupéré des droits TV, comme les

24 Heures du Mans, les championnats du monde de biathlon, et le Rallye Paris Dakar depuis cette année, avait redres Dakai depuis cette aimee, avair redres-sé la barre et atteint l'équilibre. En juin dernier, Jérôme Saporito avait aussi lancé la nouvelle chaîne L'Équipe Live Foot, une chaîne numérique 100 %, disponible sur le site et l'application de L'Equipe, promettant de diffuser 400 matchs en live et en replay en 2024 et 700 en 2025, commentés en direct. Le patron du pôle TV a par ailleurs

contribué à la diversification des acticontribue à la diversification des acti-vités du groupe, avec la création de la société de production 21 Production, qui travaillait notamment avec Ama-zon Prime lorsque la plateforme était le principal diffuseur de la Ligue 1. Plus récemment, la société de production a signé un contrat avec DAZN, qui vient de récupérer l'essentiel des matchs de

L'arrivée de Rolf Heinz à la tête du groupe L'Équipe cet été a-t-elle jouée? groupe L'Equipe cet eté a-t-eue jouce ?
«La chronologie des faits pourrait le
laisser penser, mais rien ne le prouve non
plus», estime un collaborateur. «Je
suis surtout surpris par la méthode. Habituellement, les choses se règlent autour

bituelement, les cooses se regient autour de négociations », poursuit-il. En pleine rentrée, le groupe L'Équipe se retrouve à présent sans patron à la tête de sa chaîne TNT. Contacté, L'Équipe ne fait de commentaire.

Réseaux sociaux : l'intense bras de fer entre Meta et Apple sur le contrôle de l'âge

Éditeurs et magasins d'application se rejettent la responsabilité légale sur ce sujet crucial.

ikTok, Snapchat ou en-core Instagram risquent de perdre une partie de eurs fans les plus assidus en Australie. Le pays prévoit, en effet, de fixer entre 14 et 16 ans l'âge minimal pour utiliser les réseaux sociaux, véritable «fléau» pour les jeunes, selon le pre-mier ministre Anthony Albanese. «Je veux voir les enfants loin de leurs écrans et (plutôt) sur les terrains de foot, dans les piscines et sur les courts de tennis» les piscmes et sur les courts de tennis », a lancé l'homme politique de centre gauche qui planche sur un projet de loi qui serait effectif dès cette année. « Nous voulons qu'ils aient de vraies ex-périences avec de vraies gens parce que nous savons que les réseaux sociaux font de l'accept de l'acce du mal à la société», a-t-il ajouté à la

du mu d u societe», a-t-n ajoute à la télévision. L'Australie emboîte ainsi le pas à plusieurs autres pays qui imposent déjà un âge minimum pour pouvoir accéde aux réseaux sociaux. En Espagne, à la suite d'un projet de loi approuvé en juin dernier, il faudra désormais avoir 16 ans. Comme en Floride, selon le texte voté en mars dernier.

Reste l'épineuse question du contrô-le de l'âge des internautes à l'heure où les problèmes de santé mentale des jeunes ainsi que les dérives en ligne jeuies anisi que les terives en ingue (images pornographiques, deepfa-kes...) préoccupent de plus en plus pa-rents, professeurs et professionnels de santé. A qui échoit-il, qu'il s'agisse de l'accès aux réseaux sociaux, à YouTube, aux applications de rencontres ou be, aux applications de rencontres ou aux sites pornographiques? La ques-tion se pose avec acuité aux États-Unis, où plusieurs États cherchent à réguler l'utilisation des smartphones par les ados. «Le seul principe déclarapar les adois. «Le seu principe declard-tif a montré ses limites, estime Franck Abihssira, associé au sein du cabinet Emerton Data. D'autant qu'on parle d'une population particulièrement agile face au digital. Quant au cadre parental censé encadrer les usages, il a eu ten-danc à s'émusser. ».

dance à s'émousser.»

Jusqu'à présent, le contrôle de l'âge
revenait aux éditeurs de ces services,
Facebook, Instagram, TikTok, X ou Facebook, Instagram, Tikrok, A ou Snapchat, qui ont tous intégré ces principes dans leurs conditions d'utili-sation. Aux États-Unis, une situation héritée d'une loi de 1998 dite «Coppa» (Children's Online Privacy Protection children's Omine Privacy Protection Act), qui réglemente la collecte par des opérateurs de sites Web ou de services en ligne d'informations personnelles d'enfants de moins de 13 ans. En Euro-pe, cela est imposé par le Règlement général sur la protection des données

Or Meta (Facebook, Instagram, Mes



Selon Meta, Apple comme Google possèdent de nombreux renseignements sur leurs utilisateurs et savent parfaitement s'ils sont maieurs ou non.

en question cette pratique, arguant qu'il n'est pas simple de vérifier l'âge des utilisateurs appli par appli. «*Plutôt* que de faire peser sur les parents la res-ponsabilité de télécharger des informa-tions sensibles ou de fournir une preuve d'identité de l'âge de leur adolescent a taentue de l'age de teur adoiescent pour chaque application utilisée par ce dernier, les magasins d'applications peuvent constituer un lieu central où les familles peuvent effectuer ces démarches», a déclaré un porte-parole du numéro un mondial des réseaux sociaux. Meta renvoie ainsi la balle vers

≪ II y a longtemps eu un manque de sensibilisation des parents aux risques encourus en ligne par leurs enfants. Ils en ont aujourd'hui une meilleure connaissance, en articulier des risques d'exposition aux contenus pornographiques »

Justine Atlan Directrice générale de l'association e-Enfance

les deux principaux magasins d'appli-cations, Android (Google) et Apple (App Store). Il considère qu'Apple comme Google possèdent de nom-breux renseignements sur leurs utili-sateurs et savent parfaitement s'ils sont majeurs ou non. Il leur suffirait donc de bloque le télépargement des donc de bloquer le téléchargement des applications inadaptées : une solution simple pour tous les éditeurs qui n'ont pas forcément les moyens - ou l'envie

«Avoir un seul point d'entrée sur le smartphone de leur enfant qui s'applique à toutes les applis qu'il utilise faciliterait la vie des parents, confie Justine Atlan, directrice générale de l'association e-Enfance, qui considère le contrôle de l'âge comme la clé de voûte pour protéger les mineurs. Les études montrent téger les mineurs. Les études montrent que très peu de parents utilisent les dispositifs de contrôles parentaux des réseaux sociaux mais aussi d'Apple et d'Android.» Mais cela a tendance à évoluer. «Il y a longtemps eu un manque de sensibilisation des parents aux risques encourus en ligne par leurs enfants, ajoute Justine Atlan. Ils en ont aujourd'hui une meilleure connaissance, un particulier des ireaes d'apposition en particulier des risques d'exposition

aux contenus pornographiques.»

Des entreprises comme TikTok ou
Match Group, la maison mère de
Tinder, se sont aussi ralliées à ce point de vue. «Les enfants sont moins en sécurité lorsque la responsabilité est limi-tée aux seuls développeurs », estime un proche de Match Group, interrogé par proche de Maten Group, merroge proche le Washington Post. «C'est un moyen de le Washington Post. «C'est un moyen de limiter la collecte de domées personnel-les, un seul acteur agissant pour le compte de l'ensemble des applications, ajoute le porte-parole d'une platefor-me. En outre, une fois que le parent a mis en place une limite d'age, elle s'ap-plique à toutes les applis utilisées. » Mais Apple refuse d'endosser le rôle du gendarme, officiellement au nom de la sécurité des données de ses clients. I'un de ses porte-parole a ré-

clients. L'un de ses porte-parole a récemment indiqué que réseaux sociaux et sites internet étaient les mieux pla-cés pour vérifier l'âge d'un utilisateur

les règles en matière de dentialité seraient enfreintes si l'en treprise devait divulguer l'âge de ses utilisateurs à des tiers. Apple estime fournir aux parents les outils adéquats pour contrôler les smartphones de leurs enfants. La firme ne lésine pas sur le lobbying aux États-Unis, où plule lobbymg aux Etats-Unis, ou plus-sieurs États souhaitent adopter des lé-gislations protégeant davantage les mineurs et leur utilisation des réseaux sociaux. La Louisiane a finalement supprimé toute référence aux magasins d'applications dans son projet de

"Ces acteurs se renvoient la balle parce que c'est leur responsabilité qui est en jeu. Ils ne veulent pas l'assumer seuls, estime Justine Atlan. Car assumer la responsabilité les contraint à prendre des engagements et les expose à un risque de sanctions. Or, depuis quelques années, les actions en justice intentées par des familles contre des platefor mes se multiplient aux États-Unis comme en Europe. » L'étau s'est égale-ment resserré d'un point de vue régle-mentaire. L'entrée en vigueur du Règlement européen sur les services numériques (DSA) les contraint à une analyse des risques potentiels pour les mineurs avant le lancement d'un ser-vice ou d'une appli ainsi qu'à la mise en place de garde-fous. Pour preuve, les actions en cours de la Commission européenne contre X (ex-Twitter) et TikTok. La bataille ne fait que commencer. D'autant qu'«il faudra très vite contrôler aussi l'usage que font les ados de ChatGPT et des autres as tants conversationnels », relève Franck Abihssira. ■

ZOOM

Publicité : le marché français dopé par les JO

Sur les six premiers mois de l'année, les recettes publicitaires nettes ont atteint 8,436 milliards d'euros sur le marché français, selon le Bump, présenté par Kantar Media, l'Irep et France Pub. Plusieurs facteurs expliquent cette progression de + 9,3 % par rapport au premier semestre 2023 (+25,6 % par rapport à 2019): une conjoncture économique favorable, l'effet des grands l'avoranie, i enet des grands événements sportifs tels que l'Euro 2024 et les Jeux olympiques de Paris 2024, ainsi que la forte dynamique du digital au sein de l'ensemble des médias. Le palmarès des annonceurs les plus dépensiers dans l'Hexagone est toujours dominé par le secteur de la distribution, avec cinq enseignes présentes, dont Lidl, Intermaché, carrefour, partenaire des JO, et Aldi. Le constructeur automobile Peugeot et l'enseigne Carglass ont également été très actifs. En revanche, la part des communications portant sur les enjeux RSE recule (- 6,7 % sur un an), représentant environ 11 % du marché publicitaire plurimédia. Liée à l'évolution du PIB, la croissance du marché pub pourrait être soutenue sur le 3e trimestre avant un 4e trimes



LE FIGARO ET VOUS

MODE

LA SUÉDOISE ELLEN HODAKOVA LARSSON DÉCROCHE LE PRIX DE LA CRÉATION DE LVMH PAGE 31



THÉÂTRE

FRANÇOIS-XAVIER DEMAISON ET PATRICK TIMSIT POUR LA PREMIÈRE FOIS ENSEMBLE DANS «LA FAMILLE» PAGE 33



Shale Wagman, danseur p rodige

Ariane Bavelie

Premier soliste au Ballet de Munich, le Canadien âgé de 24 ans a tout quitté pour entrer quadrille à l'Opéra de Paris.

tait un rève. Et peu lui importe de se retrouver hallebardier quelque temps, alors que, depuis ses débuts dans la danse, le garçon né en 2000 à Toronto rafle les premières places. Shale Wagman est un prodige. Le hockey, il le laisse à ses deux frères, lui commence la danse à oans. Le prof à qui sa mère l'amène est sidéré : Shale se meut comme un chat, il a une carrière. À talent particulier, régime intensif : hip-hop, claquettes, contemporain, jazz, moderne, gymnastique, la danse remplit ses journées et ses week-ends. À 11 ans, il remporte la compétition télévisée «Canada Got Talent», favori du public et du jury. C'est seulement à 13 ans qu'il découvre le classique grâce au film Le Concours de danse, qui suit le parcours d'enfants dans le Youth America Grand Prix. Six mois de cours plus tard, il y danse et remporte le premier prix. Il a le choix entre une bourse au Bolchoï et une autre à Monte-Carlo, qu'il choisit.

Dans l'avion qui l'emmène en Europe, il montre à sa mère les vidéos de danse dont il se régale. Il a ses idoles parmi les danseurs des grandes compagnies: Manuel Legris, Nicolas Le Riche, Mathias Heymann, Ludmila Pagliero, Isabelle Ciaravola pour l'Opéra de Paris. À 18 ans, il remporte le prix de Lausanne, entre à l'English National Ballet, est invité au Mariinsky de Saint-Pétersbourg pour danser La Sylphide et se blesse au gros orteil. Retour à Toronto où le Covid le cueille, blessé et sans compagnie. « Je me débattais dans beaucoup d'interrogations lorsque Igor Zelensky m'a appelé pour me proposer un poste de soliste à Munich», dit-il. C'est de là qu'il s'élance trois ans plus tard pour Paris. « J'ai beaucoup zigzagué. Il est temps que je me pose dans un endroit propice au développement de mes vies personnelle et professionnelle», confie-t-il.

Panache renversant

Il a visité le Palais Garnier avec sa famille pour la première fois à Noël 2023 et senti la danse y vibrer si puissamment qu'il a pensé le rejoindre. « J'ai beaucoup médité mon choix. La France est le pays de la danse et je sais que pour améliorer la mienne, il faut que je travaille le raffinement du style français : pieds, transitions, ports de bras et épaulements », raconte ce garçon de 24 ans qui bondit aux cintres et éblouit par une danse au panache renversant. Recommencer à zéro? « Pour moi, la danse est l'endroit où je me connecte le plus à ma spiritualité. Me trouver au plus affüté de moi-mème, attentif au groupe sur scène et porté par la musique : c'est là que je me sens libre, déclare-t-il. J'ai confiance dans cette institution et je vais tellement y apprendre que j'en deviendrai meilleur artiste. » Parce que son ancienneté dans la compagnie sera inférieure à quatre mois, il ne pourra pas tenter le concours de promotion à Noël. En attendant, Gil Isoart le fait travailler. Sans doute aura-t-il donc quelques rôles. ■



uand Morgane Sézalory, la fondatrice de Sézane, la fondatrice de Sézane, s'est décidée à se lancer dans la mode enfantine, elle ne se doutait pas de l'effet que son Petit Sézane (en boutique depuis le le^{er} septembre) produirait su:...les femmes. « Dans cette première collection pour filles et garçons, allant du 6 mois au 12 ans, nous n'avons pas du tout joué le jeu du "mini-moi", raconte la créatrice et amama hyperactive de trois fillettes. Mais naturellement, il y a des motifs et des imprimés qui ont fini par inspirer notre collection femme. Comme cette veste et cette jupe longue à patchwork que nous voulions toutes en traille adulte au studio!» Même son de cloche chez Bonpoint, qui a fait appel à Vanessa Seward pour imaginer une ligne adulte (en boutique depuis quelques jours) » Évidemment, je me suis impréjné de l'esprit Bonpoint, des collections enfant, des matières, des boutons, des finitions, explique la styliste. J'y ai mis aussi de discrets clins d'œli à des blouses que ma fille a portées petite, en coton avec un grand col, un modèle que moi, je rèvais d'avoir. Bonpoint est une marque que je connais bien parce que j'y ai habillé ma fille, mais aussi parce que j'y di habillé ma fille, mais aussi parce que j'y distais fan de certains de leurs modèles que j'achetais en taille 16 ans. »

Sur les podiums et dans les collections de cet automne-hiver, on retrouve la même fascination pour le dressing de nos chères têtes blondes : les robes « trois trous » et les souliers vernis des baby dolls couture du défilé Celine, les grandes gigues en robettes à nœuds de la Britannique Simone Rocha, les demoiselles de Miuccia Prada qui s'interroseles de Miuccia Prada qui s'interrose

《 Il m'arrive souvent de rêver pour moi des derniers achats que je fais pour ma fille »

Lucie, Maman d'une petite Marguerite de 4 ans

Que des femmes s'habillent peu ou prou comme des fillettes, ou du moins s'en inspirent, ne date pas d'hier, mais du siècle des Lumières. «Avant le XVIII» siècle, le vêtement pour enfant n'existe pas, explique Xavier Chaumette, historien de la mode. C'est l'essor, parmi la bourgeoisie éclairée, des courants hygiénistes importés de l'Angleterre et des nouvelles théories éducatives prôméses par les philosophes des Lumières qui mène entre autres à de vraies réformes vestimentaires. Avec la Révolution français vient la révolution des idées. La simplicité et le confort sont les principales caractéristiques du vêtement révolutionnaire en opposition à l'habit aristocratique, perçu comme déformant et contraignant. Les femmes privilégient dès lors la



Le « vestiaire de l'enfance à l'âge adulte », selon Miuccia Prada pour Miu Miu (hiver 2025)





La mode femme, un jeu d'enfant

Marie-Gabrielle Graffin et Valérie Guédon

Du siècle des Lumières à l'ère d'Instagram, les vêtements de fillettes ont de tout temps inspiré le vestiaire féminin. Soif de liberté ou mimétisme régressif?



Le paletot de petit garçon anglais par Sabato De Sarno pour Gucci

par Sabato De Sarno pour ((collection croisière 2024). pureté, la neutralité du lin et du coton blanc, les formes taille Empire qui libèrent déjà le corps et le mouvement des petits enfants habillés selon les préceptes de Jean-Jacques Rousseau.»

La mode étant un éternel cycle de progrès et de régression, cent cinquante ans après, le dressing féminin retombe dans les affres du carcan... pour mieux s'en libérer sous l'influence – encore une fois – du vêtement enfantin. «À la fin du XIXº siècle, les dames de la Belle Époque s'entravent dans leur vie sociale à coups de corsets et de faux-culs. En revanche, dans leur intimité, en villégiature, elles revêtent en guise de robes d'intérieur des genres de tuniques à smocks qu'on dirait volées aux fillettes. » Cette période est aussi celle du succès du grand magasin londonien Liberty et de son imprimé à fleurs du même nom dont bien plus tard Cacharel habillera toutes les générations. Même le tailleur pour den enissant au début du XXº siècle reprend les lignes des paletots des gar-

Le mannequin Twiggy portant une «robe de poupée» en 1967.



Le look d'écolière de Claudie Pierlot (collection hiver 2025).

connets créés pendant la révolution industrielle. Même la plus ancienne maison de haute couture parisienne encoren activité, Lanvin, est née des habits que Jeanne Lanvin créait pour sa fille

« La mode vit un effet Peter Pan : les femmes ont la volonté ingénue de ne plus vouloir vieillir »

Léa Ifergan-Rey Psychologue

Marguerite. Sa clientèle de mères lui réclama alors des tenues assorites à leurs progénitures. D'où ce logo mère-fille inspiré d'un cliché emblématique de 1907 de Jeanne avec sa fille. Au cours du XXº siècle, toutes les phases d'émancipation féminine ou presque ramèneront à l'enfance, des Garçonnes au corps plat et désexualisé à la jeunesse des sixties les yéyé, comme Sylvie Vartan et France Gall ou outre-manche une Twiggy, s'habillent alors comme des poupées.

Plus récemment, le phénomène des «mini me», qui a émergé il y a une quinzaine d'années, continue d'exister.
«Notre société moderne reste exigeante
envers les femmes qui se réfugient dans
les paradis perdus de l'enfance, analyse la
psychologue Léa Hergan-Rey. La mode
vit un effet Peter Pan: les femmes ont la
volonté ingénue de ne plus vouloir vieillir.
Or, un vêtement indique un âge, un statut
social, un métier et une fonction. En s'habillant comme leurs filles, les mères ne
veulent qu'être comblées et comblantes,
se projettent dans leur plus bel accomplissement, "la meilleure version d'elles-memes", comme disent les Américains. Le
risque avec une telle tendance vestimentuire est que l'enfant se demande: "Si
personne n'est plus fort et plus âgé que
moi, qui me protège"")»
Ce mimétisme n'existe bizarrement

Ce mimetisme n'existe bizarrement pas pour ces messieurs. «Dans les années 1980, la Japonaise Rei Kawakubo, qui veut remettre en question le vestiaire masculin, s'inspire de celui des garçonnets, reprend l'historien Xavier Chaumette. Mais c'est sans doute l'exception qui confirme la règle. Si la société tolère facilement le profil de la femme enfant, elle intime toujours aux garçons l'ordre de grandir trop vite. »



Les ensembles légers et enfantins de Chanel (collection croisière 2024).



Les salopettes assorties mère-fille de Bobo Choses (collection hiver 2025).

ui a dit que les gens de la mode n'étaient pas ponctuels? Certes, un retard de 45 minutes pour un défilé durant la Fashion Week est monnaie courante. Mais, ce mardi, dans l'auditorium de la Fondation Louis Vuitton, ils étaient tous là à 9h30 pétantes! Les huit finalistes, évidemment, droits comme des piquets, plus ou moins stressés, à côté de leur portant de vêtements. Et passant de l'un à l'autre, détendus et bronzés, les stars de la mode contemporaine : Jonathan Anderson (Loewe), Silvia Venturini Fendi (Fendi), Nigo (Kenzo), Marc Jacobs, Maria Grazia Chiuri (Dior), Nicolas Ghesquière (Louis Vuitton), avec, sur leurs talons, leurs attachés de presse identifiables à leurs tenues «brandées» (la, une ceinture LV, ici, un sac à logo Fendi, une veste Dior). Souvent rivaux, parfois amis, les directeurs artistiques du groupe LVMH réunis par Delphine Arnault, l'initiatrice du prix, s'embrassent comme du bon pain. Let, la rentrée est presque aussi politique qu'à l'Assemblée...

Parmi les nouveaux venus, miracle, Phoebe Philo! La Britannique culte dont les appartitions sont rarissimes a en réalité déjà fait partie du jury entre 2014 et 2017, lorsqu'elle était la directrice artistique de Celine. Aujourd'hui à la tête de la marque à son nom dans laquelle LVMH a investi, elle signe donc son retour au concours, en forme, souriante et toujours aussi charismatique. Autre surprise, la présence dans le jury de Natalie Portman, qui fait un peu partie de la famille Dior puisqu'elle en est l'égérie depuis treize ans (l'actrice n'a jaimais été aussi mondaine et parisienne que depuis son divorce). Manquent à l'appel parmi l'impressionnante écurie de designers du groupe, Pharrell Williams actuellement à Toronto mais connecté par visio, Kim lones, Stella Mc-Cartney et Hedi Slimane, qui, lui, s'est toujours soustrait à cette grande réunion famillale...

Une créativité viable

Dans la salle annexe convertie en vestiaire s'affairent les mannequins, créateurs, photographes, stylistes, coiffeurs et RP se frayant un passage entre les càbles et les vètements, sans un regard pour le grand format Spectrum VIII d'Elisworth Kelly au mur (un reliquat de la rétrospective consacrée à l'Américain qui s'est achevée ce lundi?). Chaque finaliste attend son tour pour le grand oral. Le Britannique Paolo Carzana, 29 ans, est pétrifié par la peur, aussi fragile que ses pièces en voile de fibres d'eucalyptus teints à partir de légumes, de fleurs et d'épices aux volumes rappelant la poésie d'un Yamamoto. A 40 ans, Julian Louie, le Californien basé à New York derrière les patchworks de tissus vintage d'Aubero, a l'air plutôt détendu : «Les membres du jury sont vraiment intéressés par le concept créatif, mais is posent aussi beaucoup de questions sur la viabilité de l'entreprise : "Comment la marque peut-elle changer d'échelle?", "Votre plan de croissance?", "Où vendezvous?", "Quelle est la taille de l'équipe?" »

La brune Parisienne aux airs romantiques Pauline Dujancourt est installée à Londres. Elle fait appel à des grands-mè-



À la Fondation Louis Vuitton, le prix LVMH déclare la rentrée de la mode

Hálàna Guillauma

Hier matin, les huit finalistes du concours du groupe de luxe présentaient leurs créations à un jury de designers stars parmi lesquels la rarissime Phoebe Philo. Verdict? De l'artisanat, de l'upcycling et un grand prix pour la marque suédoise Hodakova.

res en Bretagne et vers Toulouse pour réaliser les prototypes de ses pièces en maille et crochet, puis à des femmes artisans de Lima au Pérou pour des petites productions vendues notamment chez Dover Street Market. Niccolo Pasqualetti, Toscan de 29 ans basé à Paris, a déjà son fanclub. Son mois de septembre est bien rempli entre une expo en Italie et un premier vrai déflié dans la Ville Lumière ce 29 septembre pour présenter son vestiaire « bourgeois de loin, mais twisté de près ». La talentueuse Bruxelloise Marie Adam-Leenaerdt, 28 ans, vit toujours chez ses parents. Celle que l'on suit depuis déjà trois saisons sur les podiums parisiens s'inspire de la banalité du quotidien pour des vêtements de femme réversibles ou à porter de lusieurs façons

des vereinens de reinnie reversiones un a porter de plusieurs façons. Reste les trois gagnants de cette édition. Auréolé du nouveau prix du savoir-faire (200000 °C), le grand gaillard roux d'Irlande, Michael Stewart, de la marque Standing Ground, n'a rien à voir physiquement avec feu Azzedine Alaïa. Et pourtant, on retrouve la même approche dans ses drapés sur le corps, son travail arffine du cuir, mais aussi dans sa détermination de créer une marque personnel-le, proche de la cliente, loin du modèle économique d'une «méga-brand». Heureux lauréat du prix Karl-Lagerfeld (200000 €), le Néerlandais Duran Lantink a déjà fait parler de lui lors des dernières Fashion Week de Paris avec ses silhouettes en volumes hypertrophiés à partir de matériaux (de luxe) recyclés. Il alimerait bien s'installer dans la capitale au cours des prochains mois : « Vivre à Paris est très important pour moi en termes d'énergie. À chaque fois que je suis ici sur mon vélo, j'ai l'impression d'appartenir à cette ville. À 36 uns, ce serait un nouveau départ.»

chaque jots que je suus tci sur mon velo, j at l'impression d'appartenir à cette ville. À 36 ans, ce serait un nouveau départ. » Enfin, sortie du chapeau, la Norvégienne Ellen Hodakova Larsson, du label Hodakova, est en larmes lorsqu'elle reçoit des mains de Natalie Portman, le prix LVMH (40000 €). Le concept de ma marque, c'est de transformer des produits existants abandonnés en pièces de luxe. En quatre ans, j'ai créé tout un écosystème pour trouver et trier les matériaux, parvenir à produire des séries et à commercialiser à des prix justes. Pour les créations les plus exceptionnelles, comme cette robe
tout en aiguilles de coutrer, nous avons des
collectionneurs privés. Mais mon entreprise est viable et se développe déjà au-delà
du modèle artisanal. »

Un discours qui parle à Delphine Ar-

Un discours qui parle à Delphine Arnault: «Ce prix a vocation à soutenir la
créativité à travers un modèle viable. C'est
toute la difficulté de trouver l'équilibre entre le point de vue personnel, artisanal, et la
réalité commerciale. Depuis 2013, le prix
LVMH a toujours reflété les aspirations de
l'époque. Et le est vrai que, comparé à il y a
quelques amnées, où les candidats étaient
tournés vers le streetwear et le casual, nous
sommes dans une période de quiet luxury,
où la main et la qualité sont à nouveau des
valeurs portées par ces créateurs. On revient à une forme de classicisme et de savoir-faire, ce qui n'empêche pas la créativité. » Des valeurs qui font écho à celles

de Dior? «Évidemment, mais aussi à l'histoire de Dior, une maison qui a porté la jeune création : en 1957, Vves Saint Laurent a 21 ans quand il succède à Christian Dior! Je parlais aussi à Phoebe Philo, qui me disti qu'elle —même avait commencé à travailler à 19 ans et qu'elle avait 24 ans lorsqu'elle est entrée chez Chloé (en 1997 auprès de Stella McCartney, NDI R) »

qu'eue est entree chez Unioe (en 1997)
auprès de Stella McCartney, NDLR), »
La mode est un marathon. Marc Jacobs, 61 ans, ne dira pas le contraire :
«C'est toujours compliqué avec les
concours, on ne peut pas décerner un prix à
tous, et pourtant tous les finalistes ont fait
un beau travail... Je me souviens d'éditions
passées où nous étions là avec Karl Lagerfeld, et nous n'avions pas récompensé
Demna (devenu directeur artistique de
Balenciaga peu a près). Virgil Abloh
(nommé à la tête des collections homme
de Louis Vuitton) ou même Simon Jacquemus la première fois qu'il s'est présenté!
Donc, si tu n'as pas gagné, ce n'est pas la
fin du monde. Sois fidèle à toi-même et
persévère. »

Du Guggenheim aux bords de l'Hudson, New York à la page

Matthieu Morge Zucconi Envoyé spécial à New York

Il y a de tout dans la Grosse Pomme, de la création pointue à la française d'Alaïa au vestiaire «casual» qu'affectionne l'Américain Tommy Hilfiger.

ncroyable mais vrai, jamais un défilé n'avait été organisé au prestigieux Guggenheim de New York. Pourtant, la rotonde signée Frank Lloyd Wright, cinématographique à souhait (Woody Allen, qui l'a filmée dans Manhattan, ne dira pas le contraire), a tout du lieu parfait pour mettre en scène une collection. Vendredi soir dernier, devant un parterre de stars (Rihanna, Naomi Campbell, Liv Tyler, Lewis Hamilton...), Pieter Mulier, le directeur artistique d'Alaia, est donc le premier à s'être approprié la mythique structure. Un rapprochement entre la maison française et New York qui n'a rien d'un hasard: Azzedine Alaia y a



présenté une collection en 1982 chez Bergdorf Goodman, et a surtout connu la consécration avec son défilé de 1985 au mythique Palladium, le night-club décoré par Andrée Putman, devant près de 1500



personnes et tout ce que la ville comptait alors de *beautiful people*, Andy Warhol en tête. De là débuta la légende d'Alaïa...

Quatre décennies plus tard, l'Anversois - un des designers les plus influents du moment - préfère l'exclusivité d'un public de 200 invités triés sur le volet dont des proches de feu Azzedine telles Stephanie Seymour, Naomi Campbell et Linda Evangelista. Dans cette Fashion Week de New York connue pour ne pas être la plus pointue, cette parenthèse française fait du bien. D'autant que Pieter Mulier connaît très bien l'histoire de la mode américaine, pour s'y être frotté de près de 2016 à 2018 en tant que bras droit de Raf Simons chez Calvin Klein. Il rend ainsi des hommages subtils à Halston, le couturier du Studio 54, à Clare McCardell, la créatrice de l'après-guerre qu'on considère comme l'inventeur du sportswear, ou encore au glamour hollywoodien. Sarouel à taille péplum, brassière et robe en biais, fourreau plissé à découpes presque indécentes, robe en circonvolutions matelassées, shearling rose bubble-gum.. De quoi (enfin) exciter la mode de la Grosse Pomme.

Inspiration nautique

Quelques heures plus tard, rendez-vous sur les rives de l'Hudson pour monter à bord de l'ancien Staten Island Ferry. Tout ce beau monde est-il là pour une croisière? Pas du tout : les badauds, comme dans toutes les villes et aux abords de tous les défilés, sont venus pour apercevoir des stars. Et chez Tommy Hilfiger, ils sont servis: Jisoo, de Blackpink, Quavo, du groupe de rap Migos, une flopée d'infuenceuses... Tous sont la pour voir (et applaudir) cette collection d'inspiration nautique de Hilfiger. «J'ai toujours été un passiomé de cet univers, et j'aime mixer ces éléments avec d'autres plus preppy, explique le fondateur. C'est un vestiaire américain "casual", inspiré par le sport, mais que je veux rendre élégant, moderne. » Dans ce dressing se côtoient grandes chemises à rayures, pulls de cricket (parfois découpés au-dessus du nombril), pols, marinières, vestes de voile, pantalons capri... Tout est portable, fonctionnel, ancré dans le réel et dans ce que veut le consommateur.

Particulièrement réussis, les manteaux, chemises et autres blazers froissés, simples mais pas banals. Bref, un vestiaire, un vrai, où l'on peut piocher quelques pièces à mélanger avec le reste de sa garde-robe, voire à s'approprier en total look, à l'instar de ce blouson boutoné qui se marie avec un chino ample à souhait et un pull marin. En clôture, trois légendes de Staten Island, Raekwon, Method Man et Ghostface Killah, du Wu-Tang Clan, reprennent leurs tubes à bord. Le public n'en perd pas une miette. ■

se retrouver partout. Même sur un avis de dé-cès d'une poignée de mots dans la presse locale. Ainsi, dans L'Écho de la presqu'ile daté du 28 juin : « M. (...), pêcheur, voileux, marcheur et dentiste. Il partira dans le vent. » Si l'on ne s'est pas penché attentivement sur la santé buccale des habitants, les autres sante buccate des habitants, les autres termes de cette touchante épitaphe siéent bien à La Turballe. Dans cette commune moyenne de Loire-Atlantique historiquement bretonne, le sport, le grand air et, bien sûr, la mer, sont au centre de tout. Dernier angle d'un qua-drilatère aux noms ronflants qui comp-te La Baule, Le Croisic et Guérande, la discrète Turballe n'en est pas moins

identité d'une ville peut

active. La Solitaire du Figaro Paprec y fait escale pour la première année. Les organisateurs suivent le sens du vent : la ville vibrionne et fait de plus en plus parler d'elle. Surtout, elle entretient parier d'elle. Surfout, elle entrettein aux moins autant que ses voisines une dépendance passionnée à l'océan.
Le cœur de La Turballe est aussi son poumon. Sans surprise, l'ensemble se situe sur le port. Mais gare à l'image

d'Épinal! Ce n'est pas un port de carte postale – les constructions, modernes, ne sont pas laides pour autant – mais un port qui vit. Contrairement à d'autres stations touristiques de la côte, il bat douze mois sur douze, grâce à son actidouze mois sur douze, grace a son acti-vité de péche. En 2023, ce sont cinq millions de tonnes de sardines, seiches, thons germons, merlus pélagiques, cal-mars, etc. qui ont été vendus à la criée. Soit plus de 80 000 tonnes par navire soit plus de sou ou tonnes par navire de pèche – le port de La Turballe en compte 62. Les différents corps de mé-tier de la mer assurent ici une agitation continue, avant que les touristes ne viennent décupler la population en sai-

Fierté gastronomique de la presqu'île

de la presqui nes de la Turballe, j'avais peur de me balader la nuit. Aujourd'hui, c'est très vivant!», abonde Jean-Philippe Meyran, qui tient à quelques kilomètres de là le Manoir des Quatre Saisons, une the la le Malioli ues Qualte Sanois, line chambre d'hôte. « Les gens viennent pour la gastronomie, le golf, le vélo et la randonnée avec la proximité du GR34, détaille-t-il encore. Tout le monde a une forme extraordinaire ici! » Originaire de la région, il est revenu, comme beaucoup, s'v installer définitivement. On le recroise au restaurant Maju, fierté gas-tronomique de la presqu'île avec ses deux toques au Gault&Millau. Son chef Julien Baradel, passé par les plus grandes tables parisiennes, l'a ouvert il v a trois ans avec son épouse. « Nous nous sommes installés ici avec naïveté, nous passions devant la criée... », précise le couple, séduit, qui est venu chercher dans la région une clientèle « de destination » plutôt que de passage. Depuis, en été comme en hiver, Maju ne désem-plit pas. L'air marin - il ouvre l'appétit, dit-on - n'explique pas tout. Preuve de

dit-on - n'explique pas tout. Preuve de av vitalité, les commerces de bouche ne cessent de fleurir à La Turballe. Derrière le port, les générations se croisent sur la place du marché et confirment cette énergie de « cité gour-mande ». Certains sortent de l'église Sainte-Anne, patronne des Bretons. Les vitraux dépeignent aussi bien les scènes christiques que des navires de pêche ferraillant sur les flots. Ces ressacs poly-chromes feraient presque tanguer le bachromes feraient presque tanguer le ba-teau votif suspendu à la nef. À quelques coquilles d'huître des halles couvertes, adjacentes à l'église, les joyeux échos du

Jean Talabot La Turballe (Loire-Atlantique)

Port de pêche et de plaisance. La Turballe incarne une Bretagne vibrante, au rythme de l'océan. Pour la première fois, la Solitaire du Figaro Paprec y fait escale.







Plan B. Un endroit où, selon les dires de rian b. Oir children de contra de contra de se cofondatrice, « on brasse la bière der rière les livres » ne peut être foncièrement antipathique. En effet. Ce tierslieu réunit depuis six ans une épicerie bio, un café-bar, une librairie-bouquiblo, un cate-bar, une libraiure-bouquin-nerie et une brasserie artisanale. Le tout tient avec des économies de bouts de chandelle et le concours de bénévoles. « Nous servons des jeunes, des vieux, des touristes..., assure Claire, l'une des trois femmes à la tête du projet. La population est demandeuse. Sinon, comment pourrait-on proposer des concerts de rock ou de chants marins, des conférences et des ateliers pour enfants ? » À l'ombre de ces jeunes enseignes,

des métiers vieux comme la ville. Hervé, 60 ans, natif de La Baule, incarne bien ces travailleurs de la mer qui res-tent en retrait. Il porte une marinière sous sa vareuse et des bottes bleu mari-ne et blanc. Un Parisien du 11° arrondissement? On l'imagine un peu plus dur au mal. Ancien pêcheur et paludier qui a « commencé à la ferme dès que les pieds

Solitaire du Figaro Paprec : demandez le programme!

Il ne faudra pas manguer l'arrivée des figaristes, annoncée le 12 septembre au port de La Turballe, ultime étape de la Solitaire du Figaro Paprec, où ils seront dûment célébrés. Le village de course doit ouvrir ce mercredi jusqu'au 15 septembre La remise des prix aura lieu le 14. Entre autres activités sont prévus des

«festijeux», un espace animation enfants, un simulateur Imoca Paprec, une exposition photo... Pour les plaisanciers qui souhaiteraient vivre les réjouissances depuis les flots, il est à noter qu'un nouvel avant-port permet d'accueillir des navires jusqu'à 20 m et 3 m de tirant d'eau. Toutes les infos sur : lasolitaire.com

touchaient les pédales du tracteur », il test aujourd'hui ostréiculteur et rappor-te à lui seul entre 50 et 80 tonnes d'huî-tres à l'année depuis la pointe de Pen-Bron. « C'est un ours, un Kersauson mal Bron. « C'est un ours, un Kersauson mal léché », taquine sa femme Béatrice. Cette ancienne DRH a ouvert sur place il y a un an une cabane à huîtres qui attire les connaisseurs. Ceviche d'huîtres, co-ques en persillade, mixologie et mucadet... Il v a de quoi parcourir à vélo les quelques kilomètres qui séparent ce comptoir bucolique de La Turballe, en traversant les marais salants. Difficile de les éviter.

Les pêcheurs se mêlent aux touristes

Ici plus qu'ailleurs, le sel est aussi un fruit de la mer. Laurent, paludier depuis rent de la mer. Laurent, pauder depuis trente ans, représente avec fierté la coopérative, aux portes de la ville, qui rassemble le sel de la marque Le Gué-randais (jusqu'à 13 000 tonnes par an). Comme Hervé, son labeur concourt à la fierté du terroir local. Comme Hervé, il nerte du terroir local. Comme rerve, la fait dix ans de moins. « Nous sommes un peu comme les voileux », argumente-t-il en attendant de pied ferme l'arrivée des figaristes à La Turballe. « La saliculture est un sport, une course. On est tout le temps dehors, au cœur des élé-ments. Ça maintient en forme! » Perché sur le belvédère de Trescalan,

point culminant et bourg historique de La Turballe, le voyageur distinguera La Turbaile, le Voyageur distinguera mieux ce pays coincé entre sel et mer; partagé entre la côte, les terres agricoles et les œillets étincelants des marais salants. « Aux XVIIe « tVIII» sècles, on était ici encore à Guérande. Puis La Turballe prit son indépendance à la Révolu-tion, se développant fortement grâce à la pêche et la conserverie », tonne contre le vent l'historien Bernard Hervy, qui insiste sur l'autre mamelle de La Turballe : siste sur l'autre mameile de La Turbaile: la sardine. Le président de l'association Au gré des vents précise que les conser-veries se sont implantées ici à partir des années 1830. « Les toutes premières sar-dines en boîte françaises viennent de chez nous : on les livrait à Nantes en calèche. continue celui qui regorge d'anecdotes. En 1935, pendant une courte période, el-les étaient pêchées le matin à La Turballe, puis embarquées par avion jusqu'au Bourget, et arrivaient aux Halles le soir

Aujourd'hui, de conserveries, il n'y a plus. Mais à la criée, se vendent tou-jours autant de sardines. Vitrine de ce passé qui perdure, la Maison de la pê-che a été créée par les pêcheurs eux-mêmes avec leurs propres souvenirs. Des photos sépia de fiers mareyeurs moustachus aux filets d'antan, et jusqu'à la réplique exacte d'une passerelqu'a la replique exacte d'une passerel-le, tout est mis en place pour « susciter des vocations ». Le secteur a beau être en crise, en face du musée, c'est la fête. Sur la terrasse de l'emblématique Cap 270°, les pêcheurs se mêlent aux touris-270 ; les pecticus e interin aux tourises. La mayonnaise semble prendre. Un peu à l'écart, sur la plage des Voisins, des jeunes préfèrent prendre l'apéritif sur le sable. Seuls bruits : le ressac et sur le sanie. Seuten Bruits : le ressac et quelques vélos qui chuintent sur la pis-te. Derrière les vagues, au loin, on en-traperçoit Le Croisic, on devine Belle-fle et Quiberon. En se remémorant cette phrase d'Hugo (Les Travailleurs de la mer) qui, certes, fonctionne un peu partout dans cette région de France mais ferait aussi une très belle épitaphe dans la presse locale : « On contemplait la mer, on écoutait le vent, on se sentait gagner par l'assoupissement de l'extase. and les veux sont remplis d'un excès de beauté et de lumière, c'est une volupté

Y ALLER

ROI

CARNET

En voiture, à 4 h 30 de Paris; à 1 heure de Nantes. En train denuis Paris, TGV iusqu'à La Baule ou Le Croisi (3 h 30). Finir le trajet via un bus, ou un bac dans le second cas.

SE RESTAURER

Maju. Une jolie table gastro-nomique du pays de Guérande. Le couple Julien (en cuisine) et Marine (en salle). dont les prénoms forment le mot-valise de l'enseigne, a un goût très sûr. La bichromie des plats - vert et blanc - suit la décoration des lieux Et si un tel mariage pouvait évo-quer une cuisine ennuyeuse



elle s'avère au contraire passionnante, profonde, inventive. Produits frais de la criée, le reste en circuit très court (un rayon de 40 km). Menu en 4 ou 6 temps, de 45 à 95 euros. Tél.: 02 40 23 30 29 ; maju-restaurant.fr

Atypique, Dernier-né à La Turballe, face à la criée. La carte n'est pas aussi originale que son nom, et c'est tant mieux. Choucroute de la mer, filet de bar, et autres risottos de saint-jacques sont rehaus-sés de «cocktails créations» qui se marient bien avec l'air iodé. Compter 30-35 euros. Tél.: 02 40 62 82 81; atypiaue-restaurant.eatbu.com

SÉJOURNER

Le Manoir des Quatre Saisons. Cette longère typiquement bretonne aux 5 chambres d'hôte et à l'esprit loft, a été reconstruite par les Compagnons du devoir avec les techniques du XIXe siècle. Une grande piscine, des poutres chevillées, une chemi-née gigantesque et une vue sur Le Croisic par beau temps. De 100 € à 115 € selon la saison avec petit déjeuner. Tél.: 06 87 33 43 86; le-manoir-des-quatresaisons.com

Les Chants d'Ailes. Légère ment à l'écart de l'agitation du port, une bâtisse tradition-nelle années 1930 regarde les



flots dans les yeux. L'on se réveille et petit-déjeune face à la mer, sans chichis. Une retraite simple et lumineuse Chambre à partir de 60 €. Possibilité de louer un vélo électrique. *Tél. : 02 40 23 47 28 ;* hotel-les-chants-dailes-la-turballe.com

À VOIR. À FAIRE

Avec l'association Au gré des vents : Visite du belvé re de l'église de Trescalan (deux fois par semaine): du moulin de Kerbroué (datant de 1746, il fabrique encore de la farine); de la Maison de la pêche. Visite ou escape game sur le sardinier traditionnel Au Gré des Vents, sauvé de la destruction et superbement restauré. Tél.: 02 40 11 71 31; augredesvents44.fr

Sortie en mer pour découvrir le parc éolien maritime de Saint-Nazaire. Tél.: 02 97 46 60 00;

SE RENSEIGNER

Labaule-guerande.co

François-Xavier Demaison et Patrick Timsit: «La vie est courte, mais large!»

Propos recueillis par Nathalie Simon

Les acteurs jouent pour la première fois ensemble dans «La Famille», de Samuel Benchetrit, au Théâtre Édouard VII. Une alliance qui va de soi.

lance François-Xavier Demaison à Patrick Timsit en arrivant dans sa loge au Théâtre Édouard VII. Les acteurs jouent deux frères qui ont des comptes à régler dans la nouvelle pièce de Samuel Benchetrit, *La Famille*. Jérôme, le cadet (Demaison), a quelque chose d'important et de délicat à demander à Max. son aîné (Timsit). Les humoristes se donson ame (Timistrises & don-nent la réplique pour la première fois en présence de «leurs» parents, Claire Na-deau et Michel Jonasz. Entretien.

LE FIGARO, - Dans La Famille, deux frères

et leurs parents se réunissent alors qu'ils se voient peu. Cela vous parle-t-il? FRANÇOIS-XAVIER DEMAISON. - Oui, on est dans la vraie vie avec de vrais sentiments. Au-delà de ce que demande Jé-rôme à son frère et qu'on ne peut dévoi-ler, la pièce de Samuel Benchetrit montre des relations qui nous touchent. On est des relations qui nous touchent. On est transpercés par cette vérité: c'est mon frère, donc je dois l'aimer, mais je ne l'aime pas. Ce n'est pas parce que c'est mon frère que je dois l'aimer, et puis je l'aime quand même, parce que c'est mon frère. La vie fait que, en fin de compte, ça secte par femillo. Et is qui maté à frie

reste ma famille. Et je suis prêt à faire beaucoup de choses pour elle. PATRICK TIMSIT. - C'est moi l'aîné dans la mienne, mais ma petite sœur, magistrate, restera ma petite sœur, même si elle est plus brillante que moi. Bizarrement, c'est elle qui me protège, qui est carrée face à mon insouciance. Ce lien décrit dans la pièce est très juste. l'espère que tous les spectateurs penseront à leur famille. C'est spectateurs penseront a leur tammle. C est une histoire drôle, enfin pas très drôle, mais qui a un sens. Je n'aime pas trop les blagues, mais j'apprécie celle-ci : on de-mande à un lord d'anglais quel est le secret pour rester marié cinquante ans. « On ne divorce pas», répond-il. Les parents sont essentiels. J'ai la chance d'avoir encore ma maman. C'est pour lui rendre hommage de son vivant que j'ai lu sur scène *Le Livre de ma mère* d'Albert Cohen (*en 2017*, *NDLR*).

« On est dans quelque chose de très humain, authentique, sincère, avec le style de Samuel qui fait mouche »

F.-X. D. - Je suis aussi l'aîné de deux F.-X. D. – Je suis aussi l'aine de deux socurs. L'une est une brillante avocate, l'autre est en train de se reconvertir professionnellement. J'ai un frère dont je suis aussi très fier, il est directeur général adjoint chez Pathé Films. Le Comte de Monte-Cristo, c'est lui! Il y a la même différence d'Agne, parts patrielle et serie. différence d'âge entre Patrick et moi, qu'entre mon frère et moi. Mon frère a 37 ans, j'en ai 51. Plus jeunes, nous allions avec nos parents en vacances en Espagne en voiture. J'ai beaucoup de souvenirs en voiture. J'ai beaucoup de souvenirs d'enfance. Puis les pièces rapportées arrivent, la notoriété redistribue les cartes. J'ai un lien existentiel avec ma famille, elle sait que je suis là pour elle. Je ne voudrais pas le dire trop fort! (En souriant). P. T. – Max règle ses comptes avec son frère, mais aussi avec ses parents. Il y a tout ce qu'il dit à son frère et il a envie que tout le monde l'écoute. Il en profite pour vider son sac. Ce n'est pas accusateur.

vider son sac. Ce n'est pas accusateur, mais l'occasion est donnée pour aborder les vrais sujets, pour oser se dire les choses. Les parents apportent de la légéreté. F.-X. D. – La maman se plaint un peu, mais elle aura son moment de vérité. Elle

remettra tout le monde d'équerre.
P. T. – C'est vrai, elle règle les choses. Le père, lui, pour les raisons qu'on connaît, est dans la distance. Il désamorce les choses. Il me fait beaucoup penser à mon père. Après la première répétition, je suis tombé sur une photo de lui chez moi. Comme Michel Jonasz, il avait cette boule



Patrick Timsit et François-Xavier Demaison lors des répétitions de La Famille au théâtre Édouard VII. le 30 août, à Paris.

ronde de jeunesse (en montrant son crâne). Cela me bouleversera jusqu'à la der nière représentation. Mon père voulait toujours faire des blagues et être léger et pourtant il avait traversé des épreuves terribles. Ma mère avait un chemisier à fleurs comme le papier peint du décor de

la pièce, avec des grandes fleurs!

F.-X. D. - À 77 ans, le mien est toujours avocat. Il met sa cravate tous les matins pour aller bosser, ce que je trouve dingue!

Patrick, your dites qu'on n'a pas besoin

de «jouer drôle». Que voulez-vous dire?
P. T. – Il y a une grande différence entre faire rire et jouer drôle. Quand je dis jouer drôle, c'est d'en rajouter ou de chercher ce qui pourrait faire rire en dehors de ce qu'on a à jouer. Mais on n'est pas ici dans un exercice de style, il n'y a pas d'artifice ou un truc qui sort du chapeau. Il y a plein de rebondissements, de punchlines inattendues. On est dans quelque chose de très humain, authentique, sincère, avec le tres humain, autremque, sincere, avec style de Samuel (Benchetrit) qui fait mou-che. Il a une capacité d'être à la fois dans le réel et d'apporter de la poésie. F.-X. D. – Il dit les mots justes. Ne crève-

F.-X. D. - Il dit les mots justes. Ne crèver-t-on pas de ne pas dire nos vérités, finale-ment? C'est ce qui arrive à mon person-nage. N'est-ce pas parce qu'il n'a pas su dire sa vérité qu'il défend des criminels. Tu ne serais peut-être pas dans cet état si Iu ne serais peur-erte pas dans cet etat si tu étais un peu plus toi, un peu plus Jérô-me, plus vrai. Samuel ne nous a pas choi-sis parce qu'on était des acteurs comi-ques. Il nous a choisis pour notre humanité. Pour cette sincérité que l'on peut avoir. Je me souviens de Patrick dans Le Cousin, d'Alain Corneau, il était génial. On m'a vu comme un acteur comique en-tre guillemets, mais également dans des polars, des films assez sombres. Et je suis ponais, des limis assez sonnes. Et je sans certain que c'est ça que Samuel est allé chercher chez toi comme chez moi. P. T. – Il est au théâtre à 7 heures, il a pré-paré la pièce très en amont. Nous sommes

là pour lui simplifier la vie

La troupe vous manquait-elle? F.-X. D. – (Après réflexion). Oui. J'ai joué avec François Berléand Par le bout du nez de Matthieu Delaporte et Alexandre de la Patellière (en 2020). Ensuite, j'ai créé mon rateinte (e(x)20j). Essauce, Jackes in lien fraternel avec nos partenaires. On avance, on se renifle... En tournée, on me parle de Patrick en me disant qu'il est sympa et accessible, normal, qu'il aime les bonnes

choses, comme moi.

P. T. – Pareil pour moi. Si tu savais le nombre de gens qui me parlent de toi! Je suis content d'avoir enfin un projet commun. C'est le plaisir qui me dicte mes choix, pas l'envie de faire une comédie, ou un drame, être à plusieurs ou seul. Il est évident que je ne monterai pas sur scène chaque soir pour supporter quelqu'un que je n'apprécierais pas. J'ai abandonné le one-man-show en 2019 parce qu'il me prenait toute ma vie F.-X. D. – La vie est trop courte.

Avez-vous encore le trac

P. T. - Il se manifeste différemment, mais il ne me lâche pas. Après trente-cinq ans de carrière, il est beaucoup plus sournois, déguisé, même la nuit. F.-X. D. - Ce n'est pas un trac qui tétani se, mais qui donne une forme de concentration, un engagement, une émotion aussi. Entre mes spectacles et les pièces de théâtre, j'ai dû monter plus de 1000 fois sur scène. Il est quand même là quand on entend la sonnerie

Vous avez tous les deux un parcours atypique. Vous êtes arrivés sur scène relativement tard. François-Xavier, vous avez été avocat fiscaliste et avez décidé de changer de vie le 11 septembre 2001, jour des attentats York. Patrick, vous avez

une agence immobilière.

une agence immoniere...
P. T. – Oui, je l'ai fermée en 48 heures.
L'avais 24 ans. C'est tard de ne pas penser à ce qui on va faire avant 24 ans. Mais je trouvais que c'était vulgaire et facile de faire rire. Ce n'est plus le cas. Il faut que tu travailles si tu veux faire rire. Enfant, je racontais des histoires devant ma famille. racontais des nistoires devant ma famille. Après, j'ai fait du théâtre à l'école. Ça s'est très mal passé, parce que j'étais très tête en l'air. Heureusement, j'ai eu un professeur de français qui m'a demandé d'écrire des . M. Pinto da Silva. Son nom reste gravé là (l'acteur tape sur son front). J'avais

10 ans, il disait à ma mère que je devais faire du théâtre. Elle me trouvait trop jeune. re du thearre. Elle me trouvait trop jeune. Je me souviens aussi que lorsque je regar-dais des films, je sentais une petite brûlure dans mon ventre, inconsciemment, c'était ça que je voulais faire. J'ai eu la même quand J'ai dû monter sur scène.

quand j'ai dit monter sur scène.
F.-X. D. - Avec mes grands-parents ma-ternels, j'allais tout voir à la Comédie-Française. J'entrais dans un théâtre, je ressentais comme un appel. J'ai aussi fait du théâtre à l'école. A chaque fois, on me remarquait : «Il est bon, le petit gros. » J'ai réussi le concours de Sciences Po par-ce que je n'ai cité que des pièces de théâ-tre à l'épreuve de culture générale. Après, je me suis marié et me suis lancé dans la finance à New York. dans la finance à New York.

dans la finance à New York.

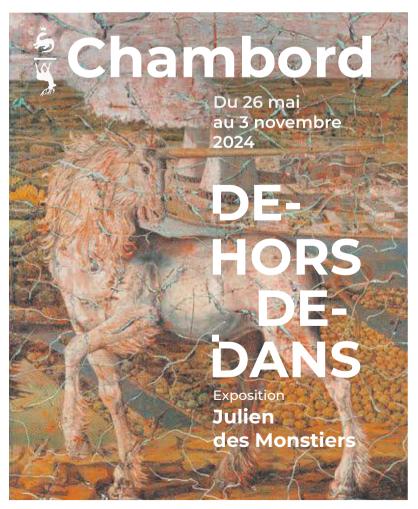
P. T. – La vie est une farce. J'aime varier les plaisirs. Pendant le confinement, j'ai commencé un cinquième film pour Net-flix avec Jean-Claude Van Damme, puis j'ai monté les marches au Festival de Cannes avec Arnaud Desplechin pour Frère et Sœur. Je suis passé sur «Rire et Chansons» pour mon one-man-show et sur France Culture pour Le Livre de marère. Là, j'ai joué dans une série pour Disney et je vais tourner dans le prochain film de Jean-Pierre Améris.

F.-X. D. – Dans mon parcours, il y a aussi un aspect éclectique que j'aime bien. Je serai dans la seconde saison de la série de TFI Le Négociateur. Chaque été, j'organi-

serai dans la seconde saison de la serie de TFI Le Négociateur. Chaque été, j'organi-se avec mon épouse, Anaïs Tihay, le festi-val Pelliculive, musique, cinéma et gas-tronomie dans le sud de la France. Le suis codirecteur du Théâtre de l'Œuvre depuis dix ans, je bricole! Mais je viens d'avoir une fille, Louise, j'ai envie de passer du temps avec elle et mon fils Sacha. La vie est courte, mais large!

est courte, mais large!
P. T. – Cela me rappelle une saynète de Charlie Brown qui dit à Snoopy: «Tu te rends compte, nous allons tous mourir.» Et Snoopy répond: «Oui, mais tous les autres jours, nous allons vivre.»

F.-X. D. - C'est magnifique! ■ La Famille, au Théâtre Édouard VII (Paris 9e).



«Beetlejuice Beetlejuice», le festival Keaton

Trente-six ans après le premier opus, Tim Burton redonne à l'acteur le rôle du spectre exubérant.

ccueil enthousiaste Venise, étoile sur le Walk of Fame à Hollywood, démarrage en trombe aux États-Unis... Tim Burton n'a plus le bourdon. Son Beetlejuice Beetlejuice, présenté hors compétition en ouverture de la Mostra, lui redonne foi en un art que l'ancien animateur de Rox et Rouky chez Disney pratique depuis quarante ans.

Le réalisateur de 66 ans confiait à la Mostra avoir été «déçu» ces dernières années par l'industrie du cinéma et s'être même «un peu perdu». De retour en salle après un passage par la sé-rie avec Mercredi, Burton feignait l'étonnement à propos de la percée de Beetlejuice premier opus, sorti en 1988. «Ce qui est marrant à propos de ce film, pour autant que je l'aime, c'est que je pour autum que l'atme, c'est que je n'ai jamais compris les raisons de ce succès », déclarait le cinéaste améri-cain. Les raisons du succès du premier Beetlejuice ne sont pourtant pas si mys-térieuses. Le scénario de Michael McDowell est une relecture habile du fillm de fantômes au cœur du Connecti-cut. Un couple de jeunes mariés (Alec Baldwin et Geena Davis) meurt dans un accident de voiture mais continue de hanter sa maison où s'installe une riche famille new-yorkaise. Pour chasser ces nouveaux occupants, le couple de spectres fait appel à un «bio-exorcis-te» déjanté, Beetlejuice.

Entre humour noir et fantaisie macabre, le script va comme un gant à Tim



lichael Keaton prend un plaisir contagieux à retrouver les frusques et les frasques de l'exorciste sans filtre

Burton, tout juste remarqué avec son premier long-métrage, Pee-Wee Big Aventure. Le jeune réalisateur fait de Beetlejuice une comédie gothique aux allures de carton pop dans laquelle l'au-delà semble bien plus joyeux que la morne existence des vivants.

Trente-six ans plus tard, le princi-pe est le même mais l'intrigue est aussi paresseuse qu'alambiquée. Winona Ryder n'est plus une ado en pleine crise mais la mère de Jena

Ortega, étudiante sans relief, Burton Oriega, etudiante sans feiler. Buttoin préfère toujours les monstres aux humains et confie à sa *girlfriend* Monica Bellucci un rôle de revenante recousue prête à en découdre avec son ex-mari. Beetleiuice.

Scapin toujours exubérant, vulgaire et lubrique, le Beetlejuice de Michael Keaton est encore plus savoureux dans un monde post-#MeToo. À 72 ans, l'acteur prend un plaisir contagieux à retrouver les frusques et les frasques de l'exorciste sans filtre, premier rôle marquant d'une carrière qui n'en manque pas. Après le succès de *Beetlejuice*, Tim

Burton imposera Keaton dans le costume de Batman, malgré le scepticisme du studio Warner Bros et la protestation des fans, persuadé que Bruce Wayne cache sous le masque de l'homme chauve-souris des fêlures très humaines. Keaton revisitera cette expérience à travers Birdman, d'Alejandro Gonza

lez Inarritu. Une mise en abyme speclez maritu. Une finse en adynie spec-taculaire - un acteur célèbre pour son interprétation d'un super-héros rumi-ne sa gloire passée - récompensée de l'Oscar du meilleur film et du meilleur roscar du meineur nim et du meineur réalisateur. Entre-temps, Keaton aura tourné avec Ron Howard (*Le Journal*), Tarantino (*Jackie Brown*), Barbet Schroeder (*I. Enjeu*), Soderbergh (*Hors* d'atteinte). Depuis, il s'est imposé dans Spotlight, de Tom McCarthy, ou Le Fon-dateur, de John Lee Hancock, biopic peu hagiographique du créateur des fast-foods McDonald.

Tim Burton préfère toujours les monstres aux humains et confie à Monica Bellucci un rôle de revenante recousue prête à en découdre avec son ex-mari. Beetleiuice

Malgré cela, Michael Keaton n'a pas la popularité d'un Bill Murray, autre acteur bougon et rétif au sein de l'usine à sourires hollywoodienne. On peut s'en étonner. Les deux clowns rabatjoie ont beaucoup en commun, notamment d'avoir tourné sous la direction du regretté Harold Ramis. Murray dans le cultissime *Un jour sans fin*, Keaton dans le méconnu *Mes doubles, ma fem*me et moi, bijou de comédie burlesque L'histoire d'un homme débordé qui se fait cloner pour mener de front sa vie professionnelle et familiale – bien sûr, sa vie devient un enfer. Quatre Keaton pour le prix d'un, quatre fois plus de bonheur. Dans Beetlejuice Beetlejuice, il faut se contenter d'un seul mais c'est déjà beaucoup. ■

«Beetleiuice Beetleiuice» Comédie de Tim Burton Avec Michael Keaton, Winona Ryder, Jenna Ortega, Catherine O'Hara Durée: 1h44 Notre avis: •••

«Le Procès du chien». Médor levez-vous!

L'actrice Laetitia Dosch passe derrière la caméra avec une fable sympathique et bon enfant. Si le début est mordant, la suite ronronne malheureusement.

a suffit. Avril en a assez de a suint. Avril en a assez de perdre tous ses procès. Cette avocate rousse et calamiteuse décide d'interrompre le cycle infernal. On va voir ce qu'on va voir. Ce coup-ci, elle accepte de dé-fendre un chien. Pauvre Cosmos. Il ne sait pas ce qui l'attend. Le griffon a mordu trois femmes. Il faudrait donc le morau trois remmes. Il raturari donc le faire piquer. Son maltre, qui est mal-voyant, ne l'entend pas de cette oreille. François Damiens, hirsute et à moitié édenté, remue ciel et terre. Un procès comme ça, cela n'existe plus depuis le Moyen Âge. La situation est donc assez inédite. Elle pourrait sortir d'un conte de Marcel Aymé

de Marcel Aymé.

En passant derrière la caméra, Laetita Dosch ne perd rien de sa faconde, conserve son tempérament inflammable. Fofolle et déjantée, elle a un bagout à la Bernadette Lafont. Ce genre de per

sonnage a le don d'éclairer le cinéma sonnage à le don d'écharer le chierna français, qui en manque cruellement. La fantaisie s'invite sur l'écran, inonde le tribunal de Lausanne, guère habitué à recevoir un animal à la barre des accusés. Les témoins défilent, Jean-Pascal Zadi s'offre un joli numéro de dresseur à la SPA. On dit comportementaliste,

Mouvement #MeToutou

Pierre Deladonchamps, tiré à quatre épingles, incarne un collègue plutôt pressant. Mathieu Demy joue les juges placides. Son marteau résonne sous les lambris. Les prétoires sont à la mode depuis Anatomie d'une chute, dont le vrai héros était peut-être un border collie. Le charme opère. Il s'évapore au bout d'un moment, le sujet se prêtant davantage à un court ou moven métrage. La réalisatrice tire un peu la

cate calamiteuse, Avril Lucciane (Laetitia Dosch) accepte de défendre chien dans cette fiction inspirée d'un fait divers et de Romain Gary.

langue pour atteindre les 90 minutes réglementaires.

Bien parti, le film se transforme en fourre-tout brouillon, avec trop de digressions. Voilà la bestiole soupçon-

digressions. Voilà la bestiole soupcon-née de misogynie. Il ne manquait plus que ça. Va-t-on créer un mouvement #McToutou? Le patriarcat pointe son museau, on se demande pourquoi, si ce n'est pour aller dans le sens du vent. Une intrigue secondaire avec un petit voisin de 12 ans dont le père est alcoolique et violent n'apporte pas grand-chose. Évidemment, il y a une avocate d'extrême droite hystérique. avocate d'extrême droite hystérique. Elle se présente aux élections

Inspirée d'un fait divers et de Romain Gary (*Chien blanc*), cette première œuvre reste sympathique. Foutraque et bon enfant, pleine de santé et de ie-m'en-foutisme, elle ronronne un peu, en rajoute, à la Mocky, se perd dans des méandres qui ne mè-nent nulle part. Péché de jeunesse. La voix off essaie de meubler les temps voix on essaie de member les temps morts. On attribuera un prix d'inter-prétation à Kodi dont les regards et les aboiements traduisent une sympho-nie de sentiments. Quant à Laetitia Dosch, débordée par les événements, Doscii, denortee par les evenements, la robe noire lui va à merveille. Elle n'a besoin de personne pour se défendre. De notre côté, on attend son second film. Telle qu'on la connaît, elle est capable de passer directement au testifième.

«Le Procès du chien» Comédie de Laetitia Dosch Avec Laetitia Dosch, François Damiens,

Rendre des œuvres d'art au Bénin: une odvssée

Avec «Dahomey », Mati Diop suit de façon chaotique la restitution par la France d'œuvres d'art à Cotonou.

ne Histoire de la Bretagne ou un PUF sur les droites en France : les quelques ouvrages d'occasion mis en vente près de l'Université d'Abomeyvente près de l'Université d'Abomey-Calavi à Cotonou résument tout. Au Bénin, les étudiants apprennent autant sur l'Occident que sur l'histoire de leur propre pays. « Pour notre système d'enseignement, Platon, c'est cela le génie! », s'exclame d'ailleurs un étudiant, face aux caméras de la documentariste Mati Diop.
Comment la jeunesse béninoise, en partie biberonnée à Disney, peut-elle se construire une culture patrimoniale, sachant qu'une bonne partie de son patrimoine est conservée en Europe ? En suivant les pérégrinations des 26 œuvres béninoises restituées

des 26 œuvres béninoises restituées par la France au Bénin, en 2021, Mati

Diop donne un élément de réponse.

Dahomey démarre au Musée du
quai Branly-Jacques Chirac, où ces
anciens trésors royaux du Dahomey étaient entreposés, après avoir été dérobés par les troupes coloniales, en 1892. On suit ensuite l'arrivée des caisses en bois au Bénin, leur accueil en grande pompe et l'inauguration ell grande pompe et l'inauguration de l'exposition nationale qui s'est ensuivie. Ces restitutions, vécues comme un objet de débat en France, sont un événement au Bénin. « Aucun de nous ne sera libre tant que « Aucura en ous ne serva unre runt que les œuvres ne seront pas libérées », juge une femme, interrogée depuis le palais de Cotonou. Un passage montre un conservateur décrivant méticuleusement les objets, manière de se les réapproprier, et de montrer au monde que le pays possède ses propres musées et les scientifiques qui vont avec.

à travers ces scènes, on ne saisit nouvement de restitutions, décidé par Emmanuel Macron et par nom-bre de pays européens. Ce décentrabre de pays europeens. Le decentra-ge du récit est central pour la réali-satrice, mais laisse de côté une partie de l'histoire. Que veut dire le patri-moine ancien, au Bénin ? Faut-il exiger de la France de la repentance, exiger de la France de la repentance, ou considérer que les restitutions sont un outil diplomatique ? Acces-soirement, la question de savoir si les 95 000 œuvres d'art africaines déte-nues au Quai Branly ont été pillées, et non pas vendues ou cédées, n'est pas abordée

Déroutant dans la forme

Les étudiants se chargent, à travers leurs discussions, de donner un peu de champ et il n'est pas inintéressant de les écouter. Ils se demandent si le retour des 26 régalia n'est pas « desti-né à faire plaisir à la France » et font

ne a jure puisir a la France » et ioni remarquer que si leur patrimoine est dehors, « nos traditions sont bien là ». Dahomey, qui a obtenu un ours d'or à Berlin, est par ailleurs déroutant dans la forme. Il démarre longuement dans la forme. I demarre longuement avec une voix off, censée être celle des œuvres, ménage de longues pla-ges de silence, pour aboutir à ce débat estudiantin passionné sur les restitu-tions. Si l'on accepte le jeu, on peut se laisser porter par ce film d'une heure, avant tout politique, mais tirant par-fois vers la poésie. ■

« Dahomey » Documentaire de Mati Diop Durée: 1h08

«Le Fil», faites entrer l'avocat

Coscénariste, réalisateur et acteur, Daniel Auteuil réalise un film de prétoire tendu et efficace qui sonde la notion d'intime conviction.

arfois, la vérité ne tient qu'à un fil. Il faut alors savoir s'en saisir et ne pas le lâcher C'est tout le travail d'un avocat cam pé par Daniel Auteuil dans *Le Fil*, thriller psychologique sombre et solaire à la fois. Tiré d'une histoire vraie, racontée par l'avocat Jean-Yves Moyart dans un livre de Mémoires intitulé Au guet-apens, chroniques de la justice ordinaire, ce sixième film réalisé par Auteuil (après sixième film réalisé par Auteuil (après as trilogie pagnolesque) s'attaque à un genre cinématographique en soi, le film de procès. De Douze hommes en colère, de Sidney Lumet, à Anatomie d'une chute, de Justine Triet, en passant par Le Faux Coupable, d'Hitchcock, ou les récents Saint Omer d'Alice Diop, voire Le Procès Goldman, de Cédric Kahn, le cinéma de prétoire a l'avantage de posséder ses propres codes ainsi qu'une drases propres codes ainsi qu'une dra-

aturgie très balisée.

Auteuil se plie à l'exercice sans effets de manches superfétatoires. Avec sobriété et finesse. L'intrigue du Fil se met en place lorsqu'une escouade de gendarmes vient arrêter un certain Nicolas Milik (Grégory Gadebois, im-pressionnant de maîtrise) tandis qu'il prépare le dîner de ses cinq enfants. Le cadavre de sa femme a été retrouvé, la gorge tranchée. On appelle un avocat commis d'office. C'est Auteuil qui vient l'assister pendant sa garde à vue, à la place de sa femme fatiguée (Sidse Babett Knudsen). Alors qu'il s'est promis de ne plus plaider de

dossiers criminels – après avoir fait innocenter un assassin récidiviste, la flamme chez lui s'était éteinte – Mo-nier se décide tout de même à défende cette affaire aux assises. Avocat désabusé face à ce père de famille nombreuse qu'il trouve «nerveux, paumé, et qui ne comprend pas ce qui hui arrive », Monier retrouve soudain l'envie de se battre. Il a surtout l'inti-me conviction que cet homme est ac-cusé à tort de féminicide.

« Situé en Camargue, région lumineuse s'il en est, le film alterne les audiences de tribunal, les flash-back et le temps de l'enquête »

Ce Nicolas Milik qu'il juge « ni coupable évident, ni innocent crédible » la rallume. D'autant que l'accusé risque trente ans de prison. Pour une fois, ce suspense judiciaire se concentre non sur l'accusé mais sur l'avocat. Situé en Camargue, région lumineuse s'il en est, le film alterne les audiences de tribunal, les flash-back et le temps de l'enquête. Les joutes verbales font mouche. La tension est là. Et lorsque la caméra s'échappe, c'est pour mieux saisir, vus du ciel, les paysages sauvages d'une nature en liberté... Et quelques taureaux faisant face à des toréadors. On comprend sans mot dire que dans l'arène des assises, l'avocat tourne autour de la vérité



Dans Le Fil, Nicolas Milik (Grégory Gadebois), un père de famille accusé du meurtre de sa femme, sera défendu par M° Monier (Daniel Auteuil).

comme s'il se jouait d'une bête fu-

comme s'il se jouait d'une bête fu-rieuse.

Présenté en séance spéciale lors du dernier Festival de Cannes, Le Fil permet à Daniel Auteuil, 74 ans, de signer un bel exercice de complexité. Nul doute que son personnage d'avo-cat pénaliste est talentueux. Dès lors qu'il décide de mettre sa force de conviction au service de son client qu'il decide de mettre sa force de conviction au service de son client, peu de collègues sont capables de lui résister. Ses plaidoiries sont comme des tirades d'acteur. Et l'on imagine assurément que c'est pour cela qu'Auteuil s'est lancé dans l'aventu-re. Solide, tiré au cordeau, Le Fil explore la mince frontière entre narcissisme et aveuglement. Sans révo-lutionner le genre, ce long-métrage dépouillé met en place une captivante intrigue dont la chute à double détente est à couper le souffle. On res-sort de la salle obscure aussi troublé gue ravi. ■

«Le Fil»

Drame de Daniel Auteuil Avec Daniel Auteuil, Grégory Gadebois, Sidse Babett Knudsen, Alice Belaïdi Durée: 1h55

ZOOM

«Borgo», thriller corsé

Melissa, surveillante pénitentiaire, s'installe en Corse avec ses deux enfants et son mari. àvec ses deux enfants et son har À Borgo, on dit que ce sont les prisonniers qui surveillent les gardiens. Elle va l'apprendre à ses dépens. Hafsia Herzi est prodigieuse en matonne que et déterminée opaque et determinee. Stéphane Demoustier transforme cette histoire vraie en thriller hitchcockien. En DVD et Blu-ray, Le Pacte,

«Silex and the City, le film»: moi, moche et paléo

Quinze ans après sa création, la célèbre sitcom des âges farouches signée Jul s'offre une adaptation cinématographique, aussi hilarante que décalée.

uinze ans déjà que la famille Dotcom s'égaye dans les al-lées dégagées de l'humour jurassique, tout en continuant à faire de la préhistoire un miroir de notre époque. Qui aurait pu prédire qu'en 2009 lorsque paraît le premier tome de la série Silex and the City (Dargaud), le dessinateur de bande dessinée Julien Bernateur de bande dessinée Julien Ber nateur de bande dessinée Julien Berjeaut, dit Jul, rencontrerait un tel succès? Même pas lui. Cet ancien normalien agrégé d'histoire raconte volontiers qu'il serait devenu anthrovolonitets qui restati deveni attinto-pologue si son oncle n'avait cessé de lui offrir des albums de BD gagnés dans les stations-service. Il n'empè-che, chez Jul naît une vocation : celle de faire rire par le dessin. Dès 2008, allongé sur un canapé, en frottant ses neurones comme des silex, l'idée de se moquer du monde d'aujourd'hui à travers le filtre d'une famille néan-dertalienne lui traverse l'esprit: Silex and the City est né.

Un succès grandissant

En 2012, cette sitcom des âges farou-ches (vendue à plus de 1 million d'exemplaires) se transforme en une d exemplaires) se transforme en une série animée diffusée sur Arte. Le suc-cès va grandissant. Ce programme court rencontre un public de plus en plus large. Politique, écologie, mode, people, guerres de religion, réchauffepeople, guerres de religion, réchauffe-ment climatique, pop culture, tout y passe! Finalement, comme l'évolution est le cœur battant de cette saga paléo-satirique en forme de « petite caverne dans la prairie », après la BD et la télé-vision, Silex and the City opère une nouvelle mutation vers le cinéma. Dans Silex and the City, le film, on retrouve intact ce décalage permanent, véritable marque de fabrique de l'humour per-

cutant de Jul.
D'emblée, l'intrigue met en scène
la voix de François Hollande et celle
de Julie Gayet qui apparaissent caricaturés en bactéries unicellulaires bavardes, noyées dans la soupe primor-diale. Cette introduction donne le ton de cette nouvelle pochade de l'âge de pierre. Une bonne vingtaine de personnalités vont ainsi se succéder tout sonnalites vont ainsi se succeder tout au long du film, dans des rôles aussi exotiques qu'inattendus, d'Amélie Nothomb à Denis Ménochet en pas-sant par Stéphane Bern, Frédéric Beigbeder, Guillaume Gallienne, sant par Stephane Bern, Frederic Beigbeder, Guillaume Gallienne, Lison Daniel, Léa Salamé, Raphaël Quenard ou Alex Vizorek. L'histoire principale s'articule autour de Web, la fille de Blog Dotcom

qui tient absolument à être invitée à la soirée organisée par son petit ami Rahan de la Pétaudière. On ne peut décemment dévoiler l'enchaînement de gags et de rebondissements qui fourmillent dans le film. On évoquera simplement le rôle crucial d'une clé coudée échappée des magasins Ikea qui, bien malgré elle, va déclencher un tsunami d'embrouilles susceptible de modifier le destin de l'humanité. Concentré d'humour corrosif, ce film d'animation décalé devrait plaire à tous ceux qui aiment Salvador Darwin et ses Silex mous, Brad Pithécanthrope ou Guenon Cotillard... sans oublier Anchois Truffaut, le père de la Nou-velle Vague jurassique. ■ **0.B.**

«Silex and the City, le film» Animation de Jul et Jea Durée : 1h 20



«Tout simplement noir», Zadi tout en nuances

L'acteur et réalisateur s'offre un casting de vedettes pour hisser haut la comédie et démonter racisme et communautarisme.

as facile d'être Malcolm X quand on s'appelle Jean-Pascal Zadi. Dans la vie, l'homme a touché un peu à

thomme a touche un peu a tout (rap, documentaire, télévision, séries). Dans Tout simplement noir, coréalisé avec John Wax, il joue cq u'il est dans la vie en forçant le trait. Un acteur noir de 40 ans qui galère. L'autofiction prend ici la forme du faux documentai-re. Une équipe de télévision le suit à la trace. Elle s'intéresse à ce raté parce qu'il s'est déguisé en esclave sur You-Tube et a décidé d'organiser une mar tale. Le dispositif est le prétexte à une tournée des stars françaises de couleur. Jean-Pascal (JP pour les intimes) veut les enrôler dans un mouvement qui lui les enroler dans un mouvement qui lui permet autant de se faire mousser que de servir la cause. Le premier à le suivre est l'humoriste Fary, qui doit se faire pardonner par la communauté une campagne de pub douteuse («Banana Lovers »). Clown blanc (façon de par-ler) opportuniste, Fary accompagne un

Zadi assez génial en ahuri à la dentition en forme de chasse-neige - « T'arrives même pas à rentrer tes dents dans la bouche», lui balance Claudia Tagbo.

Brigade anti-négrophobie

JP met les pieds dans le plat sans s'épar-gner ni épargner les vedettes noires, qui guer in epaignei les vecteurs noires, qui jouent à fond le jeu de l'autodérision. Il arrive ainsi à faire s'embrouiller «le Martiniquais» Lucien Jean-Baptiste et «l'Africain» Fabrice Éboué. Le réalisa-teur de Première étoile étrille ainsi celui de Case départ: « Ton film ne met pas les Noirs en valeur. » Réponse de l'Offensé: « Parce que toi, tu mets les Noirs en va-leur (...). Des Noirs qui tombent le cul dans la neige! Et en plus t'as fait Deuxiè-me étoile, bientôt, tu feras Chamois d'or. Après Spike Lee, Lucien Jean-Baptot. Après spike Lee, Lacten et l'Augustiste. Tu fais des films de vendu, t'es un Bounty. » Il faut que Zadi s'interpose pour que les deux n'en viennent pas aux mains. Ambiance..

Le projet de marche de l'homme noir fait tiquer. JoeyStarr rappelle qu'il est caribéen : «Chez moi, il y a du maître et



Lucien Jean-Baptiste, Fabrice Éboué et Jean-Pascal Zadi dans *Tout simpleme*

de l'esclave. Le métissage, ça n'a pas toujours été une histoire d'amour.» Les toujours été une histoire d'amour. » Les afro-féministes veulent en être. Les Arabes aussi. Ramzy croient avancer un argument imparable: «De République à Nation, il y a plein de mosquées. » Refus catégorique de JP: «Non, les imams, c'est pas good vibes. » L'ancien footbal-leur Vikash Dhorasoo, exclu, se de-mande s'il ne devrait pas organiser une marche d'Indiens. Soucieurs de railier la marche d'Indiens. Soucieux de rallier la base militante. Zadi s'invite à une réunion de la Brigade anti-négrophobie et se fait jeter aussi sec faute de connaître

la date de l'indépendance de Haïti, bien plus respectable que celle de l'abolition de l'esclavage, «une date de Blanc». On croise aussi Éric Judor qui se prend pour Nelson Mandela et Soprano,

«le rappeur préféré des collégiens» (dixit Zadi). Dieudonné fait figure (dixi Zadi). Dieudonne Iati figure d'épouvantail, repoussoir dont seul le nom fait partir en courant Fary («J'ai un Stade de France à remplir»). Le seul intouchable de cette brochette de stars? Omar Sy. Zadi commence par le stars? Omar Sy. Zadi commence par le snober au prétexte qu' «il ne rentre pas dans la charte de l'homme noir nou-veau». Avant de s'aplatir devant sa gé-nérosité sans faille et sa carrière de winner : il tourne le prochain James Cameron. Tout simplement noir est la meilleure, et la plus drôle, critique du

ommunautarisme en ces temps où Black Lives Matter traverse les frontiè res et agite la société française. Il ne passe pas pour autant sous silence un racisme routinier. Jean-Pascal Zadi le subit lors des castings mais aussi dans la rue. Ainsi est-il interpellé à deux reprises par la police. À chaque fois, il est plaqué au sol sur le ventre, un genou sur le cou. Une scène de comédie tour-née bien avant la mort de George Floyd. « J'ai du pif, dit Zadi à la caméra, Bientôt il y aura le scandale du bio. » On attend la suite, Tout simplement vert ? ■

«Tout simplement noir» À 20 h 55, sur Arte

Redouane Bougheraba ouvre les vannes

Canal+ diffuse « On m'appelle Marseille », son dernier spectacle. Une consécration pour l'humoriste de 46 ans qui aime charrier son public.

n juin dernier, Redouane Bou-gheraba a investi deux soirs de suite l'Accor Arena de Paris, puis le LDLC Arena Lyon et, enfin, le Stade-Vélodrome, à Marseille, La consécration pour le Phocéen de 46 ans, pre mier humoriste à se produire dans I temple de son club de cœur, l'OM, de tempie de son ciuto de cœur, 10M, de-vant 40 000 personnes. « Je réalise mon rève de gosse. Mon rève, c'était de remplir L'Olympia, je l'ai fait. Après c'était le Pa-lais des sports, j'en ai fait dix. Après, il y a Bercy et au-dessus, il y a le Stade-Vélo-drome. La boucle est bouclée. C'est maarome. La Boucie est bouciee. C est ma-guifique ce qui n'arrive, c'est au-delà de mes espérances », analyse celui qui a fait ses débuts dans des comedy clubs et les premières parties de Grand Corps Malade ou Bigflo et Oli. Récemment, il est également apparu dans l'émission « Au mi-cro », comme gentil accompagnateur des candidats espérant devenir commentateur du foot sur la chaîne cryptée.

Concours de « sosies foireux »

Deux heures durant, Redouane Boughe-raba mêle sketchs et anecdotes hilarantes avec autodérision et beaucoup d'improvisation. Et, comme à son habitude, l'humoriste n'a épargné personne, c'est d'ailleurs sa marque de fabrique. Un homme en surpoids, un médecin, une femme voilée, une supportrice du Paris Saint-Germain « Tu ressembles à Flo-Sante-Germann... « Lu ressembles à rior-rence Foresti qui n'a pas réussi sa vie. Ton fils, on dirait Jul, et ta mère, c'est Mimie Mathy en plus grande », lance-t-il à une famille du public. Avant de quitter ces « sosies foireux » pour balancer à un jeu-ne homme qui, espérons-le, n'était pas complexé : « T'as les oreilles décollées compiexe: « I as les orelles aecollees frérot, on dirait que ta tête est entre parenthèses ». Les spectateurs du premier rang, qui ont payé à prix d'or leur place, sont hilares et en redemandent. « Je me suis toujours moqué des gens. La charriade est un sport national à Marseille », précise-t-il. Avant de se défendre : « Je dis des atrocités mais toujours avec amour et bienveillance. »

Redouane Bougheraba s'en prend aus si à certains de ses compères comme Gad Elmaleh et Jamel Debbouze. Sur ce der-nier, il ose un : « Il ne peut pas faire une capture d'écran. Sa main, c'est une patte, c'est un chat. Il est au courant des blagues, il a déposé une main courante.»

Ces soirées-là, Redouane Bougheraba les a voulues exceptionnelles. Ainsi, le champion de MMA Cédric Doumbé et le rappeur La Fouine sont montés sur scène à Paris. Et SCH, Soprano, Alonzo et Gims ainsi que l'humoriste Gad Elmaleh ont répondu présent à Marseille. Des appari-tions qui ne sont malheureusement pas dans la captation diffusée ce mercredi soir sur Canal+. D'ailleurs, si le spectacle s'intitule *On m'appelle Marseille*, c'est son enregistrement à Paris qui est propo-sé aux téléspectateurs de Canal+.

Non content de connaître le succès sur scène. Redouane Bougheraba poursui scene, Redouane Bougnerada poursuir son incursion au cinéma. Après les co-médies Patients (2017), Taxi 5 (2018), La Vie scolaire (2019), Entre les vagues (2021) et Alibi.com 2 (2023), il vient de

coréaliser avec son frère Ali son premier film, intitulé Délocalisé. « C'est l'histoire d'un ouvrier dans une usine de matelas dans le nord de la France. Sa ligne de production est délocalisée en Inde. Mais. duction est délocalisée en Inde. Mais, ume fois sur place, il découvre que son salaire est indexé, non plus en euros, mais en rou-pies. Du coup, c'est la descente aux enfers. C'est un Indien dans la ville, mais en in-versé. Notre version, c'est un Marseillais à Calcutta », résume-t-il. Une comédie à découvrir en mars 2025 dans laquelle il incarne le personnage principal et. à son incarne le personnage principal et, à son tour, en prend plein son grade...

«On m'appelle Marseille » À 21 h 10, sur Canal+ Notre avis : ●●●○

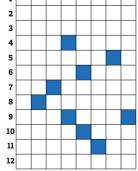
MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

1. Épisode funeste. – 2. Exprimer de vive voix. – 3. Vit sur glace. – 4. Sauvée des eaux. Réputée pour son savon et son pin. - 5. Son lait sert à faire des savons. - 6. Laisse son pin. -5. Son lait sert a faire des savons. - 6. Laisse sans connaissance. Traversè par de nombreux ponts. -7. Direction ou petit personnel. Dans les ondes ou au violon. - 8. Grand ouverte - 9. Cetuvre de Vivaldi ou de Haydn. Sa coupe de cheveux était très personnelle. -10. A la ville de Rome pour François. Juste quelques mots au téléphone. -11. Petites cabines. Maintes fois coccue, une fois cornue. -12. Il a les pleins pouvoirs.

VERTICALEMENT

1. Regnent sur leur domaine. – 2. Fut jadis une femme
d'autre foi. Vide-poche. – 3. Détachées de tout. Se dansait
dans les caves germanopratines. – 4. Voleur de voleurs.
Pas du haut de la botte. Une ville nigeriane du côté
de Tenerife. – 5. Materiaux isolants. À tôt fait de se
désintégrer. Service de police. – 6. Mises à l'écart. – 7.
Boîte de production à la chaîne. Crevette qui donne leur
couleur rose aux flamants qui la mangent. – 8. Produit
de grêle. Se prend par la bouche ou par l'oreille.

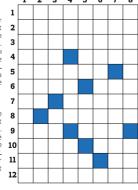


Par Vincent Labbé

SOLUTION DU PROBLÈME N° 6706

HORIZONTALEMENT 1. Tassages. – 2. Ricanera. – 3. Agiteral. – 4. Nual. ABS. – 5. Qin. Dili. – 6. Ultra. Es. – 7. Ileite. – 8. Le. Recta. – 9. Luge. Han. – 10. Isa. Tint. – 11. Servante. – 12. Espacées.

VERTICALEMENT 1. Tranquillise. – 2. Aiguilleuses. – 3. Sciante. Garp. – 4. Sati. Rire. Va. – 5. Ane. Date. Tac. – 6. Géral. Échine. – 7. Érable. Tante. – 8. Saisssantes.

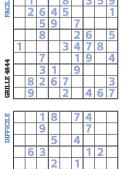




MO)TS	À	CI	ASE											RCI-JE	UX 🥝	S	
Placez les mots de la liste dans la grille ci-dessous.														En p				
	TRE R R	ES	CES CRU DUR				ÉTAI HUÉE LOTE				FORCÉ ONDIN				ORAISON RÉCITER			
DO IB RÉ SC SN			ENA ENS OBI OST ROI SEC				ORAL RANI RIAL 5 LETTRES AMINÉ			6 LETTRES ABSENT ARPION LAMBIN MÉCÈNE				8 L I COI	2 110 110			
														9 L I CLA CLO	i			
ARE ART AVE			(TTRE ECI NOL	S	CELER DOSER ÉPELÉ FLIRT				7 LETTRES ACARIEN ANODINE BENOÎTE				ÉRUDITION ÉTINCELER LABOUREUR			;	
																	70 T T T 4044	
																	Ę	
																	9	
_						_											101311	
																	•	
																	70H 1E 404E	

partant des chiffres déjà placés, remplissez les partait des dimines deprièdes, réminissez in lles de manière à ce que chaque ligne, chaque lonne et chaque carré de 3 x 3 contienne une ule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9.

RCI-JRUX









ÉPHÉMÉRIDE St-Adelphe

Soleil: Lever 07h22 - Coucher 20h10 - Lune croissante





EU. 2024. Saison 7. Avec Freddie Highmore, 3 épisodes, Inédit, Shaun et Lea s'adaptent à leur nouveau rôle de parents. Parallèlement, Shaur reprend son travail à l'hôpital. Il prend en charge deux bébés souffrant de problèmes cardiaques

23.45 Chicago Med. Série. Hospitalière, 3 épisodes, Inédit,

> CANAL+ 21.09 Redouane Bougheraba on m'appelle Marseille



1h17. Première diffusion. Redouane Bougheraba se produit dans un spectacle où se mêlent autodérision, improvisations et apartés avec le public, surtout les premiers rangs

22.26 Hot Ones. Divertissement. 23.05 Clique. Magazine.



19.47 Touche pas à mon poste

21.19 Vol 93

Film. Drame. EU/GB/Fra. 2006. Réal.: Paul Greengrass. 2h. Avec Christian Clemenson. États-Unis, 11 septembre 2001. Trois avions se sont écrasés contre des bâtiments publics. Les passagers du vol 93 tentent d'empêcher un nouvel attentat.

23.17 Survivre au 11 septembre. Doc.

france • 5

20.05 C à vous la suite. Talk-show.

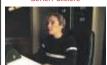
21.05 La grande librairie

Magazine. 1h35. Augustin Trapenard accueille Gaël Faye, Amélie Nothomb, Clémentine Mélois. Boris Cyrulnik. et Virginia Tangvald.

22.40 C ce soir. Talk-show. Prés.: Karim Rissouli et Camille Diao. 23.45 La p'tite librairie. Magazine 23.50 C dans l'air. Magazine.

france • 2

21.05 **L'Éclipse** Série, Policière



Fra. 2024. Saison 1. Avec Claire Keim, Anne Charrier. 2 épisodes. Inédit. Manue et Johanna travaillent sur une affaire de meurtre. Alors qu'elles se penchent sur la liaison que Nour entretenait avec un homme plus âgé. elles découvrent ses désirs secrets

22.50 Mauvaise langue. Doc 23.55 Nomad solitude. Doc.

> arte 20.55 Tout simplement nois Film. Comédie



Fra. 2020. Réal. : Jean-Pascal Zadi, John Wax. 1h30. Avec Jean-Pascal Zadi, Caroline Anglade, Un acteur raté décide de monter une marche des noirs mais son initiative vire au fiasco au fil de ses rencontres avec des comédiens célèbres et influents.

22.25 Le parfum d'Irak. Doc.



19.50 Les cinquante. Jeu. Inédit.

21.10 Enquêtes criminelles

Magazine. Prés.: Nathalie Renoux. 2h00. Le Grêlé: un tueur au-dessus de tout soupçon (1 et 2/2). Inédit. François Vérove, alias « le Grêlé », auteur de quatre meurtres et six viols, se suicide en 2021. Sa lettre d'aveux révèle sa double vie cachée.

23.10 Enquêtes criminelles.



19.55 Wheeler Dealers France. Doc.

21.10 Flic storyDocumentaire. Fra. 2023. 1h25 Gendarmerie de Gex 1. Le PSIG, une unité composée de 25 gendarmes spécialisés dans les interventions périlleuses, est souvent en première ligne face aux délinquants.

22.35 Flic story. Documentaire Gendarmerie d'Épernay 1 et 2.

france-3

21.05 Magazine



Prés.: Carole Gaessler. 1h55. Au fil de la Loire. Inédit. Avec ses 1000 kilomètres, la Loire est le plus long fleuve de France. De sa source dans le Massif central jusqu'à l'océan Atlantique, cet épisode suit les aventures de gens de la région.

6

23.00 La folle histoire de l'Apocalypse, Documentaire,



Prés.: Philippe Lellouche et Anne Sophie Girard. 1h50. Inédit. 200 candidats anonymes tentent de répondre à une série de questions. Ils sont aidés par Roman Doduik, Laurent Maistret, . Frédérique Bel et Élie Semoun.

23.00 Qui peut nous battre? Jeu. Prés.: Éric Antoine. 2 volets.



19.15 Ouotidien. Inédit.

21.25 Super-héros malgré lui Film. Comédie. Fra. 2021. Réal. :

Philippe Lacheau. 1h35. Avec Philippe Lacheau, Élodie Fontan. Victime d'amnésie après un violent choc, un acteur en devenir se convainc d'être devenu le super-héros qu'il doit interpréter dans son prochain film.

23.00 90' Enquêtes. Magazine.

HISTOIRE™

19.55 Mystères d'archives. Doc.

20.50 L'art de l'espionna

Documentaire. EU. 2021. Réal.: Marek Bures, Maria Berry, Jan Spindler. 1h20, 2 épisodes, Collecte clandestine d'informations et technologies novatrices vont de pair : découverte de l'usage des drones, des cyberattaques ou des caméras dissimulées

22.10 L'art de l'espionnage, 4 ép.

À LA DEMANDE



The Tower



mortelle du haut d'une tour siti ns découvre sur le toit un iit garçon et la policière Lizzie ffiths, en état de choc. La dis-rition de cette dernière, avant e la police n'ait pu l'interrogei sur les circonstances du drame, révèle la complexité d'une affair

LE FIGAROTY

12.00 Points de vue. 18.30 Le Buzz TV. Benjamin Castaldi, présentateur de «Casta réveille la France» sur Europe 2. Interviewé par Sarah Lecœuvre et Damien Canivez.

21.00



couturier du rêve

Documentaire. 22.00 Le Club Le Figaro Culture. Présenté par Jean-Christophe Buisson. Invité exceptionnel : Daniel Auteuil. Avec les critiques Clara Géliot, du *Figaro Magazine* et Étienne Sorin, du Figaro

Pour regarder le Figaro TV ? Canal 34 de la TNT en Île-de-France ou sur les box

SFR 468 | Orange 345 Free 203 | Bouygues 247



MATIN

APRÈS-MIDI





LE TEMPS AILLEURS... ALGER

T (en 'c)



<-10 à 0 0 à 10 10 à 20 20 à 30 30 à > 40

60

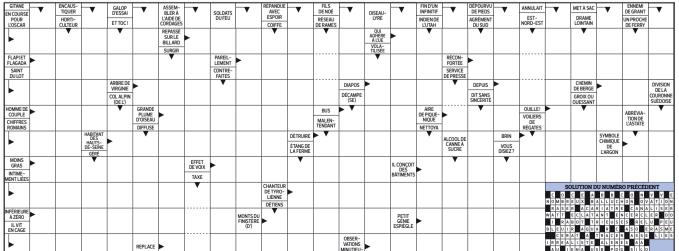
Ajaccio*





MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3932

RCI-JEUX



PORTRAIT

Maryline Bellieud-Vigouroux, la mode au cœur



Passionnée de mode. elle a contribué à faire de Marseille une capitale régionale de la mode. En avant notamment largement œuvré pour que Chanel organise, au printemps dernier, un défilé dans la Cité phocéenne.

est l'histoire d'une femme qui ne voulait pas me qui ne voutait pas étre seulement «femme de». En 1986, alors jeune mère de famille heureu-se dans son quotidien tranquille, le destin de Maryline Bellieud-Vigouroux bascule. Ou plutôt, d'abord, celui de son mari, Robert Vigouroux, de trente ans son aîné. À la mort de Gaston Defferre, en plein mandat, ce chirurgien de profession, et adjoint de ce dernier, se retrouve subitement maire de Marseille retrouve subitement maire de Marseille. Et voilà sa femme propulsée, à 29 ans, au rang d'épouse du premier magistrat de la deuxième ville de France. Maryline Bellieud-Vigouroux aurait pu s'en contenter, se complaire dans l'ombre de son conjoint. C'était méconnaître la Marseillaise au caractère bien trempé. «Je ne voulais pas être ventriloque, lance-t-elle. Je succédais à Edmonde Charles-Paux l'Accédariciame, Pair Conventre. Roux! Académicienne, Prix Goncourt, in roduite dans le monde de la mode et de la politique, et j'arrive moi, à 30 ans, avec comme bagages deux enfants et un mari... » L'épouse est aussi une militante de gauche assumée, frustrée d'avoir abandonné ses études par amour. «Je



voulais changer l'image de Marseille rappelle-t-elle. Transformer, bâtir, concevoir, aussi. Faire de la politique, en

somme, comme son mari, mais à sa ma-nière, elle qui croit «au terrain». «Je cherchais une idée qui soit à moi, explique-t-elle. Je savais très bien que i'aurais un engagement provisoire, béné vole durant cette période. Et je sentais qu'il avait besoin de moi sur le plan politique. Je m'adressais à des femmes de ma génération, des mères de famille.>

tion, des meres de Jamille. » Un soir, sur le cours Julien, quartier du centre de Marseille, l'épouse du tout nou-veau maire assiste à un défilé de créateurs marseillais. La plupart ont son âge. Ma-ryline Bellieud-Vigouroux a alors une révélation. Est-ce dù à ses souvenirs d'en-fance, quand elle attendait sagement sa grand-mère dans un coin dans les ateliers de couturières de Marseille ou à ce trisaïeul drapier en Avevron? Mystère, Mais salcutulapiet enversion : al seune femme décide, ce soir-là, de faire de la mode sa destinée. Avec une obsession : faire apparaître Marseille, et plus généralement la Méditerranée, sur la carte de cet univers très fermé.

« Je succédais à Edmonde Charles-Roux! Académicienne, Prix **Goncourt**, introduite dans le monde de la mode »

Pourquoi ne pas créer un lieu dédié à la mode, comme lui suggèrent les créateurs qu'elle croise ce soir-là? Le maire de Marseille n'affiche pas un enthousiasme débordant face à l'idée de sa femme. «Lui, en tant que chirurgien, ce qui l'inté-ressait, c'était recoudre des cerveaux et des colonnes vertébrales», sourit Maryline Bellieud-Vigouroux. Loin de la freiner, la réticence de son époux décuple son envie. réticence de son époux décuple son envie. Par le biais de connaissances communes, Maryline Bellieud-Vigouroux apprend qu'une famille a en sa possession des piè-ces Chanel rares, offertes par Coco en personne, et qu'elle a l'intention de les vendre. «Je me dis que Chanel est vraiment le profil de femme qu'il faut pour Marseille, parce qu'elle est iconoclaste et qu'elle ins-pire toutes les générations. Parce qu'elle a dité son proper mattre meant une vie sin-

pur course ses generations. Tace qu'ene a été son propre maître, menant une vie sin-gulière. » Une icône parfaite. Alors Maryline Bellieud-Vigouroux se met en tête de racheter cette collection pour consacrer une exposition entière à la célèbre couturière dans un musée de la mode à Marseille. La femme du maire n'a que peu de liens avec le milieu, et son nom d'épouse et sa ténacité comme uni-que carte de visite. La méthode se révélera pavante : la Maison Mode Méditerranée acquiert 24 pièces exceptionnelles issues de la garde-robe de Mademoiselle

Chanel. «La première fois que j'ai rencon Chanel. «La premiere jois que y air encon-tré Maryline, c'était à l'occasion de cette exposition Chanel au musée, se souvient Françoise Montenay, aujourd'hui prési-dente du conseil de surveillance de la marque. J'ai vu arriver cette très jolie jeune femme parler de sa passion pour la mode. J'ai été extrêmement sensible à son idée de faire en sorte que Marseille devienne une ville importante dans la mode, surtout de la mode méditerranéenne.»

Des années plus tard, le pari semble Des amiess piùs tard, ie par sembie relevé, puisque, sous l'impulsion de Maryline Bellieud-Vigouroux, de nom-breux créateurs comme Karl Lagerfeld se sont intéressés à Marseille, quand ils ne sont pas venus personnellement ans le cadre du Musée de la mode ou du fonds de dotation MMM visant à soute-nire mettre la lumière sur des créateurs méditerranéens. Depuis, un lien solide s'est tissé entre Chanel et Marseille. S est itsse entre Chainer et Marseine.
Quand elle monte, en partenariat avec
l'université, une formation de manager
dans la mode, Maryline Bellieud-Vigouroux peut ainsi compter sur ce fleuron
de la mode française. «Pas mal de gens
de chez Chanel sont venus donner des de chez Chanet sont venus domer des cours dans cette formation », confirme Françoise Montenay. Dernière illustra-tion en date, et pas des moindres : Ma-ryline Bellieud-Vigouroux a été l'une des chevilles ouvrières du défilé Chanel des chevilles outreres du denle Chanel à la Cité radieuse, au printemps dernier. En parallèle, la galerie du 19M fondée par Chanel a pris ses quartiers d'été au sein de la Cité phocéenne. «Ce défilé, elle a dit que c'était la consécration de sa elle a dit que c'était la consécration de sa vie, sourit Françoise Montenay. Elle sou-haitait depuis longtemps qu'on organise cela à Marseille. Elle nous en a parlé telle-ment souvent, que c'était dans un coin de notre tête. Un jour, le moment est venu. À partir de là, Maryline a joué les go between. C'est une femme qui crée des ponts entre les gens.» À 67 ans, la Marseillaise se voit auréolée de nombreuses décorations, comme ré-

de nombreuses décorations, comme ré cemment la médaille de la ville de Mar seille. Une médaille au goût de revanche pour l'ex-femme de René Vigouroux. «J'avais demandé à mon mari de donner cette médaille à tous les couturiers créateurs qui venaient à moi, se souvient-elle. teurs qui venaient a moi, se souvient-eile. A la fin de som mandat, je lui ai dit qu'avec tout ce que j'avais fait pour la ville, il aurait pu quand même m'en offrir une. Il m'a répondu qu'il y en avait plein le placard et que j'avais qu'à me servir. Mais jamais je n'aurais osé!» ■





PASCAL PRAUD 11H - 13H PASCAL PRAUD ET VOUS





Sifflet (si-flè) n. m. Lazzi mineur.

Avant le match France-Belgique, le sélectionneur des Bleus, Didier Deschamps, a été accueilli par des sifflets

a Le mot vient du verbe latin *sibilare*. Rien de sibyllin cependant dans ces accès d'humeur. Pour qui sont ces sifflets qui circulent sur nos têtes?

Pour Deschamps, incontestablement.

D'ordinaire, sur un terrain de football, l'arbitre siffle la faute d'un joueur Quelle faute le public sifflait-il l'autre soir? Celle du sélectionneur coupa à ses yeux de ne plus faire gagner l'équipe de France.

Cela fait quelques semaines que celui-ci entend siffler. Notamment ses oreilles. tant, depuis cet été, les commentaires fusent sur la faible prestation de ses joueurs. Certains aimeraient même que la fédération s'y mette : qu'elle siffle la fin de son bail

à la tête de l'équipe. Deschamps affiche un flegme indéfectible : bien sûr, il entend siffler, mais il sait que les huées et le persiflage sont le lot de son poste. Il sait aussi que dès que la victoire va revenir, le train des critiques va s'éloigner. I